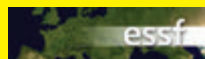


SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

page*2:
Editions Page deux

SYLÉPSE



Après les Gilets jaunes, la pandémie du Covid, la Colombie et la Birmanie, les éditions Syllepse poursuivent la publication d'ouvrages accessibles à tous et toutes qui éclairent sur les enjeux des convulsions d'un monde qui n'en finit pas de semer la misère, la souffrance et la guerre.

Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal) et Spartacus (Paris), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, ainsi qu'au blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris), au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Entre les lignes, entre les mots: <https://entreleslignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, « SPÉCIAL UKRAINE », N° 12, 10 OCTOBRE 2022

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES - 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-XXXX

Illustrations: DR

TABLE DES MATIÈRES

FACE À LA CONTRE-OFFENSIVE UKRAINIENNE, L'IMPUISSANCE RUSSE
ENTRETIEN AVEC TARAS KOBZAR AVEC PERRINE POUPIN

7

QUESTIONS SUR L'UKRAINE
DARIA SABUROVA

11

AIDE OU PROFITS DES CRÉANCIERS? LA BANQUE MONDIALE ET LA GUERRE EN UKRAINE
ELLIOT DOLAN-EVANS

25

TATARS DE CRIMÉE

LES TATARS VICTIMES DE LA MOBILISATION FORCÉE EN CRIMÉE OCCUPÉE
HALYA COYNASH

31

LA PERSÉCUTION DES TATARS DE CRIMÉE SOUS OCCUPATION RUSSE

33

RÉSISTANCES EN RUSSIE

CHRONIQUE DE LA REPRESSION DES MOUVEMENTS DE PROTESTATION EN RUSSIE CONTRE LA GUERRE
DENIS PAILLARD

40

« ON JETTE LES GENS COMME DU BOIS DE CHAUFFAGE DANS LE POÊLE »
ENTRETIEN AVEC VALENTINA MELNIKOVA

42

FACE À LA « MOBILISATION PARTIELLE » : QUATRE TÉMOIGNAGES

43

« POUR POUTINE CE QUI COMPTE VRAIMENT, CE N'EST PAS L'UKRAINE, MAIS LE CONTRÔLE SUR LA RUSSIE »
HANNA PEREKHODA

49

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

LES MINEURS BRAVENT L'INTERDICTION DE MANIFESTER POUR SE METTRE EN GRÈVE
KATERYNA SEMCHUK ET THOMAS ROWLEY

54

COMMENT L'AFFLUX D'UKRAINIENS RENFORCE LA LUTTE OUVRIÈRE EN POLOGNE

56

LA PAROLE À SOTSIALNIY RUKH

LA GUERRE ET L'AVENIR DE L'UKRAINE ET DE LA GAUCHE

62

TROIS FÉMINISTES DE SOTSIALNYI RUKH

67

JUIFS D'UKRAINE

LA COMMUNAUTÉ JUIVE UKRAINIENNE ET LA GUERRE

VYACHESLAV LIKHACHEV

72

DU CONFLIT À LA COOPÉRATION: LE CHEMIN CHAOTIQUE DES RELATIONS UKRAINO-JUIVES

SERHIY HIRIK

79

« LE NIVEAU D'ANTISÉMITISME EN UKRAINE EST L'UN DES PLUS BAS D'EUROPE »

ENTRETIEN AVEC SERHIY HIRIK

83

UNE BRÈVE HISTOIRE DES PARTIS POLITIQUES JUIFS EN UKRAINE

SERHIY HIRIK

87

PRISES DE POSITION

FÉMINISME: ENTRE PACIFISME ET GUERRE

OLEKSANDRA KANTSER

93

LE LABOR PARTY ET L'UKRAINE

96

DEUXIÈME CONVOI SYNDICAL EN UKRAINE

97

IL FAUT REVENIR À UNE LOGIQUE DE PAIX ET STOPPER LA RUSSIE DANS SON ESCALADE À LA GUERRE TOTALE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA CGT

99

DES PAROLES EN L'AIR QUI RETOMBENT EN POISONS SUR CERTAINES TERRES

BERNARD DRÉANO

101



SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

TROP, C'EST TROP: LE « DIPLO », L'UKRAINE ET LE CAMPISME

DOMINIQUE VIDAL

104

PIERRE RIMBERT, L'UKRAINE ET LE « CAMPISME »

DOMINIQUE VIDAL

105

LES RROMS CHOISISSENT DE RESTER EN UKRAINE

JULIAN KONDUR

106

DROITS SOCIAUX ET SYNDICAUX AU BÉLARUS EN RUSSIE ET EN UKRAINE FACE À LA GUERRE

ESPACE INTERNATIONAL DE LA CGT

110

LA KHARKIV PRIDE

DÉCLARATION DE LA KHARKIV PRIDE

118

« UNI·ES COMME JAMAIS » LA KHARKIV PRIDE DANS LE MÉTRO

POLINA VERNYHOR

120

BOÎTE ALERTES



FACE À LA CONTRE-OFFENSIVE UKRAINIENNE, L'IMPUISSANCE RUSSE

ENTRETIEN AVEC TARAS KOBZAR¹ AVEC PERRINE
POUPIN²

Taras Kobzar, militant anarchosindicaliste, est originaire de Donetsk. D'abord engagé dans la défense territoriale à Kyiv, il a ensuite rejoint l'armée. Dans cet entretien, il se dit persuadé que les Ukrainiens repousseront l'armée russe par-delà les territoires annexés de 2014 et voit dans la mobilisation partielle annoncée par Vladimir Poutine le signe d'une défaite à venir.

Nous sommes à sept mois de la guerre. Quelle est la situation en Ukraine?

Le 24 février 2022, une invasion à grande échelle de l'Ukraine par les troupes russes a commencé, nommée par Poutine «opération militaire spéciale». Elle est dans la continuité de la guerre lancée en 2014 avec l'annexion de la Crimée, l'invasion des régions de Donetsk et de Louhansk et l'établissement de «républiques populaires» dans ces régions de l'est du pays, et que la propagande du Kremlin a fait passer pour une «guerre civile en Ukraine» et une «autodétermination de la population russophone». Depuis le 24 février, l'invasion a concerné trois fronts: un au nord (oblasts de Tchernihiv, Soumy dans l'oblast de Kyiv, et une incursion près de Kyiv), un à l'est (oblast de Kharkiv, et progression vers l'ouest dans les oblasts

de Donetsk et de Louhansk) et un au sud (depuis la Crimée occupée vers la région de Kherson, Odessa, Berdiansk et Marioupol). Poutine prévoyait d'occuper tout le territoire à l'est du Dniepr, qui sépare l'Ukraine en deux, et de capturer Kyiv. L'armée russe a rencontré une forte résistance de la part de l'armée et de la population ukrainiennes, qui s'est engagée en masse dans la défense du territoire. En avril, elle a été repoussée de Kyiv et a quitté la zone nord. De mai à août, au prix de violents combats, l'armée russe s'est lentement retirée en direction de l'est, prenant en autres les villes de Roubijné, Lissitchansk, Sievierodonetsk, s'emparant du nord de l'oblast de Louhansk et continuant à attaquer Kramatorsk, Bakhmout et Avdiivka dans l'oblast de Donetsk. Puis elle a pris Marioupol en été après une destruction presque totale de la ville. En septembre, une contre-offensive de l'armée ukrainienne a commencé en direction du sud vers Kherson et en direction de l'est dans la région de Kharkiv, forçant les forces russes à battre en retraite. À l'heure actuelle, l'armée russe continue de contrôler plus de 100 000 km² du territoire ukrainien, soit environ 20 %.

Quel regard portes-tu sur l'armée ukrainienne?

En 2022, l'armée ukrainienne est à bien des égards mieux lotie qu'en 2014. Il ne s'agit pas seulement de l'équipement et de l'armement, de sa structure et du commandement, mais surtout de son expérience et de sa motivation. L'armée et la société ukrainiennes ont un niveau de conscience plus élevé et de meilleur qualité qu'en 2013-2014. Bien sûr, la situation en matière d'armement et d'approvisionnement n'est

1. Propos recueillis par Perrine Perrin.

2. Taras Kobzare est un militant anarchosindicaliste ukrainien. Perrine Poupin est chargée de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) sur des luttes en Russie et en Ukraine.

pas aussi bonne que nous le souhaiterions, mais cela est compensé par l'activité intense de la société civile. Avec un groupe de vieux camarades anarchistes, nous avons, par exemple, créé un comité de soldats au sein de notre unité pour approvisionner les soldats, les défendre juridiquement et constituer des espaces de discussion et de construction concernant l'avenir de notre pays.

Sur les réseaux sociaux, de nombreuses vidéos montrent la libération de villages à l'est par l'armée ukrainienne et la joie des habitants. Qu'ont vécu ces derniers pendant ces mois d'occupation russe?

La guerre et l'occupation sont toujours un lourd fardeau et une souffrance pour les civils. L'occupant réprime les personnes déloyales, la situation économique s'effondre, les gens risquent constamment de mourir sous les tirs d'artillerie ou d'être tués par des soldats, comme nous l'avons vu à Boutcha et ailleurs. J'ai été un témoin direct de ces horreurs. Je suis moi-même originaire de Donetsk, que j'ai été contraint de quitter avec ma famille en 2014, lorsque les séparatistes pro-russes et les groupes militaires agissant pour la Russie ont commencé à détruire tout ce qui avait trait à l'Ukraine, à persécuter les Ukrainiens et à tuer les contestataires de ma ville. J'ai vu ce à quoi ressemblait le «monde russe» et j'ai pu suivre l'évolution de la situation dans ma ville pendant huit ans. Donetsk était avant une ville riche, avec des infrastructures et une vie culturelle développées, elle était le centre économique de l'Ukraine orientale. Elle est aujourd'hui réduite à néant. Avant 2014, plus d'un million de personnes y vivaient. Près de la moitié de la population a été contrainte de fuir à partir de 2014, perdant leurs maisons, leurs emplois et tous leurs liens sociaux. Donetsk a été pillée: de nombreuses entreprises ont été détruites ou transférées en Russie et les occupants n'ont pas hésité à

voler des biens personnels, des voitures, à s'installer dans des appartements et des maisons vidés de leurs habitants. Sur le plan politique, un régime autoritaire a été instauré, rendant impossible toute activité politique et sociale libre. Les personnes peuvent, par exemple, être arrêtées dans la rue et envoyées au front. On connaît l'histoire d'un groupe de musiciens de l'orchestre philharmonique de Donetsk qui a été mobilisé de force et envoyé au combat à Marioupol, directement après une répétition. La plupart de ces musiciens sont morts. L'ordre russe domine toutes les sphères de la vie. Il s'infiltre dans les écoles, empoisonnant l'esprit des enfants, les abreuvant de propagande chauvine. Les plus hideuses «organisations d'enfants» militarisées ont été instaurées dans les territoires occupés: elles rappellent les «jeunesses hitlériennes», mais à la manière stalinienne soviétique. Depuis septembre, de nombreuses vidéos réalisées par des soldats ukrainiens dans l'oblast de Kharkiv libéré montrent des civils qui acclament l'armée ukrainienne. J'en suis le témoin direct, comme soldat. Après avoir souffert de l'occupation et des bombardements, les Ukrainiens ordinaires accueillent avec joie les libérateurs, leurs compatriotes, les soldats de l'armée ukrainienne. C'est la réaction normale de personnes qui se respectent et aiment leur terre, des personnes qui ont vu dans la pratique que la «paix russe» est un véritable «fascisme russe», qui n'apporte que mort, destruction et chagrin.

L'idée du côté ukrainien est-elle de libérer les territoires occupés ou d'aller plus loin? Comment peut-on vivre avec un voisin comme la Russie, notamment dans l'est du pays? Imagines-tu retourner vivre avec ta famille à Donetsk?

Notre tâche est d'arrêter cette guerre en libérant les territoires saisis par la Russie depuis 2014. Cet objectif ne peut être atteint qu'en vainquant l'armée



d'occupation russe, ce qui entraînera la chute du régime politique autoritaire de Poutine. Seul l'établissement d'un ordre véritablement démocratique en Russie peut garantir la paix avec la Russie à l'avenir. Et le repentir de tous ceux qui soutiennent cette guerre, comme ce fut le cas après la chute du régime nazi en Allemagne. De notre part, nous devons construire une Ukraine forte, indépendante et libre, capable de défendre ses frontières. Et oui, je suis sûr que nous allons libérer non seulement le Donbass, Donetsk, mais toute l'Ukraine. Et je pourrai revoir ma ville, ma maison, que je ne vois plus que dans mes rêves douloureux.

Après sept mois de guerre, que penses-tu de l'armée russe, la «deuxième armée du monde»?

Je pense que la perception des capacités de l'armée russe a changé depuis février 2022, non seulement en Ukraine, mais aussi pour de nombreuses personnes dans le monde. Poutine avait promis de prendre le contrôle de l'Ukraine en trois jours. Mais de nombreuses villes et même de petits villages ont été pris par l'armée russe qu'après un long combat et avec beaucoup de sang. Il était impossible de prendre le contrôle du territoire en trois jours. Poutine a échoué. La principale faiblesse de l'armée russe est la nature criminelle de ses objectifs, de ses méthodes et des personnes qui la composent. Ajoutez à cela la force d'esprit du peuple ukrainien, la grandeur morale du peuple qui défend sa terre et ses proches.

Poutine a annoncé ces derniers jours une mobilisation partielle en Russie. De quoi s'agit-il?

Les réservistes qui ont déjà servi dans l'armée et qui ont des compétences militaires doivent être enrôlés. Il est prévu de mobiliser 300 000 personnes. La rhétorique du dictateur du Kremlin est aujourd'hui la suivante : «Nous ne pouvons pas quitter les territoires

que nous avons libérés, leurs habitants ont besoin de notre protection» et «notre patrie est en danger». Derrière ces mots, on doit comprendre que leur plan visant à prendre rapidement le contrôle de l'Ukraine a échoué, que la guerre est au point mort et que le régime du Kremlin est en danger. Poutine comprend qu'en perdant cette guerre, en perdant les territoires précédemment occupés de l'Ukraine, il perdra son pouvoir en Russie. Une guerre perdue signifie l'effondrement du régime de Poutine. Les pertes de l'armée russe sont élevées, les chiffres cités étant de 50 000 à 60 000 pertes irrécupérables. Les Russes manquent cruellement de force pour tenir la position sur un immense front s'étendant sur des centaines de kilomètres. Après six mois de combats, l'armée d'occupation russe a un besoin urgent de renforts.

Et quelle est la stratégie de Poutine à court terme?

Comme manœuvre politique, Poutine a utilisé la vieille ruse consistant à organiser des prétendus «référendums» dans les territoires occupés pour soutenir la poursuite de la guerre. On s'attend à ce que la population des régions ukrainiennes sous la menace des armes à feu «demande», comme on pouvait s'y attendre, d'être incorporée à la Fédération de Russie. Ainsi, du point de vue de la propagande russe, les nouvelles opérations de combat de l'armée ukrainienne seront menées sur le «territoire russe». Après tout, la région de Kherson et la région de Zaporijjia sont déjà déclarées russes. Et en cas de «violation» des frontières russes, Poutine promet d'utiliser des armes nucléaires.

On voit un vent de panique sur les réseaux sociaux russes. Comment voyez-vous ça en Ukraine? Et qu'est-ce que ça va changer sur le front?

Dès les premières vingt-quatre heures qui ont suivi l'annonce de la mobilisation en Russie, un

exode massif de conscrits potentiels a commencé. Aux frontières, il y a de longues files d'attente de citoyens russes souhaitant quitter le pays. Pour la société ukrainienne, la mobilisation en Russie n'était pas une nouvelle inattendue. Les propagandistes du Kremlin et les analystes militaires indépendants en ont déjà beaucoup parlé. Il faudra jusqu'à trois mois pour que les mobilisés commencent à arriver sur le front, pour reconstituer les unités de l'occupant qui sont vidées de leur sang depuis six mois. Cependant, le temps travaille maintenant pour l'Ukraine. Trois mois, c'est très long dans un environnement qui évolue rapidement. La situation politique dans le monde et en Russie même peut changer, mais pas au profit de Poutine. La situation militaire sur le front ukrainien pourrait également évoluer. Les événements des deux dernières semaines: la libération par l'armée ukrainienne de la région de Kharkiv et son entrée dans le nord de la région de Louhansk, où les troupes russes étaient encore très récemment présentes, et l'offensive de l'armée ukrainienne dans la direction de Kherson ont fait basculer l'équilibre des forces dans la guerre fortement en faveur de l'Ukraine.



Cette déclaration de mobilisation de Poutine n'est-elle pas un aveu d'impuissance?

Nous voyons un Poutine très différent. Le dictateur perd sa position d'acteur confiant dans la politique mondiale, il semble moins serein et calme dans ses discours publics. L'homme moyen russe est également inquiet. Un coup d'œil aux réseaux sociaux russes montre que le ton normalement hautain et le militarisme enthousiaste des patriotes de Poutine ont laissé place à la confusion et à l'égarement. Les critiques à l'égard des autorités du Kremlin émanent de plus en plus de ceux qui, hier encore, les soutenaient avec ferveur. Malheureusement, cette

critique émane encore de personnes contaminées par le chauvinisme impérial et n'est pas inspirée par des remords pour les crimes du régime de Poutine, ni à une prise de conscience de ses erreurs. Elles ont peur d'une défaite dans la guerre et de la possibilité d'être capturées sur le front. Mais cette panique introduit de la désorganisation dans les rangs de l'ennemi, et même ce début de changement dans la conscience de la société russe peut être évalué comme positif. En Russie, la mobilisation a déclenché une panique générale et des protestations encore timides et à petite échelle. Les Russes ne veulent pas se battre. En Ukraine, au contraire, la mobilisation de Poutine fait sourire. Pour la société ukrainienne, c'est devenue un sujet de plaisanterie, de satire et de moquerie. Les Ukrainiens veulent se battre et se battront, car nous sommes dans notre propre pays, nous nous défendons, et nous défendons nos maisons et nos familles, notre droit à la liberté et à l'indépendance.

[LUNDIMATIN#352](#), 27 SEPTEMBRE 2022

QUESTIONS SUR L'UKRAINE

DARIA SABUROVA¹

«Croire que la révolution sociale soit concevable sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc., c'est répudier la révolution sociale. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira "Nous sommes pour le socialisme", et qu'une autre, en un autre lieu, dira "Nous sommes pour l'impérialisme", et que ce sera alors la révolution sociale! [...] Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution», Lénine, «Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes» (1916).

Le 30 septembre, Poutine a entériné l'annexion par la Russie des régions de Donetsk, Lougansk, Kherson et Zaporijjia, à la suite des référendums fantoches organisés entre le 23 et le 27 septembre, répétant ainsi le scénario qui a déjà été testé en 2014 en Crimée et dans le Donbass. Ce coup de force intervient dans un contexte d'une contre-offensive majeure de l'armée ukrainienne dans les régions de

Kharkiv et de Donetsk et vise à justifier la «mobilisation partielle» annoncée le 21 septembre. Si ce nouvel épisode de l'«autodétermination populaire» devrait par lui-même permettre d'éclairer rétrospectivement ce qui s'est passé en 2014, certaines voix à gauche s'élèvent encore pour accuser l'Ukraine d'avoir provoqué l'escalade militaire en cours. Ce texte revient sur les événements de 2014-2022 pour répondre à un certain nombre de questions qui continuent à tirailler une partie de la gauche radicale et qui entravent sa solidarité avec la résistance populaire ukrainienne. Ces questions concernent le mouvement séparatiste et la guerre dans le Donbass, les accords de Minsk, la politique du gouvernement post-Maïdan, l'avancée de l'extrême droite et les perspectives pour la gauche en Ukraine.

1) DE L'ANNEXION DE LA CRIMÉE À LA GUERRE DANS LE DONBASS GUERRE CIVILE OU GUERRE D'AGRESSION ?

Le 27 février 2014, quelques jours après la chute de Ianoukovitch, à la suite de la révolution du Maïdan, un groupe de personnes armées prend le contrôle du Parlement et du cabinet des ministres en Crimée. Le lendemain, les «petits hommes verts», soldats revêtus d'uniformes militaires non marqués, investissent les aéroports de Sébastopol et de Simferopol, ainsi que d'autres lieux stratégiques de la presqu'île. Plus de deux tiers des troupes ukrainiennes stationnées en Crimée et 99 % du personnel des services de sécurité passent du côté de la Russie (Stepaniuk, 2022 : 90). À peine trois semaines plus tard, à la suite d'un référendum organisé à la hâte, Poutine signe le

1. Daria Saburova, d'origine ukrainienne, est doctorante en philosophie. Elle fait partie du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU) et a participé à la première délégation qui s'est rendue en Ukraine en mai. Cet article a été publié sur les sites de Viento Sur et de Contretemps.

rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie (d'Anieri, 2019 : 1).

En avril de la même année, dans l'Ukraine de l'Est, les forces séparatistes prennent le contrôle des bâtiments administratifs à Donetsk, Lougansk et Kharkiv, et lancent l'appel à l'organisation des référendums sur l'indépendance de ces régions. Si les autorités ukrainiennes reprennent vite le contrôle de Kharkiv, elles n'arrivent pas à récupérer les régions séparatistes de Donetsk et de Lougansk, et la contre-révolution risque de s'étendre à d'autres villes du Sud-Est. Le gouvernement ukrainien répond à la création des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk (qui proclament leur indépendance au mois de mai) par le lancement d'une « opération anti-terroriste » (ATO) avec des combats qui vont durer jusqu'en février 2015, date de la signature de l'accord de Minsk II. Même si cet accord contribue à la diminution significative de l'intensité des combats, il connaît, comme on le sait, le même échec que le premier accord de septembre 2014. Avant l'invasion de février 2022, la guerre avait déjà fait plus de 13 000 morts et près de 2 millions de réfugiés (Melnyk, 2022).

Les questions les plus souvent posées en lien avec ces événements concernent la nature du conflit dans le Donbass et l'inéluctabilité de son extension : s'agissait-il d'une guerre civile, d'une guerre d'agression russe contre l'Ukraine ou d'une guerre qu'on pourrait d'emblée caractériser d'inter-impérialiste ? La poursuite de la guerre dans le Donbass et l'invasion à grande échelle de l'Ukraine auraient-elles pu être évitées si les accords de Minsk avaient été effectivement appliqués ?

Si l'on cherche une réponse purement empirique à la première question, il n'y a aucun doute que la guerre dans le Donbass puisse être qualifiée

de guerre civile, dans la mesure où une partie des habitants locaux participe effectivement d'abord aux manifestations anti-Maïdan, et ensuite au mouvement séparatiste pro-russe. Le fait que les parties belligérantes puissent recevoir de l'aide extérieure ne change pas la validité de cette qualification : les guerres civiles impliquent en général, d'une manière ou d'une autre, des interventions extérieures. Or, dans le champ politique, cet enjeu dépasse vite la dimension d'une simple question empirique ou théorique et devient une question partisane, parce qu'il y va des responsabilités respectives, qui déterminent à leur tour les prises de position politiques à l'égard du conflit dans le Donbass (Marple, 2022 : 2 ; Goujon, 2021 : 79). Poutine a ainsi toujours nié l'implication militaire de la Russie dans le Donbass. Le terme de « guerre civile » pour décrire ce qui s'y passe fait ainsi parti de l'arsenal idéologique de la propagande russe. Du côté de l'Ukraine et des institutions européennes, qui reconnaissent pourtant la participation des populations locales au mouvement séparatiste, le terme de « guerre civile » est au contraire banni. La guerre dans le Donbass est qualifiée dès 2014 (et officiellement depuis 2018) d'une « guerre d'agression russe » pour souligner non seulement l'implication militaire de la Russie dans une guerre civile déjà en cours, mais aussi et surtout son rôle déterminant dans le déclenchement de celle-ci (Cherviatsova, 2022 : 29). On ne nie pas que les populations locales aient rejoint les rangs des séparatistes, mais on les considère comme de simples marionnettes de Kremlin.

LE MOUVEMENT SÉPARATISTE : QUELLE IMPLICATION DE LA RUSSIE ?

En réalité, il faut reconnaître que les deux dimensions sont bien présentes, et la question doit plutôt porter sur le rapport entre les deux dimensions du conflit. Il est certain que le mouvement séparatiste



n'aurait pas réussi à s'implanter sans un minimum de soutien des populations locales, ou plutôt sans le manque de soutien au pouvoir post-Maïdan et à l'opération de libération du Donbass lancée par le gouvernement ukrainien au printemps 2014. Il n'y a pas de sondages d'opinion viables concernant les territoires sous contrôle séparatiste. Mais il faut rappeler que dans ces territoires, le Parti des régions et son leader Ianoukovitch, lui-même originaire de Donetsk, a recueilli plus de 80 % de voix au second tour des élections présidentielles de 2010. Une grande partie de la population, majoritairement russophone, se conçoit comme «russe ethnique», partage des sentiments nostalgiques à l'égard de l'URSS – aussi bien dans ses aspects socio-économiques positifs que dans ses aspects socialement et politiquement conservateurs – et la région entière dépend sur le plan économique des liens avec la Russie (Marples, 2022 : 3-4).

Les événements de 2014 peuvent ainsi être compris comme l'aboutissement d'un processus où, pendant la décennie précédente, les clivages identitaires et économiques réels ont été investis et instrumentalisés politiquement par différentes fractions du capital ukrainien. L'accentuation de ces clivages permettait à chaque fraction de se distinguer dans le jeu électoral, reléguant au second plan les préoccupations socio-économiques et politiques communes aux classes populaires de toutes les régions d'Ukraine. Cela n'a pas toujours été ainsi. Le thème ethnico-culturel et linguistique des «deux Ukraine» ne devient politiquement central qu'à partir des élections de 2004 qui opposent Viktor Ianoukovitch et Viktor Iouchtchenko. On assiste au même moment à la marginalisation du parti communiste comme acteur indépendant de la vie politique et son entrée en coalition avec le Parti des régions. À partir de

2004, la vie politique ukrainienne sera donc durablement structurée selon le partage entre, d'un côté, le camp national-démocratique, libéral et pro-européen, revendiquant une identité ouest-ukrainienne et, de l'autre, le camp paternaliste, russophone, pro-russe, revendiquant une identité sud-est-ukrainienne. Ce clivage prend aussi la forme d'une lutte autour de la mémoire historique : les uns se revendiquent du mouvement de libération nationale avec la figure de Bandera comme héros national, alors que les autres mettent en avant la «Grande Guerre patriotique» contre le fascisme. Chaque camp développe une image diabolique de l'autre : les Ukrainiens de l'ouest sont stigmatisés comme héritiers des collaborateurs des nazis ; les Ukrainiens de l'est, comme des nostalgiques du stalinisme responsable de la mort de plusieurs millions d'Ukrainien·nes pendant la famine des années 1930. Cette dynamique locale s'accompagne sur le plan géopolitique d'une montée des tensions entre la Russie et l'Occident qui finissent par se cristalliser de manière privilégiée autour de la question ukrainienne (Gorbach, 2022).

Conformément aux sondages, la majorité de la population du Donbass était contre la signature de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne (55,2 % de non), avec la préférence pour l'Union douanière (64, 5 % de oui). Selon un sondage effectué en décembre 2013, seuls 13 % des personnes interrogées ont dit soutenir l'Euromaïdan, alors que 81 % ont dit ne pas le soutenir (Risch, 2022 : 10-11). L'attitude majoritaire des habitants du Donbass vis-à-vis du Maïdan allait de l'indifférence à l'hostilité, renforcée par le mépris de classe dont les pro-Maïdan pouvaient faire preuve à leur égard.

Pourtant, le Maïdan avait bien le potentiel de réunir non seulement les forces démocratiques bourgeoises, mais également les classes populaires de tout

le pays autour des revendications communes. Bien qu'elles aient été moins massives, dans le Donbass il y a eu aussi des manifestations pro-Maïdan : des manifestations contre la corruption, les abus de l'État policier et du système juridique dysfonctionnant, et pour des valeurs associées — à tort ou à raison — à l'Europe, comme la démocratie, le respect de la loi, des droits civiques et des droits humains, ainsi que les salaires et un niveau de vie plus élevés. Mais ce potentiel a été étouffé, d'une part, par l'entrée dans le mouvement des groupes d'extrême droite qui ont surdéterminé l'Euromaïdan de Kyiv par un agenda nationaliste, et d'autre part, par l'effort des pouvoirs locaux de l'Est pour discréditer le mouvement (Risch, 2022 ; Diagtiar, 2014). Comme à Kyiv, les représentants locaux du parti au pouvoir ont répondu par la constitution de milices pour intimider, discréditer et disperser les manifestations. Et comme à Kyiv, ils ont organisé et financé des manifestations anti-Maïdan/pro-gouvernement. Enfin, la radicalisation des manifestations à Kyiv qui ont mené au renversement du régime, ainsi que l'abrogation par le gouvernement par intérim de la loi sur les langues régionales adoptée deux ans plus tôt, ont renforcé l'idée, véhiculée par les médias, que les nationalistes ukrainiens allaient ramener le désordre dans le Donbass, opprimer les populations russophones et, par la réorientation radicalement pro-européenne du pays, menacer les équilibres socio-économiques de la région.

Mais cela ne veut pas dire qu'il existait d'emblée une vaste mobilisation populaire pour l'indépendance de ces régions ou pour leur rattachement à la Russie, et que la critique du Maïdan allait inévitablement évoluer en guerre civile. Les organisations séparatistes et panrusses (République de Donetsk, Club des fans de la Novorossiia, Bloc russe, etc.) étaient très marginales avant 2014. Jusqu'au mois

de février 2014, leurs manifestations condamnant le coup d'État fasciste, appelant à défendre l'Église orthodoxe russe et l'appartenance du Donbass à la Russie ne rassemblaient que quelques dizaines de personnes (Risch, 2022 : 17). L'extension du thème séparatiste a été plutôt l'œuvre des élites locales et des forces séparatistes minoritaires soutenues par la Russie qui ont su exploiter le mécontentement populaire diffus contre le nouveau gouvernement. Les entretiens avec les ressortissants des régions séparatistes révèlent surtout un sentiment d'impuissance, l'impression d'être otages des jeux géopolitiques qui les dépassent, le ressentiment à l'égard de toutes les parties belligérantes et un profond désir de retour à la paix (Gritsiuk, 2020). Le contraste est frappant quand on compare ce bas niveau de mobilisation populaire avec la résistance actuelle des Ukrainiens face à l'invasion russe, 98 % des personnes interrogées dans les derniers sondages apportant un fort soutien à l'armée ukrainienne.

On peut donc affirmer que sans l'implication de la Russie, la méfiance des populations du Donbass quant à la révolution du Maïdan ne se serait sûrement pas transformée en guerre civile. Il y a d'abord le rôle immense qu'a joué la propagande russe dans le discrédit du Maïdan comme un coup d'État fasciste orchestré par les États-Unis. Les médias russes ou contrôlés par élites locales pro-russes, principales sources d'information pour les populations locales, ont diffusé toutes sortes de fausses informations et rumeurs concernant le sort réservé par le nouveau pouvoir de Kyiv aux populations russophones : que les russophones allaient être licenciés des postes dans les institutions et entreprises publiques, voire expulsés du pays ; que les « banderites » allaient venir dans le Donbass semer la peur et la violence ; que les mines du Donbass allaient être définitivement fermées et



utilisées par les pays européens pour y stocker leurs déchets radioactifs; que le marché ukrainien allait être submergé de produits alimentaires génétiquement modifiés; que les États-Unis allaient utiliser l'Ukraine comme base pour mener la guerre contre la Russie. Dans la crise politique de l'hiver-printemps 2013-2014, la Russie est ainsi de plus en plus perçue comme garante de paix et de stabilité (Risch, 2022 : 22-23).

Il y a ensuite eu l'implication directe des conseillers de Kremlin comme Surkov et Glazyrev, ainsi que des forces spéciales russes dans les manifestations anti-Maïdan et le soulèvement séparatiste sous la bannière du «printemps russe». Celui-ci est d'abord mené par le citoyen russe Girkin-Strelkov, remplacé plus tard par le ressortissant de Donetsk Aleksandr Zakharchenko afin de donner plus de légitimité à la direction des nouvelles républiques (Marples, 2022 : 3).

Enfin, dès le mois de juin 2014, la Russie est impliquée dans la guerre non seulement par l'envoi d'armes lourdes aux séparatistes locaux mais directement avec la participation des unités de l'armée russe dans les combats à Ilovaïsk en août 2014, à Debaltseve en février 2015, etc. (Goujon, 2021 : 80). Cette intervention militaire a lieu au moment où l'armée ukrainienne et les bataillons de volontaires sont sur le point d'infliger une défaite décisive aux forces séparatistes. C'est l'entrée de l'armée russe dans la guerre qui renverse les rapports de force, en poussant le président ukrainien Porochenko à entamer le processus de négociations et à signer le cessez-le-feu connu sous le nom des accords de Minsk.

LES ACCORDS DE MINSK: UNE GUERRE ÉVITABLE?

Il faut donc rappeler que les accords de Minsk interviennent dans une situation militaire très défavorable

pour le gouvernement ukrainien, au moment où la Russie renverse la situation sur le champ de bataille et menace de continuer les conquêtes territoriales dans l'est et le sud de l'Ukraine ayant pour enjeu la création d'un couloir terrestre de la Crimée vers la Transnistrie. Il y avait déjà à ce moment-là une crainte bien réelle de l'invasion de grande ampleur du pays. L'Ukraine se voit donc forcée d'accepter les termes des négociations. Pour la Russie, il s'agissait de trouver un moyen pour garder une influence décisive sur la politique intérieure et extérieure de l'Ukraine, car avec la perte de la Crimée et d'une partie du Donbass, l'Ukraine a aussi perdu son électorat le plus orienté vers le vote pro-russe. Pour s'assurer le contrôle de son ancienne semi-colonie, la Russie avait donc davantage intérêt à une réintégration par l'Ukraine des territoires séparatistes sous condition de la fédéralisation du pays – aucune décision stratégique ne pouvant alors être prise sans accord de tous les membres de la fédération – qu'à reconnaître leur indépendance ou les rattacher définitivement à la Russie, ce que les leaders séparatistes pourtant eux-mêmes souhaitaient.

Les négociations se déroulent à deux reprises: en septembre 2014 (Minsk 1), puis en février 2015 (Minsk 2). Les accords de Minsk comprenaient plusieurs points avec un volet sécurité (cessez-le-feu, retrait des armes lourdes, échange des prisonniers, restauration de la frontière ukrainienne) et un volet politique (amnistie des personnes impliquées dans le mouvement séparatiste, réforme constitutionnelle de l'Ukraine fixant un principe de décentralisation du pouvoir, reconnaissance d'un statut spécial aux régions de Lougansk et de Donetsk, organisation des élections locales). Aucun point de ces accords n'a été pleinement appliqué. Leur échec s'explique par l'impasse des négociations sur le volet politique.

L'Ukraine réclame que les élections locales soient organisées selon la loi ukrainienne et sous surveillance des institutions internationales indépendantes après le démantèlement et le retrait préalable de toutes les formations militaires illégales (forces séparatistes, mercenaires et armée régulière russe) et la reprise par l'Ukraine du contrôle de sa frontière. Poutine souhaite, quant à lui, que le processus commence par les élections locales et la réforme constitutionnelle. L'autre point de désaccord concernait l'amnistie pour les dirigeants des républiques séparatistes et la reconnaissance de statut spécial pour le Donbass. Ce statut impliquait que les régions puissent mener une politique économique, sociale, linguistique et culturelle autonome, nommer les procureurs et avoir des organes de justice indépendants, ainsi que former leurs propres «milices populaires». Le texte suggérait également que le gouvernement central devait contribuer au renforcement de la coopération entre les régions de Lougansk et de Donetsk et la Russie. Concrètement, le texte des accords visait à légaliser le statu quo: les actuels dirigeants séparatistes deviendraient les représentants officiels du pouvoir ukrainien sur les territoires occupés, leurs formations militaires seraient maintenues et prendraient officiellement le contrôle de la frontière russo-ukrainienne.

Sous cette forme, les accords de Minsk étaient inaudibles pour la société ukrainienne. Ils assuraient tout au plus un gel provisoire du conflit. Il était clair que pour la Russie, il s'agissait par ces accords d'acquiescer un instrument permanent d'ingérence dans les affaires ukrainiennes, afin d'empêcher le pays de mener une politique extérieure et intérieure indépendante, et pouvoir prévenir de nouveaux soulèvements populaires contre les relais locaux de sa domination néocoloniale. Par ailleurs, ces accords n'apportaient aucune solution à la question de la Crimée (Cherviatsova,

2022). L'application de ces accords par le pouvoir ukrainien aurait sûrement mené à une nouvelle crise politique, un nouveau Maïdan mené cette fois-ci par les forces politiques les plus réactionnaires. Du point de vue de la *realpolitik*, on pourrait toujours dire que le gouvernement ukrainien aurait pu éviter la guerre en faisant des concessions à la Russie. Mais une telle affirmation revient à blâmer la victime et accepter que les puissances impérialistes puissent dicter aux peuples les conditions de leur soumission sous une pression militaire.

2) VIE POLITIQUE ET SOCIALE EN UKRAINE ENTRE 2014 ET 2022

ALTERNANCE ÉLECTORALE ET RÉFORMES NÉOLIBÉRALES

Dans ce contexte de guerre et d'impasse des négociations, le mandat de Petro Porochenko est marqué par la droitisation rampante de la politique intérieure et le renforcement du discours militariste qui répondent à la demande de frange la plus nationaliste de la société civile post-Maïdan. Porochenko affichait la volonté de mener la guerre jusqu'à la récupération de la Crimée, poursuivre l'augmentation des budgets militaires et promouvoir l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. En avril 2019, c'est pourtant Volodymyr Zelensky qui remporte le second tour de l'élection présidentielle avec plus de 73 % de votes, et son parti Serviteur du peuple, du nom de la série télévisée éponyme à laquelle Zelensky doit sa popularité, obtient la majorité absolue au Parlement avec 43 % de votes. La campagne électorale de Zelensky était, de manière classique, fondée sur des slogans anti-oligarques et anticorruption, et une partie de sa victoire est due au fait qu'il s'est présenté comme un candidat «antisystème» face à au président sortant qui, une fois de plus, a profité de son mandat



pour augmenter considérablement sa fortune. Mais Zelensky s'est également présenté avec la promesse d'en finir avec le conflit dans le Donbass. Les Ukrainiens et les Ukrainiennes ont donc clairement rejeté par ce vote le programme conservateur-nationaliste de Porochenko, qui pour sa campagne avait adopté le slogan « Armée, langue, foi ».

Sur la question du Donbass, Zelensky a été finalement contraint de maintenir le cap de son prédécesseur, pris entre deux feux : d'une part, le Kremlin n'a montré aucune volonté à faire des concessions dans les négociations ; d'autre part, la partie national-libérale de la société civile ukrainienne refusait d'accepter un scénario de capitulation face à la Russie et aux séparatistes. Il commence son mandat par un échange des prisonniers de guerre et le retrait des troupes ukrainiennes de certaines villes frontalières avec les républiques séparatistes. Mais la reprise des négociations avec la Russie, à l'occasion de la rencontre entre Zelensky et Poutine à Paris en décembre 2019, se heurte à des manifestations à Kyiv appuyées par les partis de l'opposition nationaliste, les associations des anciens combattants et les groupes d'extrême droite. Dans ce nouveau round de négociations, Zelensky ne parvient pas à obtenir que les élections locales dans le Donbass soient précédées d'un démantèlement préalable des milices séparatistes, d'un retrait des troupes russes et d'un retour sous contrôle de l'Ukraine de sa frontière de l'est avec la Russie. Les négociations sont à nouveau dans l'impasse, dont le Kremlin décide de sortir par la voie d'une escalade, en envahissant l'Ukraine le 24 février 2022.

Sur le plan interne, Zelensky poursuit également la politique néolibérale de son prédécesseur, conformément aux exigences du Fond monétaire international. Avec le changement décisif de l'orientation géopolitique, change progressivement la structure de

l'économie ukrainienne, où la part de la production industrielle traditionnellement exportée vers Russie diminue, alors qu'augmente la part des matières premières et de production agricole exportée en Europe (Kravchuk, 2016 ; Kravchuk, 2018). Mais l'économie ukrainienne est surtout surendettée et dépend massivement des prêts du FMI accordés en échange des mesures d'austérité.

En mars 2015, le FMI accorde à l'Ukraine un prêt de 16 milliards d'euros sur fond d'une crise économique dans lequel le pays est plongé depuis les événements du Maïdan et le début du conflit dans le Donbass. Les conditions de ce prêt comprennent traditionnellement une série de réformes structurelles de réduction des budgets publics (Dutchak et col., 2018). Parmi ces réformes, il y a l'augmentation pour la population du prix du gaz naturel, la réduction du nombre de postes dans l'administration publique, l'augmentation de l'âge de départ la retraite (Chernina, 2017a). La réforme dans la sphère de la santé prévoit le changement du mode de financement des institutions de santé selon les principes d'autofinancement et de profitabilité, en s'attaquant ainsi au principe de la médecine gratuite et universelle hérité de l'Union soviétique (Chernina, 2017b ; Chernina, 2020). Du côté de l'usager, la réforme prévoit la généralisation de l'assurance santé privée. Dans l'éducation, les réformes entamées en 2014 impliquent la « rationalisation » du système par la réduction du nombre d'universités et d'écoles à travers des fermetures et des regroupements aux conséquences déplorables sur l'accès à l'éducation dans les villages et les petites villes. La réforme du système de bourses réduit la part d'étudiants y ayant accès. De même que dans la sphère de la santé, on encourage le principe de l'autonomie des universités (Muliavka, 2016 ; Chernina, 2017c). Enfin, le gouvernement

Zelensky passe une loi pour mettre fin au moratoire sur la vente des terres agricoles qui date de la chute de l'URSS. La création d'un véritablement marché de terres agricoles ouvert aux investisseurs étrangers était une condition de longue date des créateurs de l'Ukraine, mais celle-ci n'a jamais été appliquée jusqu'en 2021 (Soroka, 2019).

Certaines de ces réformes ont déjà été partiellement entamées, d'autres seulement envisagées par les gouvernements pré-Maïdan. L'Ukraine emprunte au FMI depuis les années 1990, mais en pratique aucun gouvernement n'a jamais mis en application toutes ses conditions par crainte d'une situation sociale explosive. La crise politique de 2014 et la guerre dans le Donbass ont enfin laissé la voie libre à ces réformes, permettant de les présenter comme inévitables, comme participant à l'effort de guerre et à l'effort d'intégration européenne.



LA SITUATION DES PERSONNES DÉPLACÉES DU DONBASS

Selon la dernière recension de 2001, on comptait 7,3 millions d'habitants (15 % de la population ukrainienne) dans les régions de Donetsk et de Lougansk. La guerre déclenchée au printemps de 2014 a fait près de 2 millions de réfugiés. Selon les statistiques officielles de 2019, 1,38 million de personnes déplacées étaient enregistrées en Ukraine et plusieurs centaines de milliers en Russie. Officiellement, la majorité des personnes déplacées résidait avant février 2022 dans les territoires contrôlés par le gouvernement ukrainien dans les régions de Donetsk (488,000) et de Lougansk (217,000), ainsi que dans la capitale (149,000). Dans les faits, une bonne partie des personnes déplacées, parmi lesquelles une majorité de femmes et de retraités, est retournée dans les territoires occupés à cause des difficultés pour trouver un logement, un travail, accéder aux aides sociales,

etc. Le statut de déplacé interne leur permettait de continuer à recevoir les allocations et les pensions de retraite ukrainiennes qui devaient être cherchées sur place tous les mois. En mai 2019, 1, 2 millions de personnes ont ainsi franchi la ligne de démarcation dans les deux directions (Gyidel, 2022 : 111).

L'État ukrainien a échoué à anticiper la crise des réfugiés : six mois après le début de la guerre dans le Donbass, il n'y avait toujours aucun cadre légal pour l'accueil des personnes déplacées. La loi qui fixe le statut légal des personnes déplacées n'est votée qu'au mois d'octobre 2014. Ce statut permet d'accéder à une aide financière — largement insuffisante pour vivre — et aux services sociaux spécifiques, mais restreint aussi les droits civiques : les personnes déplacées n'ont pas le droit de voter dans les élections locales sous prétexte de leur enregistrement temporaire. Malgré la mise à disposition d'un certain nombre de logements temporaires qui se sont vite transformés en ghettos, il y a eu un échec total de fournir des logements durables : seulement 63 familles sur 1,2 million de personnes déplacées en ont bénéficié. L'abandon des réfugiés du Donbass par l'État s'est accompagné de leur stigmatisation par les médias et d'une méfiance d'une partie de la population ukrainienne à l'égard des potentiels « séparatistes » qui pouvaient se traduire, dans certains cas, par des discriminations à l'emploi et sur le marché locatif (Gyidel, 2022).

En même temps, des dizaines d'organisations de bénévoles, dont celles créées par les personnes déplacées elles-mêmes, comme l'organisation Vostok SOS, se constituent pour prendre en charge les attributions de l'État : aide humanitaire, aide à la recherche de logement, de travail, accompagnement dans les démarches administratives, soutien légal (Kozlovska, 2014). De manière générale, le Maïdan a eu pour

effet de relever significativement l'engagement citoyen sur fond de manque de confiance en l'État et le constat de son incapacité à résoudre les problèmes humanitaires urgents. Sur ce plan, on peut noter un changement par rapport aux décennies précédentes. Face à la désaffection de l'État social, les années 1990 sont davantage marquées par des stratégies individuelles de débrouille dépolitisée, se limitant aux cercles étroits de la sphère privée, tandis que l'époque post-Maïdan est marquée par la constitution d'un vaste réseau d'initiatives citoyennes de solidarité à l'échelle de la société entière.

D'importantes initiatives de solidarité surgissent également en soutien aux combattants et aux anciens combattants dans le Donbass. Au moment de l'éclatement du conflit, l'armée ukrainienne est très appauvrie, mal équipée et sous-entraînée. En avril 2014, seuls 4 % des soldats possèdent des équipements basiques de protection tels que les casques et les gilets pare-balles. Pour pallier cette situation, plus de 30 bataillons de volontaires sont formés pour renforcer l'armée régulière. À l'époque, l'existence de ces bataillons repose uniquement sur les initiatives bénévoles de solidarité qui fournissent uniformes, équipements et moyens de subsistance aux combattants (Stepaniuk, 2022). Ces pratiques de solidarité se sont étendues aujourd'hui : si l'aide occidentale se traduit surtout en armes lourdes, l'armée et les unités de défense territoriale continuent à dépendre d'une mobilisation massive des citoyens pour l'achat du matériel de protection élémentaire, des médicaments, des drones, des voitures, etc.

LE PROBLÈME DE L'EXTRÊME DROITE

La question des bataillons de volontaires nous ramène naturellement à la question de l'extrême droite au sein de l'armée ukrainienne, le bataillon

«Azov» ayant concentré une attention médiatique disproportionnée aussi bien dans les médias russes que dans la littérature anti-impérialiste occidentale. Cette question est devenue la question partisane par excellence. L'invasion de l'Ukraine le 24 février a été présentée par Poutine comme une campagne de dénazification, dans le sillage des thèses sur le «coup d'État fasciste» promues dès 2014 pour discréditer le soulèvement populaire contre Ianoukovitch sous prétexte de la présence des groupes d'extrême droite dans les manifestations.

Une partie de la gauche internationale a malheureusement repris de manière non critique la rhétorique propagandiste du régime poutinien. Par conséquent, quand on cherche à faire appel à la solidarité internationale avec la résistance ukrainienne, il est très tentant de tordre le bâton dans l'autre sens, en allant jusqu'à nier l'existence de l'extrême droite en Ukraine, ou en tout cas à minimiser l'extension de ses réseaux au sein de la société et des institutions. Une telle stratégie de contre-propagande, adoptée par les forces nationales libérales, ne devrait pas être la nôtre. Il s'agit d'avoir une vision réaliste de toutes les composantes de la résistance armée, sans pour autant conditionner notre soutien à la résistance du peuple ukrainien à la prédominance d'une pure ligne de classe en son sein. La montée de l'extrême droite constitue aujourd'hui notre grand danger commun, en Ukraine comme ailleurs, et la gauche française et sûrement la mieux placée pour le savoir. Pour une gauche internationaliste qui ne perd pas l'espoir et la conviction d'une nécessité de transformations sociales majeures à l'échelle planétaire, l'enjeu n'est pas d'abandonner les Ukrainiens et les Ukrainiennes sous prétexte qu'il y aurait une poignée de néonazis dans les rangs de l'armée, mais de réfléchir à la manière dont la solidarité avec le mouvement

anti-impérialiste populaire, et notamment avec sa frange anticapitaliste, syndicaliste, féministe et anti-raciste peut aider à marginaliser l'extrême droite et préparer le terrain à la reprise des luttes sociales sur des bases progressistes.

Pour cela, il faut d'abord comprendre en quoi réside la spécificité de l'extrême droite en Ukraine. Sur le Maïdan, les groupuscules néonazis constituaient une minorité, mais la minorité la mieux organisée et la mieux préparée à la confrontation violente avec les forces de l'ordre, ce qui leur a conféré une grande visibilité au sein du mouvement. Mais contrairement à la France, l'extrême droite institutionnelle n'a plus enregistré de succès électoraux depuis 2012. Le parti Svoboda est tombé de 12 % de votes dans les élections législatives de 2012 à 4 % en 2014, puis à 2 % en 2019. Cela s'explique en partie par le fait que, dans le contexte post-Maïdan, tout le champ politique s'est considérablement déplacé à droite, et que la rhétorique patriotique-nationaliste propre aux partis d'extrême droite s'est banalisée face à la menace russe. Mais cette dynamique électorale révèle aussi l'absence d'hégémonie de l'extrême droite dans l'Ukraine contemporaine, son idéologie rentrant très ouvertement en contradiction avec les orientations pro-européennes de la frange majoritaire du camp de Maïdan et les préoccupations profondes pour la justice politique, économique, sociale de la grande partie de la population. Le danger que représentent ces diverses organisations réside plutôt dans leur orientation sur la violence de rue et l'extension de leurs réseaux dans les institutions répressives.

Pour ne donner que quelques exemples, Azov n'est pas seulement le nom d'un bataillon, c'est le nom d'un réseau de structures et de projets de toutes sortes : en 2016, il forme le Parti du Corps national, gère sa propre organisation des anciens combattants,

possède ses sections sportives, ses colonies de vacances et son organisation paramilitaire, Milices nationales (Gorbach, 2018). L'organisation S14 a aussi formé un groupe paramilitaire qui s'appelle Garde municipale, officiellement financée par la mairie de Kyiv qui lui délègue au cours de la crise du Covid certaines fonctions de surveillance et de maintien d'ordre en appui à la police municipale.

Selon les rapports du groupe de recherche Marker Monitoring Group, les premières victimes de la violence d'extrême droite sont les militant.e.s féministes et LGBTQ+, ainsi que les militant.e.s d'extrême gauche. Les organisations comme S14, Corps national, Secteur de droite attaquent systématiquement les manifestations du 8 Mars, les Marches de la fierté, les conférences et les expositions sur des sujets marqués à gauche, etc. De nombreuses attaques ont été perpétrées contre la communauté rom, la communauté juive ou les mémoriels de l'Holocauste, les personnes considérées comme « marginales », notamment les sans-domicile, les opposants politiques et les journalistes jugés insuffisamment patriotiques, tout cela dans l'indifférence relative des forces de l'ordre (Marker Monitoring Group, 2021 ; 2022).

La participation active des nationalistes radicaux dans la résistance armée contre l'invasion russe contribue à la légitimation de leurs organisations. En même temps, au sein même des formations armées réputées comme néonazies, seule une minorité adhère effectivement à l'idéologie de leur noyau. Comme le montrent les recherches de Coline Maestracci, qui a mené des dizaines d'entretiens avec les combattants d'Azov, les personnes qui cherchaient à s'engager à partir de 2014 étaient surtout attirées par l'efficacité de ce bataillon dans la lutte contre l'agression russe (Maestracci, 2022).

LA GAUCHE UKRAINIENNE FACE À LA GUERRE



Compte tenu de la complexité des enjeux, il n'est pas étonnant que la gauche ukrainienne se soit trouvée elle-même très divisée face aux événements qui se sont enchaînés de novembre 2013 au printemps 2014 et au-delà. Mais il faut d'abord déterminer de quelles organisations on parle, car certains partis se réclamant de cette famille politique ont depuis longtemps perdu le lien avec tout agenda émancipateur.

C'est le cas du Parti communiste d'Ukraine, le successeur du PC soviétique, qui occupe une position de force jusqu'au début des années 2000. En 1998, le PC obtient 25 % de votes aux élections législatives et en 1999 son candidat, Petro Symonenko, fait face à Leonid Koutchma au second tour de l'élection présidentielle. Depuis la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine, ce parti n'a cependant jamais été un parti anticapitaliste et progressiste. Tout au plus jouait-il sur la nostalgie de l'URSS de son électorat en promouvant un conservatisme social qui dans les années 1990 formait le consensus parmi les élites politiques qui cherchaient à atténuer les effets sociaux des privatisations sauvages. Au fond, le PC représentait un parti d'opposition commode permettant de canaliser le mécontentement social sans représenter de vraie menace pour le pouvoir oligarchique en place. La direction du parti intègre de fait la classe dominante en participant à ses schémas de corruption et en se constituant des fortunes confortables. Pour les raisons déjà évoquées, la polarisation politique autour de l'axe pro-russe vs l'axe pro-ukrainien/pro-européen contribue à la marginalisation du PC. Sous Ianoukovitch, le PC forme une coalition avec le parti au pouvoir, en votant notamment les lois répressives de janvier 2014. Pendant le Maïdan, avec d'autres partis et organisations pro-russes, le PC participe à l'organisation de contre-manifestations à Kyiv et dans d'autres villes de l'Ukraine de l'Est et du

Sud. Les dirigeants communistes locaux approuvent l'usage de la force par la police anti-émeute pour disperser les manifestations, reprenant le discours propagandiste russe sur le « coup d'État fasciste » et rejetant les « valeurs européennes » à coup de slogans homophobes et racistes. Selon Denys Gorbach, le PC ukrainien serait ainsi idéologiquement plus proche des partis populistes de droite comme le Rassemblement national, plutôt que des partis de gauche progressistes, mêlant protectionnisme économique et discours sur la supériorité des Slaves, discours natalistes, anti-LGBTQ+ et pro-Église orthodoxe (Gorbach, 2016). Les mêmes conclusions peuvent être faites à propos du Parti socialiste d'Ukraine et du Parti progressiste socialiste d'Ukraine. Dans ce contexte, on comprend aisément pourquoi l'Ukrainien ne moyen ne se déclare aujourd'hui « anticommuniste » : non pas parce les classes populaires renonceraient définitivement à l'idéal de justice sociale, mais parce que le communisme est principalement associé au nationalisme pro-russe, à l'État policier, au conservatisme social et à l'adoration de Staline. Après la chute de Ianoukovitch, les symboles et la rhétorique du PC tombent sous le coup des lois de décommunisation adoptées en mai 2015, mais le parti continue à présenter ses membres individuels aux élections locales. Il est définitivement interdit suite à l'invasion de l'Ukraine, avec d'autres partis « pro-russes ».

La « nouvelle gauche » indépendante des partis institutionnels s'est trouvée, quant à elle, profondément divisée, d'abord quant à l'analyse du Maïdan, ensuite quant à la guerre dans le Donbass. D'une part, le parti staliniste Lutte (Borotba) n'a vu dans le Maïdan qu'une révolte de la petite bourgeoisie national-libérale. Borotba finit par se ranger du côté des anti-Maïdan dans les villes de l'est et du sud, dont les premières manifestations étaient marquées

par un mélange éclectique des slogans communistes, panrusses et cléricaux. Plusieurs militants de ce parti ont ainsi péri dans l'incendie tragique de la maison des syndicats à Odessa en mai 2014. Aujourd'hui, une partie de ses militants habite toujours à Donetsk. Certains ont connu des arrestations par les pouvoirs séparatistes, d'autres sont devenus ouvertement pro-Poutine ou ont pris le chemin de l'exil vers la Russie ou l'Europe.

D'autre part, certains nationalistes de gauche ont au contraire rejoint dès 2014 les bataillons de volontaires pour combattre les forces séparatistes, comme les militants de la Résistance autonome (Avtonomny Opir). La Résistance autonome était à la base un mouvement national-socialiste. L'organisation commence cependant à virer à gauche à partir de 2013, en rompant avec les organisations d'extrême droite, et plaçant la lutte de classe et non plus la nation au centre de son analyse politique, mais garde sa spécificité ouest-ukrainienne avec une forte dimension nationaliste (Gorbach, 2015). Elle développe une idéologie et une activité éclectiques qui combinent la glorification de l'organisation des nationalistes ukrainiens de Stepan Bandera et la participation aux marches de la torche avec l'organisation des marches à la mémoire de Nestor Makhno et la participation aux marches du 1^{er} Mai et aux manifestations syndicales.

La gauche radicale progressiste, ayant pour ambition de réunir différentes initiatives de base socialistes, féministes, syndicalistes, écologistes et antiracistes, est représentée en Ukraine par une organisation qui s'appelle Sotsialnyi Rukh. Celle-ci est lancée en 2015 par l'organisation trotskiste Opposition de gauche, elle-même issue de l'Organisation de marxistes, où elle côtoyait Borotba jusqu'en 2011. Sotsialnyi Rukh fait partie de cette gauche radicale qui à l'époque

avait apporté un soutien critique au Maïdan, identifiant chez les classes populaires qui ont pris part aux manifestations le désir de justice : justice au sens de respect de la loi par les classes dominantes elles-mêmes qui la font, mais aussi au sens de justice sociale. Ses militant·es ont participé aux manifestations et ont été impliqu·es dans de multiples initiatives citoyennes. La fédération anarchosyndicaliste Union autonome des travailleurs et le syndicat étudiant Action directe ont également pris part aux événements du Maïdan, organisant des actions de leur propre chef comme l'occupation du ministère de l'éducation.

Compte tenu de la complexité et de la situation dans le Donbass, les positions de cette gauche sur la guerre ont cependant été marquées par une certaine hésitation. D'un côté, tout en accentuant la responsabilité de la Russie dans le déclenchement de la lutte armée, elle a exprimé son opposition aux franges les plus va-t-en guerre de la société ukrainienne et son projet nationaliste exclusif, espérant qu'une solution diplomatique puisse être trouvée pour la réintégration pacifique et inclusive du Donbass et de la Crimée sur la base d'un dialogue avec les populations locales, d'une part, et des conditions qui permettraient à l'Ukraine dans son ensemble de garder son indépendance vis-à-vis de la Russie de l'autre.

D'un autre côté, la gauche radicale se gardait également de défendre le «défaitisme révolutionnaire» et de critiquer de manière ferme l'opération anti-terroriste contre les républiques dites populaires de Donetsk et Lougansk devenues entre-temps des territoires de non-droit sous la dépendance totale de la Russie. Les activités du Mouvement social se sont principalement concentrées pendant ces années sur la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale, les réformes néolibérales et les privatisations, les attaques contre les droits des travailleurs, et pour l'avancement



des droits des personnes LGBTQ+ et l'agenda écologiste. L'organisation a des contacts privilégiés avec les syndicats indépendants et est souvent venue en appui aux mouvements de grève des travailleurs de la santé, des transports ou de l'industrie minière par exemple.

L'invasion de l'Ukraine marque un nouveau tournant qui enterre tout projet de négociations de paix dans le format des accords de Minsk. L'annexion récente des quatre régions du sud et de l'est de l'Ukraine prouve que le régime poutinien n'a et n'avait aucune intention de négocier le statut des territoires nouvellement occupées et qu'il ne reculera pas dans sa volonté de soumettre l'Ukraine à moins de subir une défaite sur le terrain militaire – ce que la contre-offensive fulgurante de ces dernières semaines d'espérer. À partir de février 2022, les organisations de la gauche radicale s'engagent résolument dans la résistance contre l'occupation, se joignant à l'élan populaire général pour défendre le droit de la société ukrainienne à l'existence et à une véritable autodétermination.

Bibliographie

- Chernina, D. (2017a), «Pensionnaya reforma: vnedrit' nel'zia pomilovat'» [Réforme de la santé: implémenter on ne peut pas gracier], *Commons: Journal of Social Criticism*, en ligne (<https://commons.com.ua/en/pensionnaya-reforma/>).
- Chernina, D. (2017b), «Medreforma po-ukrainski: s bolnoï golovy na zdorovuyu» [Réforme de la santé à l'ukrainienne: transfert de responsabilité], *Commons: Journal of Social Criticism*, en ligne (<https://commons.com.ua/en/medreforma-po-ukrainski/>).
- Chernina, D. (2017c), «Evrostandarty vs Sovetskoe kachestvo: kuda vedet reforma vyschego obrazovaniya [Standarts européens vs qualité soviétique: où mène la réforme de l'enseignement supérieur], *Commons: Journal of Social Criticism*, en ligne (<https://commons.com.ua/en/evrostandart-vs-sovetskoe-kachestvo/>).
- Chernina, D. (2020), «Reformituem bez Souproun. Kak po nam udarit vtoroi etap medreformy» [Reformons sans Souproun. Comment on sera frappé par la deuxième étape de la réforme de la santé], *Commons: Journal of Social Criticism*, en ligne (<https://commons.com.ua/en/kak-po-nam-udarit-vtoroy-etap-medreformy/>).
- Cherviatsova, A. (2022), «Hybrid War and Hybrid Law, Minsk Agreements in the Context of International Law and Ukrainian Legislation», dans Marples D. R. (éd.), *The War in Ukraine's Donbas. Origins, Context, and the Future*, Budapest, Central European University Press1.
- D'Anieri, P. (2019), *Ukraine and Russia: From Civilized Divorce to Uncivil War*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Degtiar, V. (2014), «Protesty proty militsii ta represyivni dii regymu iak rouchii Evromaïdanu» [Manifestations contre la police et les actions répressives du régime comme moteurs de l'Euromaïdan], *Commons: Journal of Social Criticism*, en ligne (<https://commons.com.ua/ru/rushiyi-yevromajdanu/>).
- Dutchak, O., Dudin, V., Kravchuk, O., Muliavka, V., Yakubin, A., Kurovska, H., Chernina, D. & Novikov, D. (2018), «Chtcho ne tak iz reformami v Ukraïni?» [Qu'est-ce qui ne va pas avec les réformes en Ukraine?], *Commons: Journal of Social Criticism*, en ligne (<https://commons.com.ua/en/sho-ne-tak-z-reformami-v-ukrayini/#down1>).
- Gorbach, D. (2015), «Ukraine's Left: between a swamp and a hard place», *OpenDemocracy*, en ligne (<https://www.opendemocracy.net/en/odr/ukraines-left-between-swamp-and-hard-place/>).
- Gorbach, D. (2016), «After the ban: a short history of Ukraine's Communist Party», *OpenDemocracy*, en ligne (<https://www.opendemocracy.net/en/odr/after-ban-short-history-of-ukraine-s-communist-party/>).
- Gorbach, D. (2018), «Entrepreneurs of violence: the varied interests and strategies of the far-right in Ukraine», *OpenDemocracy*, en ligne (<https://www.opendemocracy.net/en/odr/entrepreneurs-of-political-violence-ukraine-far-right/>).
- Gorbach, D. (2022), «Ukrainian identity map in wartime: Thesis-antithesis-synthesis?», *Focaal Blog* en ligne (<https://www.focaalblog.com/2022/06/13/denys-gorbach-ukrainian-identity-map-in-war-time-thesis-antithesis-synthesis/>).
- Goujon, A. (2021), *L'Ukraine de l'indépendance à la guerre*, Paris, Le Cavalier Bleu.
- Gritsiuk, K. (2020), *Train Kyiv-War* (film documentaire).
- Gyidel, E. (2022), «Ukrainian Internally Displaced Persons and the Future of Donbas», dans Marples D. R. (éd.), *The War in Ukraine's Donbas. Origins, Context, and the Future*, Budapest, Central European University Press.
- Kravchuk, O. (2016), «Evroassotsiatsiya: dva roky potomu» [Association avec l'UE: deux ans après], *Commons: Journal of Social Criticism*, en ligne (<https://commons.com.ua/en/yevroassotsiatsiya-dva-roki-potomu/>).
- Kravchuk, O. (2018), «Eksport syrovyny iak natsional'na ideïa ta napovnennia biudgetu» [Exportations des matières premières comme idée nationale et remplissage des caisses d'État], *Commons: Journal of Social Criticism*, en ligne (<https://commons.com.ua/en/opadatkuvannya-silskogo-gospodarstva-vikliki-i-mozhливosti/>).
- Kozlovska, E. (2014), Entretien avec Oleksandra Nazarova et Maksym Boutkevych: «Ukrainska dergava povodit sebe tak, nache ne usvidomila chtcho problema vymuchenyh pereselentsiv – tse duge nadovgo»

[L'État ukrainien se comporte comme s'il n'avait pas conscience que le problème des personnes déplacées était là pour durer], *Commons: Journal of Social Criticism*, en ligne (<https://commons.com.ua/en/oleksandra-nazarova-i-maksim-butkevich-ukrayinska-derzhava-povodit-sebe-tak-nache-ne-usvidomila-shho-problema-vimushenih-pereselentsiv-tse-duzhe-nadovgo/>).

Maestracci, C. (2022), «De l'activisme citoyen à l'engagement armé», *Socio*, n° 16.

Marker Monitoring Group (2021), «Far-Right Confrontation and Violence. Monitoring results of 2020» (<https://violence-marker.org.ua/en/monitoring/>)

Marker Monitoring Group (2022), «Far-Right Confrontations and Violence in 2021» (<https://violence-marker.org.ua/en/2022/06/13/far-right-confrontations-and-violence-in-2021/>).

Marples D. R. (2022), *Introduction to The War in Ukraine's Donbas. Origins, Context, and the Future*, Budapest, Central European University Press.

Melnyk, O. (2022), «War Dead and (Inter)-Communal Ethics in the Russian-Ukrainian Borderlands: 2014-2018», dans Marples D. R. (éd.), *The War in Ukraine's Donbas. Origins, Context, and the Future*, Central European University Press, Budapest.

Muliavka, V. (2016), «Nova osvitchna polityka – vtratyly chy zdobuly» [Nouvelle politique de l'éducation: victoire ou échec?], *Commons: Journal of Social Criticism*, en ligne (<https://commons.com.ua/en/nova-osvitchna-polityka-vtratyly-chi-zdobuly/>).

Risch, W. J. (2022), «Prelude to War», dans Marples D. R. (éd.), *The War in Ukraine's Donbas. Origins, Context, and the Future*, Budapest, Central European University Press.

Soroka, K. (2019), «Zemlia iak tovar: sotsialni ta ekologichni naslidki zniattia moratoriyu na prodag silskogospodarskih zemel d Ukraïni» [Terre comme marchandise: les conséquences sociales et écologiques de la levée du moratoire sur la vente des terres agricoles en Ukraine], *Politychna Krytyka*, en ligne (<https://politykrytyka.org/2019/11/18/zemlya-yak-tovar-sotsialni-ta-ekologichni-naslidky-znyattya-moratoriyu-na-prodazh-silskogospodarskyh-zemel-v-ukrayini/>).

Stepaniuk, N. (2022), «Limited Statehood, Collective Action, and Reconfiguration of Citizenship in Wartime», dans Marples D. R. (éd.), *The War in Ukraine's Donbas. Origins, Context, and the Future*, Budapest, Central European University Press.

Yourchenko, Y. (2018), *Ukraine and the Empire of Capital: From Marketisation to Armed Conflict*, Londres, Pluto Press.

Zadiraka, K. (2016), «Minski ougody: istoriya, interesy, perspektyvy» [Accords de Minsk: histoire, intérêts, perspectives], *Commons: Journal of Social Criticism*, en ligne (<https://commons.com.ua/en/minski-ugodi-istoriya-interesi-perspektivi/>).

VIENT
DE
PARAÎTRE



396 pages
dont 12
en couleurs
20 €
Les bénéfices seront
intégralement reversés
à la solidarité



AIDE OU PROFITS DES CRÉANCIERS? LA BANQUE MONDIALE ET LA GUERRE EN UKRAINE

ELLIOT DOLAN-EVANS¹

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a provoqué une catastrophe humanitaire et entraîné d'énormes destructions économiques. Le 9 septembre 2022, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a recensé 14 059 victimes parmi la population civile en Ukraine. En outre, le PIB de l'économie ukrainienne devrait se contracter à environ 45 % cette année, avec au moins 349 milliards de dollars de dommages pour les infrastructures et les bâtiments dans un contexte d'une augmentation de la dette et des remboursements. Les économistes ukrainiens prédisent que les coûts économiques de la guerre s'élèveront à 600 milliards de dollars américains.

Compte tenu de ce qui précède, l'Ukraine s'est tournée vers les organisations financières internationales pour obtenir de l'aide. J'examine ici le rôle de la Banque mondiale dans cette assistance et pourquoi ses approches à l'égard de l'Ukraine diffèrent de celles d'autres régions touchées par le conflit.

UNE AIDE GLOBALE ?

Compte tenu de la situation économique catastrophique, l'Ukraine a demandé au Fonds monétaire international (FMI) un financement d'urgence, la Commission européenne a promis 1,2 milliard d'euros et la Banque mondiale, de son côté, s'est

positionnée séparément comme une institution clé pour surmonter les conséquences économiques et humanitaires de l'invasion russe.

Début mars, la Banque mondiale a approuvé un prêt supplémentaire de 489 millions de dollars pour l'Ukraine et créé un fonds fiduciaire de multidonateurs pour coordonner les ressources bilatérales, qui a depuis mobilisé des pays comme la Norvège, le Japon, la Suisse, les États-Unis et l'Autriche, entre autres. Une semaine plus tard, la Banque a engagé un financement supplémentaire de 200 millions de dollars américains en faveur de l'Ukraine alors qu'elle s'engageait publiquement par ailleurs à aider à la constitution d'un programme de soutien de 3 milliards de dollars américains pour l'Ukraine dans les mois à venir. Le 7 juin, le montant promis est passé à 4 milliards de dollars américains, tandis que près de 2 milliards de dollars américains ont déjà été versés à l'Ukraine.

L'objectif principal de l'aide est de soutenir la continuité de fonctionnement des principales fonctions de l'État en finançant le fonds des salaires des fonctionnaires aux niveaux central et régional, et des travailleurs du secteur scolaire au niveau local. Enfin, début août, la Banque mondiale a annoncé l'allocation de 4,5 milliards de dollars supplémentaires à l'Ukraine, principalement venant des États-Unis, pour les dépenses de retraite et d'aide sociale.

Tout ce soutien financier implique cependant des engagements importants qui obligeront l'Ukraine déchirée par la guerre à mettre en œuvre des « mesures politiques » dictées par les institutions financières

1. Elliot Dolan-Evans est doctorant en économie politique à l'université de Monash (Australie).

internationales (IFI). Et nous ne parlons pas ici d'un «déjeuner gratuit» – les prêts devront être remboursés avec intérêts. Cela ne sera évidemment pas facile, car la dette extérieure publique de l'Ukraine est d'environ 57 milliards de dollars et le pays devrait rembourser 14 milliards de dollars en 2022 et 2023.

Environ 22,7 milliards de dollars de la dette extérieure publique de l'Ukraine sont détenus par des obligataires privés, avec un paiement de 1 milliard de dollars dû en septembre. Les 22 autres milliards de dollars de la dette de l'Ukraine appartiennent au FMI et à la Banque mondiale – avec 2 milliards de dollars de remboursements et 178 millions de dollars de «suppléments» dus au seul FMI cette année.

Le montant colossal de la dette est préoccupant. Même au sein du bureau du FMI, avant l'invasion russe, des «sonnettes d'alarme» retentissaient sur la capacité de l'Ukraine à assurer le service de sa dette croissante tout en respectant les conditions des prêts du FMI. En effet, l'une des plus grandes agences de notation de crédit au monde, Moody's Investors Service, a abaissé la note de crédit de l'Ukraine au troisième niveau, le plus bas, fin mai 2022, constatant l'instabilité de la dette. La raison en est que le marché obligataire international semble également tenir compte d'un défaut de paiement attendu sur les obligations ukrainiennes à moyen terme.

La Banque mondiale est une institution d'une importance cruciale qui peut influencer positivement sur la reprise de l'économie ukrainienne. Comme mentionné ci-dessus, la Banque gère actuellement un fonds fiduciaire multidonateurs pour l'Ukraine, et cette institution est le principal créancier du pays. La Banque mondiale est aussi la «gardienne» des prêts préférentiels.

De plus, comme je l'écrivais dans mon dernier article, «Rendre la guerre sûre pour le capitalisme»,

la Banque mondiale s'est récemment positionnée comme œuvrant pour la paix en temps de guerre. Non seulement la Banque a triplé son budget pour les aides aux États touchés par un conflit depuis 2017 à 18,7 milliards de dollars, mais elle a également annoncé son intention de s'impliquer encore plus dans le financement de pays lors de conflits, selon les publications du Chemin pour la paix, programme développé conjointement avec les Nations Unies et le Groupe stratégique de la Banque mondiale sur les conflits et la violence pour 2020-2025 (ci-après la Stratégie pour 2020-2025).

La Banque mondiale définit étroitement son rôle qui est d'assurer la «bonne gouvernance», créer les conditions de la prospérité du «capital humain» et de «l'accumulation» de fonds privés en temps de guerre. Et cela signifie que l'institution a tendance à oublier les vraies personnes qui ont besoin d'aide humanitaire en raison de l'invasion russe.

LE MOTIF CACHÉ DE LA BONNE GOUVERNANCE

La Banque mondiale soutient que la «bonne gouvernance» est une condition nécessaire pour un État en guerre comme l'Ukraine. En termes simples, cela signifie que le gouvernement doit assurer la poursuite d'une «économie de marché prospère» en protégeant principalement la propriété privée et en stabilisant les variables macroéconomiques. Par exemple, le personnel de la Banque mondiale a souligné que «la gestion des structures macrofinancières et budgétaires de l'Ukraine est une priorité clé de la politique économique pendant la guerre afin de limiter l'impact négatif sur la croissance économique, atténuer l'inflation et ralentir la croissance de l'extrême pauvreté.»

Ainsi, pour le redressement de l'Ukraine après la guerre dévastatrice qu'elle connaît, la première



priorité est de «résoudre les problèmes d'inflation et de stabilité macrofinancière», et la deuxième priorité est de «rétablir la capacité des entreprises privées à retrouver un fonctionnement normal». Notez que la santé, la sécurité ou les besoins matériels du peuple ukrainien ne sont pas d'une importance primordiale. Au contraire, ces déclarations doivent être interprétées comme indiquant que le gouvernement ukrainien devrait rétablir dès que possible une économie de marché sûre pour les entreprises privées et disposer de bases macroéconomiques solides pour garantir la «confiance des investisseurs». En d'autres termes, le gouvernement doit prouver la capacité de l'Ukraine à rembourser la dette et les intérêts.

La Banque mondiale veut s'assurer de la capacité du gouvernement ukrainien à rembourser ses énormes dettes, dont la Banque, le FMI et d'autres IFI sont directement impliqués dans l'émergence. En fait, le dernier prêt de 4 milliards de dollars de la Banque mondiale à l'Ukraine, comme indiqué ci-dessus, est à des conditions non négociables avec le même taux d'intérêt et la même échéance que tout autre «pays à revenu intermédiaire». Autrement dit, le fait que l'Ukraine soit en état de guerre n'est pas pris en compte. Le moins que la Banque mondiale puisse faire serait de prêter de l'argent à l'Ukraine à des taux avantageux et préférentiels.

Comme je l'ai soutenu dans d'autres publications, la Banque mondiale n'a pas classé l'Ukraine (jusqu'au 1^{er} juillet 2022) comme un pays «en état de conflit» pour clairement éviter la nécessité d'accorder à l'Ukraine des prêts bonifiés et un allègement de la dette. Le fait est que l'Ukraine a trop de dettes envers les IFI et les créanciers privés. Toute annulation ou remise de dette serait trop douloureuse pour les créanciers qui possèdent la dette ukrainienne. La Banque mondiale préfère garantir que l'Ukraine

remboursera ses prêts. Au cours de l'été de cette année, l'Ukraine a finalement été classée comme pays «en état de conflit», mais il n'y a aucune information sur le fait que la Banque mondiale ait offert ou que les autorités ukrainiennes aient formulé une demande pour engager la procédure d'annulation de la dette ou des prêts préférentiels.

En conséquence, la Banque mondiale déclare directement que «les IFI et les créanciers bilatéraux devraient s'efforcer d'obtenir des flux positifs vers l'Ukraine à court terme – couvrant le service de la dette aux taux en vigueur pendant un an», soulignant que leur principale préoccupation est que l'Ukraine puisse continuer à assurer le service de sa dette. En effet, depuis 2014, alors que la guerre faisait déjà rage dans l'est du pays, le gouvernement ukrainien a remboursé environ 2 milliards de dollars de prêts à la Banque mondiale (dont 664 millions de dollars en intérêts). Malgré l'invasion à grande échelle, il semble que la Banque veuille que l'Ukraine continue à payer ses dettes plus les intérêts!

CAPITAL HUMAIN OU CHEPTEL HUMAIN?

La Banque mondiale a fait de «l'investissement dans le capital humain» l'une des questions prioritaires en temps de conflit, et la Stratégie pour 2020-2025 a clairement formulé cette considération. Cette expression signifie que la Banque cherche à faire des personnes touchées par un conflit des «principaux acteurs du marché» qui investissent pour eux-mêmes et poursuivent leurs intérêts individuels. Ainsi, les actions collectives sont délégitimées et la charge du soutien social incombe aux personnes elles-mêmes, et non à l'État ou à d'autres institutions collectives.

Par exemple, dans le document de la Banque mondiale, qui décrit ce que l'Ukraine devrait faire à

court et moyen terme, elle appelle le gouvernement ukrainien à réduire au minimum les dépenses d'aide sociale. Le document indique que «des décisions politiques majeures devront être prises concernant l'admissibilité et les avantages des anciens combattants pour faire face au fardeau fiscal potentiellement dévastateur». Cette phrase peut indiquer que tous les anciens combattants n'auront pas accès à une indemnisation. En outre, la Banque appelle également à «poursuivre l'indexation annuelle des paiements de pensions» et du salaire minimum vital uniquement sur l'inflation, en maintenant l'assistance sociale à un niveau minimum et en ne les augmentant pas de manière significative, malgré les besoins humanitaires.

Alors que l'État devrait soutenir les anciens combattants, les retraités ou les pauvres, la Banque estime que la guerre peut «offrir une opportunité de penser différemment les services sociaux... La reconstruction des institutions qui fournissent des services sociaux doit viser un nouveau modèle de soins qui n'est plus principalement institutionnel (par exemple, orphelinats, maisons de retraite, établissements pour personnes handicapées), mais axé sur les soins à domicile et communautaires». Autrement dit, il s'agit de transférer la responsabilité du soutien social aux personnes elles-mêmes et à leurs familles.



LE CAPITAL PRIVÉ EST LE SAUVEUR

Le «secteur privé» est mis à l'honneur à un niveau presque biblique tant dans les Pathways to Peace que dans la Stratégie 2020-2025 et est, évidemment, l'«acteur» social le plus important en Ukraine du point de vue de la Banque mondiale. Tout au long de la guerre dans le Donbass, au lieu de se préoccuper de la détérioration de la situation de millions d'Ukrainiens touchés par le conflit, la Banque mondiale s'est concentrée sur l'amélioration de la note de

l'Ukraine dans l'indice de facilité à faire des affaires (Ease of Doing Business Index) qui est passé de la 137^e place avant la guerre [2014] à la 64^e place en 2020.

Cette approche se poursuivra à l'avenir. Ainsi, la Banque mondiale affirme que le domaine le plus important sur lequel l'Ukraine devait immédiatement se concentrer avant la menace d'une invasion russe était «le soutien au secteur privé de l'Ukraine, en particulier en augmentant les investissements dans l'agro-industrie et la sécurité alimentaire». Le pays est sommé de «se réinventer» avec un «secteur privé compétitif et une orientation européenne». Ensuite, à moyen terme, les impôts sur les entreprises doivent être réduits avec davantage de privatisations pour «renforcer la confiance des entreprises». En d'autres termes, la Banque mondiale estime que l'entreprise privée est la principale unité sociale en Ukraine et que la promotion des intérêts commerciaux est la stratégie la plus importante lors d'une crise humanitaire aiguë.

La Banque souligne que ses conseils sont «les mieux adaptés» et que ses actions ne sont pas insensibles aux situations des personnes touchées par un conflit. Mais les exigences envers l'Ukraine ressemblent au livre de cuisine néolibéral standard qui a été imposé aux pays en développement qui ont souffert de la crise des années 1970. La Banque mondiale a été active en Ukraine tout au long de la guerre du Donbass, se concentrant sur la création de marchés, la libéralisation de l'économie ukrainienne et la protection des capitaux, tout en ignorant les inégalités, la pauvreté et les souffrances humanitaires.

La Banque mondiale pourrait, à tout le moins, correctement classer l'Ukraine comme un pays «en état de conflit» et accorder des prêts préférentiels, des annulations et des remises de dette, ce que les

militants de gauche ukrainiens et étrangers préconisent activement. En outre, elle pourrait s'entretenir avec les créanciers étrangers et les détenteurs d'obligations ukrainiennes et les convaincre d'abandonner définitivement leurs exigences et de fournir une assistance immédiate ou au moins d'autoriser une prolongation du délai de paiement. La Banque mondiale devrait s'engager dans une véritable aide financière, au lieu de demander aux pays en guerre de payer des dettes et des intérêts supplémentaires.

PUBLIÉ PAR [COMMONS](#), 13 SEPTEMBRE 2022

Traduction Léonie Davidovitch



Katya Gritseva.

TATARS DE CRIMÉE

LES TATARS VICTIMES DE LA MOBILISATION FORCÉE EN CRIMÉE OCCUPÉE

HALYA COYNASH¹

Des rapports en provenance de la Crimée occupée suggèrent que les mesures prises par la Russie pour mobiliser de force des hommes pour combattre contre l'Ukraine visent spécifiquement les Tatars de Crimée. KrymSOS a signalé le 23 septembre que, selon des estimations préliminaires, les Tatars de Crimée avaient reçu jusqu'à présent environ 90 % de tous les avis de mobilisation en Crimée occupée, alors qu'ils ne représentent pas plus de 15 % (au maximum) de la population. Cela indiquerait un ciblage délibéré des Tatars de Crimée qui, selon Yevhen Yaroshenko, de KrymSOS, pourrait conduire à un génocide déguisé du peuple tatar de Crimée.

Lutfiye Zudiyeva, cofondatrice de Crimean Solidarity, a toutefois lancé un avertissement. Elle a conseillé aux gens d'être prudents et de ne pas croire automatiquement les commentaires sur les médias sociaux provenant de comptes inconnus. Cet avertissement est d'autant plus nécessaire que la Russie utilise la terreur et la répression depuis huit ans pour tenter activement de chasser les Tatars de Crimée de leur patrie. La mobilisation forcée ne doit pas conduire à une telle situation.

Le 21 septembre, le dirigeant russe Vladimir Poutine a annoncé ce qu'il a appelé une «mobilisation partielle». Celle-ci ne devait concerner que 300 000 réservistes. Il est rapidement apparu que 1)

des personnes sans expérience militaire recevaient des convocations ou étaient tout simplement pris de force dans la rue et 2) que les Russes se montraient beaucoup moins passifs lorsqu'on attendait d'eux qu'ils se battent contre l'Ukraine.

Le 22 septembre, l'initiative de défense des droits humains Crimean Idea a signalé qu'une action à grande échelle était en cours dans les régions de Crimée ayant pour cible d'importantes populations tatars de Crimée pour amener de force les gens aux points de mobilisation. Des descentes au domicile des personnes avaient commencé vers 6 heures du matin, les «officiers» forçant parfois le passage et distribuant des avis après avoir trompé les gens en leur criant qu'ils avaient besoin d'aide. Crimean Idea a également enregistré des cas où des personnes ont été «mobilisées» sur leur lieu de travail, dont un cas impliquant plusieurs enseignants qui ont immédiatement reçu des avis de conscription.

Crimean Idea a parlé de plus de mille personnes touchées. Plus tard dans la journée, Oleksiy Tilnenko, chef du conseil d'administration de KrymSOS, a déclaré qu'environ 5 000 Criméens avaient été convoqués dans des bureaux de recrutement militaire. Dans certaines parties de la péninsule, des officiers de police et de recrutement militaire se sont tout simplement rendus au domicile des gens et ont emmené les hommes dans les bureaux de recrutement. Le célèbre avocat des droits humains des Tatars de Crimée, Emil Kurbedinov, a déclaré qu'un grand nombre de personnes s'étaient adressées à son bureau

1. Halya Coynash est membre du Groupe de protection des droits humains de Kharkiv.

pour obtenir une consultation juridique en rapport avec la mobilisation annoncée.

Lutfiye Zudiyeva a souligné que la première étape nécessaire, si une personne est menacée de mobilisation, doit être de consulter un avocat. Il n'est pas garanti que les gens doivent «quitter volontairement la Crimée. C'est loin d'être dans l'intérêt collectif de notre peuple et ce n'est que dans des cas spécifiques que c'est la solution unique et nécessaire».

En fait, il pourrait ne plus être possible de quitter la Crimée occupée. Le régime d'occupation a annoncé le 23 septembre que tout homme tentant de quitter la Crimée occupée devrait recevoir une «permission» du bureau de recrutement militaire.

En tant que principal peuple autochtone de Crimée (et d'Ukraine, en général), il était sans doute irritant pour le Kremlin que la majorité des Tatars de Crimée et leur assemblée représentative, le Mejlis, soient fermement opposés à l'occupation russe et s'identifient sans équivoque à l'Ukraine. C'est presque certainement l'une des principales raisons pour lesquelles les Tatars de Crimée ont subi une répression particulièrement féroce sous l'occupation russe. La persécution et les discours de haine visent également à forcer le plus grand nombre possible de Tatars de Crimée à quitter la Crimée occupée.

La Russie a commencé à faire un usage criminel de la conscription en Crimée occupée peu après son invasion et, même avant son invasion à grande échelle, quelque 34 000 Criméens avaient été alors contraints de servir dans l'armée russe. Elle a depuis longtemps commis un second crime de guerre par sa propagande active en faveur du service militaire et de la militarisation, en particulier auprès des enfants et des jeunes adultes. Tout cela constitue une violation flagrante de la Quatrième Convention de Genève qui, dans son article 51, stipule sans ambiguïté que

«la puissance occupante ne pourra pas contraindre les personnes protégées à servir dans ses forces armées ou auxiliaires. Aucune pression ou propagande visant à obtenir un engagement volontaire n'est autorisée».

La Russie intensifie actuellement sa violation du droit international en mobilisant de force les Ukrainiens de Crimée occupée dans sa guerre contre l'Ukraine. La mobilisation forcée, même d'hommes souffrant de graves problèmes de santé, a été appliquée dans le Donbass occupé juste avant l'invasion à grande échelle de la Russie le 24 février 2022, et la Russie tente maintenant une telle mobilisation sur le territoire saisi depuis lors. L'un des motifs des «référérends» fictifs en cours est sans doute d'augmenter le nombre d'Ukrainiens que la Russie peut envoyer se battre, et probablement mourir, dans sa guerre d'agression.

PUBLIÉ PAR GROUPE DE PROTECTION DES DROITS
HUMAINS DE KHARKIV, 26 SEPTEMBRE 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat



LA PERSÉCUTION DES TATARS DE CRIMÉE SOUS OCCUPATION RUSSE

La dure réalité des huit années d'occupation russe en Crimée, y compris les persécutions, les accusations criminelles et les sanctions administratives motivées par des raisons politiques, s'est considérablement aggravée depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine continentale le 24 février 2022. Au cours de la période couverte par ce rapport : 19 prisonniers politiques ont été condamnés ; au moins six personnes ont été arrêtées pour des accusations de terrorisme présumé ; six personnes ont été placées en détention pour leur implication présumée dans le bataillon de volontaires Noman Chelibidzhikhan ; 69 cas d'accusations administratives portées contre des Criméens pour avoir prétendument « discrédité l'armée russe » ; plusieurs détentions et arrestations administratives subséquentes de militants et de défenseurs des droits humains ; de nouveaux cas de disparitions forcées ont été enregistrés ; des citoyens sont détenus pour avoir exprimé leur désaccord avec l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie.

Cette étude évalue les tendances récentes en matière de détentions, d'arrestations et de condamnations en Crimée au cours des trois derniers mois afin de déterminer l'ampleur et l'impact des changements dans les politiques punitives de la Russie en Crimée.

POURSUITES PÉNALES

Les poursuites pénales en Crimée peuvent aujourd'hui être classées en deux catégories : avant et après le 24 février.

Les actions punitives antérieures au 24 février comprenaient :

- procès et verdicts pénaux et politiques émis en Crimée contre les personnes suivantes : 3 hommes tatars de Crimée (Nariman Dzhelial, Aziz et Asan Akhtemov) accusés d'avoir participé au sabotage d'un gazoduc.

- Minorité tatare de Crimée : sur des accusations d'implication présumée dans Hizb ut-Tahrir¹ ; sur des accusations d'implication présumée dans le bataillon de volontaires Noman Chelebidzhikhan² ; Témoins de Jéhovah, accusés d'activités extrémistes présumées³ ; des personnes accusées de trahison, de diffamation, etc.

1. Hizb ut-Tahrir, organisation islamique internationale non violente fondée au début des années 1950 au Moyen-Orient et prônant la création d'un califat islamique mondial. Il s'est répandu dans les anciennes républiques soviétiques d'Ouzbékistan, du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan, de Russie, d'Ukraine et d'Azerbaïdjan. Le 14 février 2003, la Cour suprême de la Fédération de Russie a reconnu le Hizb ut-Tahrir comme une organisation terroriste et a interdit ses activités sur le territoire de la Fédération de Russie et, par extension, sur le territoire de la Crimée occupée.

2. Le bataillon portant le nom de Noman Chelebidzhikhan a été créé par les membres de la campagne Blocage civil de la Crimée, qui se sont mobilisés pour la fermeture des routes commerciales vers et depuis la Crimée en bloquant les points de contrôle en septembre 2015.

3. En Russie et, par extension, sur le territoire de la Crimée occupée, une campagne de persécution des Témoins de Jéhovah a pris de l'ampleur après que la Cour suprême de la Fédération de Russie a décidé de reconnaître le Centre administratif des Témoins de Jéhovah en Russie comme une organisation extrémiste le 20 avril 2017. La campagne de persécution contre les Témoins de Jéhovah en Crimée est menée comme une extension de la législation russe à la péninsule occupée, en violation du droit humanitaire international.

Les militants ukrainiens des droits humains reconnaissent les victimes de ces persécutions comme des personnes privées de liberté pour des raisons politiques.

Depuis le 24 février, les membres suivants de la minorité tatar de Crimée ont été condamnés pour leur implication présumée dans Hizb ut-Tahrir:

- 10 mars: Remzi Bekirov, Riza Izetov, Shaban Umerov, Raim Aivazov, Farhod Bazarov ont été condamnés à des peines d'emprisonnement allant de 15 à 19 ans.

- 18 mars: Akim Bekirov, Seitveli Seitabdiev, Rustem Seitkhalilov, Eskender Suleimanov et Asan Yanikov ont été condamnés à des peines d'emprisonnement de 14 à 15 ans.

- 22 mars: Timur Yalkabov et Lenur Seydametov, 17 et 13 ans d'emprisonnement, respectivement.

- 19 avril: Emil Ziyadinov: 17 ans de prison.

- 12 mai: Medzhit Abdurakhmanov, Bilyal Adilov, Vladlen Abdulkadyrov, Izzet Abdullayev et Tofik Abdulgaziev ont été condamnés à des peines d'emprisonnement allant de 12 à 14 ans.

- 27 avril: condamnation supplémentaire de l'un des accusés dans «l'affaire du saboteur de Crimée» Dmitro Shtyblikov, résident de Sébastopol. Le tribunal a prononcé 19,5 ans d'emprisonnement à compter du 9 novembre 2016, ce qui signifie 14 ans de prison supplémentaires pour Dmitro Shtyblikov.

Des procès ont commencé contre des Témoins de Jéhovah précédemment détenus: Taras Kuzio, Daria Kuzio, Petr Zhiltsov, Sergey Lyulin, Alexander Dubovenko et Alexander

Ernes Ametov, un ancien accusé dans la deuxième «affaire Hizb ut-Tahrir» de Bakhchisaray, qui avait été précédemment déclaré non coupable, a été à nouveau arrêté le 12 mai pour les mêmes motifs.

L'accusation d'achat, de stockage et de transport d'explosifs a été portée contre la journaliste Irina Danilovich ont lieu sous des prétextes similaires à ceux pendant les huit années d'occupation précédentes.

En l'état, le mécanisme de répression lancé par les autorités d'occupation russes en Crimée en 2014 continue de fonctionner.

Les tendances postérieures au 24 février en matière d'actions punitives sont les suivantes:

ACCUSATIONS DE «TERRORISME» PRÉSUMÉ

Le 11 avril, le chef des autorités d'occupation en Crimée a émis une alerte «jaune» à la menace terroriste, qui a été prolongée le 11 mai. Depuis lors, au moins six personnes ont été arrêtées pour avoir prétendument planifié des actes terroristes.

On dispose de très peu d'informations sur ces détentions et les noms des détenus n'ont pas été publiés. Toutefois, les éléments suivants sont préoccupants.

Premièrement, la Russie a déjà procédé à une série d'arrestations en Crimée sur la base des mêmes accusations. Une série d'affaires en Crimée concernant des sabotages présumés en 2016 et 2017 (l'affaire des «saboteurs de Crimée», l'affaire des «saboteurs de Sébastopol») et des accusations similaires de stockage et de transport d'explosifs qui ont été portées contre des activistes pro-ukrainiens (les cas d'Oleg Prikhodko, Yunus Masharipov, Vladislav Yesypenko, et Denis Kashuk).

Deuxièmement, les autorités russes ont déjà procédé à des provocations terroristes similaires, notamment les explosions d'immeubles résidentiels à Buynaksk, Moscou, Volgograd, qui auraient été commises par des rebelles tchéchènes et qui sont devenues par la suite les motifs et la justification de l'invasion de la Tchétchénie en 1999.



À cet égard, il y a lieu de croire que ces actions visent à soutenir les efforts de propagande agressive de la Russie dans le cadre d'une invasion à grande échelle de l'Ukraine, visant à discréditer l'Ukraine et à déshumaniser le peuple ukrainien.

CHANGEMENTS DANS LES TENDANCES PUNITIVES LIÉES AUX CONDITIONS ACTUELLES

Avant le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, six personnes étaient détenues en tant que prisonniers politiques pour leur participation présumée au bataillon de volontaires Noman Chelebidzhikhan. Après le 24 février, six autres personnes ont été détenues pour les mêmes motifs.

Trois membres de la minorité tatare de Crimée ont été arrêtés en Crimée et inculpés de prétendue «participation à un groupe armé illégal»: Nasrulla Seidaliev, Arsen Ibrahimov, Rustem Gugurik.



De gauche à droite: Aziz Akhtemov, Nariman Dzhelel et Asan Akhtemov, 21 septembre 2022. (Photo de Elmaz Kyrymly.)

Dans la région de Kherson, les occupants ont enlevé les résidents locaux Rustem Osmanov.

Le 1^{er} juin, la Cour suprême de la Fédération de Russie a reconnu le bataillon de volontaires Noman Chelebidzhikhan comme une organisation terroriste, interdisant ses activités dans le pays et, par extension, en Crimée occupée, en violation des normes du droit humanitaire international.

La classification comme organisation terroriste pour le bataillon entraînera des conséquences négatives pour les détenus, notamment une augmentation des peines de prison, le risque d'être transféré sur le territoire de la Fédération de Russie, comme le montre la pratique des persécutions du Hizb ut- Tahrir.

PERSÉCUTION ADMINISTRATIVE

Comme pour les poursuites pénales, les abus au titre du droit administratif se multiplient pour s'adapter aux réalités de l'après invasion totale.

TENDANCES ACTUELLES

Pression sur les communautés religieuses musulmanes

De telles poursuites administratives sont menées en Crimée depuis 2014 contre des communautés musulmanes et l'Église orthodoxe d'Ukraine, qui n'ont pas rejoint les structures religieuses sous le contrôle de la Russie.

L'imam Emir Medzhitov a été condamné à une amende pour une prétendue «activité cléricale».

Début mars, des avertissements ont été adressés aux militants de Crimée Nariman Parmanov et Rolan Osmanov. Nariman a reçu un avertissement lié à des «actions antisociales inacceptables», et Rolan à des «actions criminelles inacceptables en temps de guerre». Un autre avertissement a été adressé à Zair Smedlya pour la planification présumée d'un

rassemblement de masse le 26 février (Journée de la résistance de la Crimée à l'occupation russe).

Avertissements du bureau du procureur

Le bureau du procureur a déjà émis de tels avertissements par le passé. Ils étaient souvent émis à la veille de fêtes nationales. Toutefois, dans ces cas, le bureau du procureur a utilisé cette méthode au début de l'invasion militaire à grande échelle de l'Ukraine, très probablement pour intimider les militants tatars de Crimée qui seraient censés s'y opposer.

Arrestations administratives de militants tatars de Crimée.

En mars, Zair Smedlya a été arrêté et placé en détention pendant deux jours, et Abdureshit Dzhepparov pendant quinze jours. Les deux arrestations administratives ont été effectuées pour le prétendu «affichage d'attributs et de symboles nazis» dans des documents publiés en 2014 et 2019.



NOUVELLES TENDANCES

Les autorités russes ont commencé à appliquer la loi de la Fédération de Russie le 4 mars sur les sanctions administratives et pénales pour la distribution de «fausses informations» sur les actions de l'armée russe en Ukraine.

La procédure administrative engagée contre le militant de Crimée Sergei Akimov pour avoir placé une affiche antiguerre sur sa voiture ne serait qu'un exemple de cette application.

Une amende de 35 000 roubles a été infligée à Valentin Shuman pour l'affiche «Non à la guerre».

Des amendes ont été infligées à un résident anonyme de Yalta pour un montant de 50 000 roubles; aux résidents de Simferopol, 35 000 roubles; à un résident de Feodosia, 30 000 roubles.

L'initiative civique «Crimean Idea» a enregistré 69 cas d'inculpation de Criméens avec des sanctions

administratives pour avoir prétendument «discrédité l'armée russe» entre le 4 mars et le 24 mai.

De nouvelles tendances, potentiellement liées au début de l'invasion à grande échelle

La vague d'accusations administratives et d'arrestations subséquentes d'avocats de Crimée a débuté à la fin du mois de mai 2022.

Edem Smedlyaev a été le premier à être détenu pour avoir prétendument discrédité l'armée russe. En fait, il a été jugé pour un post sur Facebook dont il n'est pas l'auteur. Le même jour, le tribunal l'a condamné à une amende de 75 000 roubles. Immédiatement après la fin de l'audience, son avocat, Nazim Sheikhmambetov, a été arrêté pour avoir prétendument «organisé un rassemblement massif et simultané de citoyens dans un lieu public» et placé en détention administrative pendant 8 jours. Le lendemain, alors qu'ils défendaient Nazim Sheikhmambetov, les avocats Ayder Azamatov et Emine Avamileva ont été arrêtés et, pour les mêmes motifs, placés en détention administrative pendant huit et cinq jours, respectivement.

Même si ces détentions ne peuvent pas être directement liées au début des hostilités à grande échelle sur le continent ukrainien, le danger pour les défenseurs des droits humains en Crimée augmente avec la vague de nouvelles arrestations. Ces actions des autorités russes visent à intimider les avocats et à les dissuader de s'occuper des cas de violations des droits humains commises par les forces de sécurité et les tribunaux russes.

Jusqu'aux récentes arrestations de quatre avocats de la défense en seulement trois jours, leurs détentions et arrestations avaient été rares.

NOUVEAUX CAS DE DISPARITION FORCÉE

Un nouveau cas de disparition forcée a été enregistré en Crimée, où le sort du détenu est resté inconnu pendant une longue période.

Le 29 avril, les forces de sécurité russes ont enlevé Irina Danilovich. On n'a su où elle se trouvait que le 11 mai. Elle a été retenue dans les locaux du FSB et menacée de violences pendant huit jours avant d'être inculpée pour possession présumée d'explosifs qui avaient été placés sur elle par des agents du FSB. Des accusations similaires ont été portées contre Oleg Prikhodko, Yunus Masharipov, Vladislav Yesipenko et Denis Kashuk.

Les forces de sécurité russes ont organisé des disparitions forcées par le passé. Avant les événements récents, les familles et les avocats ne disposaient souvent d'aucune information sur le sort des détenus dans les 24 heures suivant leur disparition. Récemment, le temps nécessaire pour identifier et localiser le détenu a considérablement augmenté.

On a enregistré 44 cas de disparitions forcées en Crimée entre 2014 et 2018. Parmi ces cas, six personnes ont été retrouvées mortes, 19 ont été libérées après avoir été détenues, une a été extradée vers la Russie, trois ont fini en prison, et le sort de 15 personnes reste inconnu à ce jour.

LA RÉSISTANCE CIVIQUE COMME BASE POUR DE NOUVELLES ARRESTATIONS

L'invasion militaire à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a entraîné l'intensification de la résistance civique des habitants de Crimée qui désapprouvent les actions de la Fédération de Russie.

Des reportages antérieurs ont couvert les arrestations suivantes : Bogdan Ziza pour avoir versé de

la peinture bleue et jaune et prétendument jeté un cocktail Molotov sur le bâtiment administratif de l'autorité d'occupation de Yevpatoria ; une femme de 60 ans qui a vandalisé la tombe d'un soldat russe tué lors des actions militaires en Ukraine ; ainsi que des hommes, qui ont crevé les pneus des voitures portant les symboles « Z » de l'envahisseur russe.

Dans ces cas, des infractions ont effectivement été commises. Toutefois, comme ces infractions visaient à exprimer un désaccord avec la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, on s'attend à ce qu'elles soient sanctionnées beaucoup plus sévèrement que dans les cas typiques de dommages matériels et de vandalisme. Bogdan Ziza a déjà été inculpé pour une tentative d'acte terroriste présumée, et on ne sait toujours pas où il se trouve.

CONCLUSIONS

Les autorités d'occupation russes engagent des poursuites pénales et administratives à motivation politique qui ont commencé par l'occupation illégale de la Crimée en 2014.

Une nouvelle vague d'arrestations a commencé en Crimée sur des accusations de terrorisme présumé depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022.

Les autorités d'occupation russes ont procédé à de nouvelles arrestations pour participation présumée au bataillon de volontaires Noman Chelebilzhikhan, après l'avoir désigné comme une organisation terroriste. Ces actions visent à soutenir les efforts de propagande agressive de la Russie dans le cadre d'une invasion à grande échelle de l'Ukraine, afin de discréditer l'Ukraine et de déshumaniser le peuple ukrainien.

Les autorités russes en Crimée ont commencé à appliquer une nouvelle loi de la Fédération de Russie

sur les sanctions administratives et pénales pour la distribution de «fausses informations» sur les actions de l'armée russe en Ukraine, dans le but de réprimer la dissidence contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La vague de nouvelles arrestations d'avocats de défense des droits humains en Crimée vise à les intimider, sur fond de violations flagrantes des droits humains commises par les autorités russes.

L'invasion militaire à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a relancé la résistance civique en Crimée. Les Criméens qui sont détenus pour avoir protesté contre l'invasion russe de l'Ukraine sont soumis à des sanctions plus sévères dans le cadre de la campagne d'intimidation menée par les autorités d'occupation.



RECOMMANDATIONS

Sur la base du rapport ci-dessus, nous appelons le gouvernement de l'Ukraine, les gouvernements étrangers, y compris les États membres de la Plateforme internationale de la Crimée, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales nationales et internationales à :

- continuer à surveiller et à documenter les violations des droits de l'homme, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité dans la Crimée occupée et les inclure dans les rapports réguliers sur la situation des droits de l'homme en Ukraine.

- Apporter un soutien complet aux victimes de la répression politique, aux victimes de disparitions forcées et à leurs familles.

- Appliquer des sanctions personnelles contre les personnes impliquées dans des violations flagrantes des droits humains en Crimée occupée.

- Contribuer à l'enquête sur les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les violations flagrantes des droits de l'homme dans la Crimée occupée.

- Maintenir régulièrement les questions relatives à la Crimée et la situation des droits humains dans la péninsule à l'ordre du jour international.

- Renforcer la pression diplomatique, le régime de sanctions et les autres points d'appui sur la fédération russe pour empêcher de nouvelles atrocités en Crimée et en Ukraine continentale, ainsi que pour accélérer la désoccupation de tous les territoires de l'Ukraine.

PUBLIÉ PAR CRIMA SOS

Traduction Patrick Le Tréhondat

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE
SOUTENIR SOTSIALNIY RUKH (MOUVEMENT SOCIAL)

Les éditions Syllepse sont engagées dans le soutien au peuple ukrainien en publiant divers ouvrages. Cet engagement s'est concrétisé à travers un partenariat de solidarité et d'assistance avec les éditions Modusa de Kyiv. Dans ce cadre, les éditions Syllepse diffusent désormais, en librairie et sur leur site, des ouvrages en langue ukrainienne des éditions Modusa. Le produit de la vente de ces ouvrages leur étant intégralement reversé.

Aujourd'hui, les éditions Syllepse proposent le t-shirt de l'organisation Sotsialniy Rukh (Mouvement social) et des cartes postales illustrées d'œuvres de Katya Gritseva, artiste révolutionnaire ukrainienne, actuellement réfugiée à Lviv. Les bénéfices de ventes seront intégralement versés à Sotsialniy Rukh.



S, M, L, XL
 15 EUROS
 (FRAIS DE PORT À L'UNITÉ 3 EUROS)



4 CARTES
 6 EUROS
 (FRAIS DE PORT INCLUS)

RETROUVEZ NOS LIVRES ÉLECTRONIQUES SUR L'UKRAINE RÉSISTANTE
 EN TÉLÉCHARGEMENT LIBRE ET GRATUIT SUR WWW.SYLLEPSSE.NET

RÉSISTANCES EN RUSSIE

CHRONIQUE DE LA REPRESSION DES MOUVEMENTS DE PROTESTATION EN RUSSIE CONTRE LA GUERRE

DENIS PAILLARD

Dans les semaines qui ont suivi l'intervention russe en Ukraine (24 février 2022), des manifestations ont eu lieu dans toutes les régions de Russie donnant lieu à plus de 16 000 interpellations (ce qui laisse penser que le nombre de manifestants était largement supérieur). Des pétitions émanant de différents milieux socio-professionnels et dans les universités ont recueilli des centaines de signature. Une pétition lancée par Ilya Ponomarev, ancien député à la Douma, a recueilli plus d'un million de signatures. La Confédération du travail de Russie (deuxième confédération syndicale) a demandé l'arrêt immédiat de la guerre. Les mesures systématiques de répression ont, pour l'instant, mis un terme à tout initiative collective. En revanche, les protestations individuelles ou, plus rarement, de petits groupes de personnes n'ont pas cessé. Nous publions ci-dessous le bilan de la répression pour une période allant d'août au 15 septembre, basé sur les informations fournies par le site russe *OVD Info*.

En complément à cette chronique, il faut mentionner un texte important de Carine Clément, «La société russe face à la guerre», dans un recueil de textes sur la guerre à paraître aux éditions La Dispute. Ce texte, précis et argumenté rompt avec une focalisation sur les seules opérations militaires en Ukraine et donne toute sa place à la Russie comme composante de la situation. Sur le site de ESSF, on peut également lire l'interview en anglais de deux

militants de gauche russes, Aleksandra Zapolski et Mikhail Lobanov.

OVD Info est un site d'information consacré à la répression politique au sens large dans toute la Russie. Il possède également une rubrique d'aide juridique. Créé en décembre 2011, *OVD Info* entretenait des rapports étroits avec l'association Memorial jusqu'à l'interdiction de celle-ci en novembre 2021. *OVD Info* a 28 membres permanents et 300 bénévoles. *OVD Info* est hébergé dans un des locaux de Memorial dont les autorités ont cherché récemment à reprendre le contrôle (procédure judiciaire en vue de la confiscation du bâtiment).

En décembre 2021, *OVD Info* a été déclaré «agent de l'étranger». Le pouvoir a également fait plusieurs tentatives de blocage du site. Chaque jour, sont publiées les informations concernant les nouveaux cas de persécution au sens large, c'est-à-dire non limités aux seuls cas de protestation contre la guerre en Ukraine.

DIFFÉRENTES FORMES DE RÉPRESSION

Le pouvoir s'est doté d'un impressionnant arsenal de mesures visant à réduire au silence toute forme de critique et d'opposition à la guerre en Ukraine.

Sur le plan juridique. La plupart des articles du Code pénal existaient auparavant mais ont été largement utilisés depuis février 2022 : article 207.3 visant les fake news, c'est-à-dire, toute information sur la guerre ne reprenant pas le discours officiel ; peines prévues : de cinq à dix ans de prison et/ou amendes pouvant aller jusqu'à plusieurs millions de roubles ;



article 280.3: discrédit de l'armée russe; peines de prison /ou amende; article 205.2: justification du terrorisme; peine de prison pouvant aller jusqu'à sept ans de prison ou amendes; article 205.4.: organisation terroriste: jusqu'à vingt ans de prison; article 283.2: activité extrémiste (article a été utilisé lors de l'interdiction des différentes organisations de Navalnyj); article 213: hooliganisme; amendes / peines de prison jusqu'à douze mois; article 214.2: vandalisme (utilisé en particulier contre des personnes accusées d'avoir agressé des membres de la police); peine de prison: un à deux ans.

AUTRES MESURES

- Désignation d'une association, d'un média ou encore de personnes physiques comme «agent de l'étranger»; ce statut tend à réduire fortement toute forme d'apparition publique;

- émigration forcée: en pratique depuis quelques années déjà; il s'agit pour le pouvoir de se débarrasser de personnes considérées comme gênantes;

- attaques physiques contre des personnes ayant exprimé leur désaccord avec l'intervention en Ukraine: à ce jour 93 cas recensés;

- fermeture de sites internet: 7 000 à ce jour;

- blocage de messages sur internet: dans une interview en août 2022 au quotidien *Komersant*, le procureur général de Russie, Igor Krasnov, a déclaré que 137 000 messages avaient été bloqués.

CHRONIQUE DE LA RÉPRESSION

Cette chronique de la répression montre que les mouvements de protestation, loin d'être limités à quelque villes, comme Moscou et Saint Pétersbourg, concernent tout le territoire de la Fédération de Russie, y compris les régions les plus éloignées du

centre. Quelle que soit l'ampleur des mesures répressives, cela ne saurait donner un tableau de l'ensemble des résistances, sous des formes multiples, à la guerre aujourd'hui.

Nous reprenons les principales rubriques mentionnées ci-dessus tout en mentionnant certains cas particuliers. Nous ne mentionnons pas les noms des personnes poursuivies mais indiquons le lieu.

- «Agents de l'étranger»: 5 personnes;

- émigration forcée: 22 personnes;

- ouverture de procédures judiciaires (une partie des prévenus sont déjà en détention provisoire):

- a. article 207.3 («fake news»): 25 personnes;

- b. article 280.3 («discréditation de l'armée russe»): cinq personnes dont Aïkhal Amonossov, chanteur punk de Iakutsk (sur le site ESSF on peut lire une longue déclaration de Aïkhal Amonossov);

- procès: 10 personnes ont été condamnées à des peines de détention, dont 3 soldats en activité;

- pour la période du 9 au 30 septembre: 25 procès annoncés;

- dans l'Oural 6 personnes ont été arrêtées et accusés d'avoir créé une «organisation terroriste» (article 205.4. du Code pénal);

- à Krasnodar, à la suite d'une action contre le centre de recrutement de l'armée, plusieurs personnes ont été arrêtées;

- des perquisitions ont eu lieu dans de très nombreuses villes, y compris en Sibérie;

- interdiction de l'organisation Gorjacaja Linija de défense des droits humains créée par Ilya Ponomarev;

- en août, le Syndicat indépendant des journalistes, créé en 2016 et comptant 600 membres a été interdit. Ce syndicat est membre de la Fédération européenne des journalistes.

AOÛT-15 SEPTEMBRE 2022

« ON JETTE LES GENS COMME DU BOIS DE CHAUFFAGE DANS LE POÊLE »

ENTRETIEN AVEC VALENTINA MELNIKOVA,
PRÉSIDENTE DE L'UNION DES COMITÉS DES MÈRES
DE SOLDATS DE RUSSIE

Je suis très contrariée que les gens acceptent d'envoyer les hommes pour la mobilisation, puis ils commencent à dire: «Oh, aidez-moi, oh, que vais-je faire?»

La question est: «Pourquoi l'avez-vous envoyé là-bas?», explique la secrétaire exécutive de l'Union des comités des mères de soldats de Russie Valentina Melnikova sur la chaîne Tell Gordeeva.



Mobilisés, même ceux qui ont clairement une raison de ne pas y aller, disent: OK, une fois qu'ils ont frappé, ils ont frappé. Je ne sais même pas à quoi comparer cette humilité. C'est comme une grenouille devant un serpent, quand le serpent le regarde ça y est, la grenouille se fige.

Mais les humains sont des êtres rationnels! Vous êtes des adultes, vous savez que vous n'êtes pas soumis à la conscription, pourquoi ne pas l'accepter? Les épouses de ces personnes disent: cela ne va-t-il pas être pire pour lui s'il n'y va pas, et s'il est emprisonné? Et s'ils le tuaient en Ukraine?! Que choisir?

Indignée par l'obéissance des Russes, Valentina Melnikova l'explique par la domination de la propagande.

J'ai le sentiment qu'ils ne comprennent pas où leurs fils et leurs maris sont emmenés. Ils ne savent pas qu'il y a une guerre en cours, qu'il y a des pertes. Ils ne savent rien. Cela ne peut pas s'expliquer autrement.

Je leur explique le choix entre la mobilisation et la prison. Eh bien, ils vous mettront en prison, vous serez nourri trois fois par jour, vous serez promenée, vous aurez des rendez-vous avec votre famille. Et que se passera-t-il si vous partez en guerre, vous le savez déjà. Après une de ces conversations, 60 personnes ont refusé de retourner en Ukraine, toutes ont rédigé des rapports, certaines ont démissionné. Je pense que maintenant les gens dans le pays ne sont pas conscients de l'ampleur de la guerre, et même ceux qui, en théorie, devraient utiliser Internet et devraient regarder ce qui s'y passe. Eh bien, ceux qui regardent la télévision, bien sûr, ne comprennent pas ce qui se passe, la représentante de l'Union des comités de mères de soldats en est sûre.

Pour la secrétaire de l'Union des mères de soldats de Russie, «Les nôtres n'ont pas l'habitude de ramasser les corps des morts et ne ramassent pas toujours les blessés. C'est moins cher d'écrire "manquant"». Elle confirme que la mobilisation en Russie est menée illégalement et prédit que l'une des conséquences sera l'effondrement de l'économie.

Nous avons compris dès le début qu'il n'était pas possible de mener cette mobilisation conformément à la loi. Premièrement, il y a aussi la partie économique. Dans l'économie, le grand désordre est lié aux sanctions, et avec la mobilisation des hommes en âge de travailler qui sont propriétaires de petites et moyennes entreprises ou y travaillent comme spécialistes ou comme auxiliaires, conduit à la disparition de ces secteurs.

Je l'ai bien compris dès le début. Mais maintenant tout le monde le comprend. Car tous les entrepreneurs le disent : 90 % de mes salariés sont mobilisables, et donc je ferme. Cela signifie qu'il n'y a pas d'entreprise, pas d'impôts, personne ne recevra de salaire, la famille de l'entrepreneur sombrera dans la pauvreté.

Et même dans les grandes entreprises, le problème des salariés spécialisés est de plus en plus important. Il y a des gens qui ne peuvent pas être remplacés immédiatement. Cela signifie que certaines parties du processus technologique, certaines parties des opérations commerciales sont à l'arrêt. Nous allons nous retrouver sur une terre nue, dans un champ brûlé. Et non pas seulement en raison des sanctions, c'est bien pire. Parce qu'en matière de sanctions, nos gens sont inventifs, ils ont déjà inventé quelque chose, à tout le moins ils se sont ajustés à la situation. Mais quand il n'y a tout simplement personne physiquement, alors rien ne peut être fait. La mobilisation, qu'elle évalue comme un gros échec de la direction [russe], peut aussi conduire à un gros problème démographique dans le pays.

Quand ils parlent de protestations populaires, je me souviens de Novotcherkassk, où il y avait une importante indignation populaire. La mobilisation est un mouvement non maîtrisé par un leadership militaire non qualifié. Si vous avez de lourdes pertes, vous devez les compenser individuellement pour chaque unité que vous prévoyez d'utiliser dans des opérations militaires.

Plusieurs personnes m'ont déjà écrit que leur fils et leur mari étaient mobilisés. Et récemment, j'ai entendu dire qu'absolument tous les hommes d'un village étaient mobilisés. Et nous ne sommes plus en 1918. C'est époustoufflant ! Il est difficile de dire combien de temps durera la guerre. Pendant combien de temps nos dirigeants auront-ils la possibilité de violer l'économie du pays. Ils considèrent qu'il y a juste beaucoup de monde, puisqu'on les jette comme ça, comme du bois de chauffage dans le poêle. Et l'économie peut s'arrêter. Tout cela, bien sûr, est de la folie. Il est impossible d'évaluer cela dans le cadre d'une logique saine résume la secrétaire de l'Union des comités des mères de soldats de Russie.

PUBLIÉ PAR [GAZETABY](#), 30 SEPTEMBRE 2022

Traduction Léonie Davidovitch

FACE À LA « MOBILISATION PARTIELLE » : QUATRE TÉMOIGNAGES

Le mercredi 21 septembre, Vladimir Poutine déclare dans une allocution télévisée :
« J'estime nécessaire de soutenir [sic] la proposition du ministère de la défense et de l'état-major général de mobilisation partielle en Fédération de Russie pour soutenir notre patrie, notre souveraineté et son intégrité

territoriale, et pour assurer la sécurité de notre peuple et du peuple des territoires libérés. » Le vendredi 30, Poutine préside le rattachement à la Russie des quatre territoires ukrainiens – Donetsk, Lougansk, Kherson et Zaporijjia – à la suite des référendums qui échappent à tout qualificatif. Les médias

ont insisté sur l'exode de quelque 250 000 personnes en direction de la Turquie, de la Finlande, de la Géorgie, de la Moldavie, etc. Les conséquences de cet exode – qui se cumule avec la mobilisation dite partielle – en termes de perte d'une main-d'œuvre qualifiée et d'impact sur le fonctionnement de l'économie ont été soulignées.

Le site russe *Posle* («Après», en russe) est animé par des auteurs qui condamnent une guerre «qui a déclenché une catastrophe humanitaire, provoqué des destructions colossales et entraîné le massacre de civils en Ukraine» et «qui a provoqué une vague de répression et de censure en Russie». Les animateurs de ce site mettent l'accent sur le fait qu'il est impossible de «séparer cette guerre de l'immense inégalité sociale et de l'impuissance de la majorité des travailleurs». Ils mettent en relief «une idéologie impérialiste qui s'efforce de maintenir le statu quo intact en nourrissant un discours militariste, xénophobe et de bigoterie». À la suite de la déclaration de «mobilisation partielle», le site *Posle* a donné la parole à des citoyens et citoyennes russes qui témoignent de leur cheminement particulier de rupture avec le discours et la politique du Kremlin. Il y a là une «documentation» qui donne corps à des décisions d'exode ou de refus de conscription, sous une forme ou une autre.



XENIA, PROFESSION MÉDICALE, 30 ANS

Je travaille dans le domaine médical. Je n'ai appris l'histoire qu'à l'école, et je lis surtout de la littérature professionnelle. J'avais donc toujours été relativement apolitique et je me contentais de tout observer sans m'impliquer, mais je pense maintenant que

c'est ma grande erreur. Lorsque, le 24 février, il a été annoncé que la Russie avait lancé une «opération militaire spéciale», j'ai été choquée, mais j'ai essayé de contrôler mes émotions et alors de réfléchir. Ils ont appelé cela une «opération militaire spéciale», mais il était clair qu'il y aurait des victimes civiles. Les dirigeants du pays ont assumé la responsabilité de ce crime au nom de certains objectifs, mais de quels objectifs? Je n'ai pas pu trouver de réponse.

J'ai été encore plus dégoûtée lorsque la propagande a tenté d'expliquer pourquoi la Russie avait déclenché la guerre. D'abord, on a parlé de «dénazification», puis de «laboratoires d'armes biologiques» [élément de propagande mise en avant par le représentant de la Russie au Conseil de sécurité, en mars 2022], puis de «protection de la population du Donbass». Maintenant, ils proclament la «protection de frontières extérieures» [à la suite de l'annexion des quatre «provinces» ukrainiennes: Donetsk, Lougansk, Kherson, Zaaporijia] comme une idée liée à la «défense nationale». Ce remaniement du discours propagandiste m'a horrifiée, et j'ai compris qu'ils essayaient de me tromper. Certaines de mes connaissances ont fait le chemin inverse. Au début, ils étaient contre la guerre, mais ils ont progressivement commencé à l'accepter sous l'influence de la propagande. Cette différence m'a surprise.

Je crois que la guerre est comme n'importe quel autre crime: on peut se scandaliser, on peut se défendre, mais une fois qu'on a utilisé la force physique, c'est un délit. Peu importe ce qu'ils disent sur le danger de l'OTAN à nos frontières, il n'y a pas eu d'attaque contre la Russie. L'excuse selon laquelle la Russie a effectué une «attaque d'avertissement» ne me convainc pas. Ils disent que nous protégeons notre patrie, mais ce sont en fait les Ukrainiens qui protègent leur patrie.

Je suis une conscrîte mais je ne veux pas être impliquée dans la guerre. Je suis une femme, une médecin, dont l'éligibilité [à la guerre] est réduite. Certaines femmes de ma spécialité sont maintenant enrôlées, mais ce choix semble aléatoire. Je ne comprends pas les critères de cette décision. Je ne sais donc pas si et quand la convocation de mobilisation me parviendra. Je ne quitterai pas le pays ni mon lieu de travail, mais je ne comprends pas vraiment pourquoi j'ai pris cette décision. Peut-être que je me sens responsable de tout ce qui s'est passé en Russie au cours de ma vie. Je prévois de saboter la mobilisation autant que possible. Je n'envisage pas d'aller aux rassemblements [contre la mobilisation] car je ne pense pas que cela fonctionne : les gens ont peur, et moi aussi, j'ai peur. Je déciderai de ce que je ferai si je dois signer une citation à comparaître. Je ne comprends pas comment on peut simplement aller sur le front et tuer. Mais cela est hors de question puisque je ne serai pas mobilisée comme soldat. Ma profession implique d'aider les gens, quels que soient le camp pour lequel ils choisissent de se battre et leur point de vue. Ce dilemme moral est plus compliqué.

J'espère que la «mobilisation partielle» échouera et que les Russes refuseront de commettre des crimes et renonceront. J'ai de la peine pour les gars non entraînés qui seront jetés sur les lignes de front, quelles que soient leurs opinions. J'espère que, malgré une haine justifiée, les officiers ukrainiens ne traiteront pas durement les captifs. Et que les autorités russes seront tenues responsables de leurs crimes.

Je me considère comme une patriote, et, pour reprendre les termes des autorités russes, mes «attaches» personnelles sont la religion et mes racines. Mes fêtes préférées sont Noël et Pâques. J'ai été surprise que l'Eglise orthodoxe soutienne la guerre. Le Jour de la victoire [de 1945] et le souvenir

de la Grande Guerre patriotique ont toujours été très importants pour moi. Pourtant, je réalise jusqu'où mon point de vue était erroné. J'idéalisais les actes héroïques alors que j'aurais dû les considérer comme une tragédie, une période sombre de notre histoire. Je pense que la guerre actuelle a commencé à cause des ambitions politiques d'une poignée de personnes et qu'aucun de ces desseins n'est bénéfique pour mon pays. La propagande pour justifier ces crimes a corrompu tout ce qui m'est cher. Il ne me reste plus rien.

DIMITRY, AVOCAT, 32 ANS

J'ai eu des sentiments négatifs à l'égard de la guerre dès le début et j'ai compris qu'elle finirait par entraîner une mobilisation. Je n'ai pas participé aux manifestations, mais j'ai parlé avec mes collègues, mes parents et mes connaissances. Je n'ai caché ma position à personne. C'était difficile de parler avec la vieille génération, mais maintenant, même eux remarquent le décalage entre les reportages télévisés et la réalité.

Je n'ai pas servi dans l'armée, mais j'ai suivi une formation militaire parallèlement à mon diplôme. Je suis lieutenant de réserve, je suis donc soumis au service militaire. Dès le 21 septembre, je suis arrivé à la conclusion que la mobilisation pourrait me toucher. Lorsque les médias ont annoncé que le président et le ministre de la défense allaient s'adresser à la nation, je ne me suis pas fait d'illusions quant à leurs propos rassurants. J'ai trouvé et réservé un billet pour la Turquie, et dès que j'ai entendu le mot «mobilisation», j'ai cliqué sur le bouton et payé. J'ai dépensé très peu pour le billet et je l'ai surtout payé avec les miles aériens que j'avais accumulés. Il est difficile de croire à cette histoire car aujourd'hui, les billets coûtent une fortune, s'ils sont disponibles.

Mes amis admettent également qu'ils doivent partir, mais actuellement, c'est beaucoup plus difficile.

Partir n'a pas été facile. J'ai dû sacrifier beaucoup de choses. J'ai une maison, une femme, un bébé et un travail qui exigent ma présence en Russie. Mais quand j'ai pris cette décision, une seule pensée me trottait dans la tête: «Tu dois rester en vie.» Ma femme m'a soutenu et m'a encouragé à partir. Je ne sais pas pendant combien de temps je ne pourrai pas voir ma famille.

Je suis avocat, mais je ne crois pas que l'on puisse se défendre contre la mobilisation avec des outils juridiques. En Russie, tout ce qui a trait aux questions politiques évolue en dehors de la loi. Bien sûr, les autorités tentent de créer l'illusion de la légitimité. Mais cela fait longtemps que notre État n'est plus régi par l'État de droit.

J'ai beaucoup échangé avec mes amis et collègues sur la mobilisation et la situation en général. Nous avons convenu que rien de bon n'en sortirait. Les autorités russes se sont mises elles-mêmes dans une situation très compliquée, et la seule issue pour elles est d'essayer de gagner cette guerre d'une manière ou d'une autre. Mais même si elles y parviennent, je ne pense pas que la Russie sera un endroit décent où vivre.

L'annonce de la mobilisation a dégrisé de nombreuses personnes qui soutenaient la guerre, y compris mon cercle de connaissances. La peur pour les proches est devenue l'émotion première dans une telle situation. Mes parents ont été soulagés lorsqu'ils ont appris que j'avais quitté le pays.

La mobilisation et les appels à faire la guerre n'ont rien à voir avec le patriotisme. Il n'y a aucune idée nationale derrière cela. Personne n'a besoin de cette guerre. Le patriotisme consiste à travailler pour le bien-être et la liberté du peuple dans son pays. Je vois

que beaucoup de gens bien sont obligés de quitter la Russie. J'espère qu'ils pourront revenir quand la situation changera et travailler pour le bien du pays, même si cette idée semble utopique pour le moment. [...]

LEONID, INFORMATICIEN, 31 ANS

Je suis contre la guerre, depuis le début. Mais je n'ai pas activement défendu mes idées. Je n'ai pas participé à des rassemblements ou écrit des messages sur les réseaux sociaux. Je pouvais toujours expliquer à mes amis et à mes proches mon point de vue, mais celui-ci était humaniste, plutôt que politique. Je suis convaincu que le conflit militaire en tant que tel est un crime contre l'humanité.

Les justifications de cette guerre, comme la protection des frontières [entre autres après les annexions], ne me semblent pas convaincantes. Dans les discussions politiques et historiques plus approfondies, il est difficile de ne pas être d'accord avec certains arguments: l'OTAN, les États-Unis, leurs invasions de différents pays. Mais c'est nous qui avons envahi un État souverain, manipulé les faits et violé le traité de 1994 en vertu duquel ses frontières ont été fixées et confirmées. En substance, nous commettons un crime.

J'ai servi dans l'armée, j'ai ma carte d'identité militaire. Je pourrais être appelé dans la première vague de mobilisation. Je n'ai pas encore reçu de convocation, mais je suis bien conscient qu'elle peut arriver à tout moment. J'ai quitté le pays et je n'ai pas l'intention de revenir de sitôt. La première chose que je vais essayer de faire est d'obtenir un statut légal de résidence et de louer un appartement.

Je regrette de ne pas être parti plus tôt, car il était facile de comprendre où les choses allaient: nous étions en train de perdre sur le front militaire, nous



devions résoudre nos problèmes d'une manière ou d'une autre, et nous n'allions pas changer nos objectifs... Cinq minutes après que Poutine a annoncé la mobilisation, j'étais déjà en train de réserver un billet d'avion. Après cela, j'ai passé la journée dans un vide d'information. On avait l'impression que les frontières pouvaient être fermées à tout moment. Traverser la frontière semblait également risqué, car j'aurais pu y recevoir une citation à être mobilisé. Aujourd'hui, des avocats et des militants des droits de l'homme tentent d'expliquer les procédures aux gens, mais dans les premières heures, c'était le chaos total. Je suis parti avec un seul sac à dos. C'était la nuit la plus difficile de ma vie.

Ce n'est que maintenant que je commence à penser clairement et à regarder les choses sans paniquer. Personne ne comprend ce qui se passe: les gens peuvent être empêchés de partir à tout moment. Il faut se rendre compte que nous vivons dans un État arbitraire, ce qui est la pire des choses. Même si vous faites tout selon la loi, cela ne veut rien dire.

Je ne pense pas que les autorités aient un plan clair. La Russie ne veut pas résoudre le conflit de manière pacifique et dans de tels termes. Pas plus que l'Ukraine et l'Occident, qui la soutient. Par conséquent, la situation va encore évoluer. La quantité de ressources qu'il faudra aux autorités russes, pour continuer à agir selon leurs intérêts, dépend de la réaction de l'Ukraine et de l'Occident. Nous ne pouvons rien prévoir de tout cela. Je suis sûr qu'il ne faut pas supposer que les autorités ont besoin de cette mobilisation dite partielle pour ce moment particulier, et que la situation ne va pas se détériorer.

Je pense qu'il n'y a rien de patriotique à participer à cette guerre. Je comprends le patriotisme comme l'amour de votre patrie, de votre pays. C'est quand on lui souhaite un avenir prometteur, quand on veut

y vivre et y élever ses enfants. Si vous pensez comme les autorités, alors partir en guerre peut être une action patriotique pour vous. Si votre conception du patriotisme est similaire à la mienne, alors, au contraire, partir en guerre, c'est agir contre sa patrie.

SVETLANA, ARCHITECTE D'INTÉRIEUR, 57 ANS

J'ai une attitude très hostile à l'égard de la guerre en Ukraine. J'ai toujours exprimé ma position ouvertement. Je suis allée aux rassemblements antiguerre au printemps. Je pense que l'Ukraine est un État indépendant et que rien ne peut justifier une agression contre elle. Depuis le début de la guerre, je n'ai pas renoncé à des conversations explicites; au contraire, je pense qu'il est essentiel de les poursuivre. Par exemple, je me suis rendue au Conseil des députés local. En mars, sept des dix membres ont signé un appel soutenant les actions du président. Je leur ai demandé: «Qui, parmi les députés, se portera volontaire pour la guerre?» Et quand ils m'ont répondu qu'aucun d'entre eux ne le ferait, j'en ai parlé dans toutes les échanges entre voisins du quartier.

Je venais d'une famille de militaires; ma mère travaillait dans une usine d'explosifs, et mon père dans la construction militaire. J'ai vécu dans des villes militaires. Mon frère était aussi ingénieur dans l'armée. Après cela, il ne pouvait plus travailler en tant que civil. J'ai été témoin de la tragédie de cet homme. Après tant d'années à obéir aux ordres, il ne pouvait plus assumer la responsabilité de ses propres actions. Je suis contre le nouveau contexte contraignant de militarisation dans lequel nous entrons maintenant, car il sera difficile de s'en extirper. Il sera très difficile pour ces hommes enrôlés dans l'armée de revenir à une vie normale, où ils devront prendre des

initiatives et des responsabilités. Nous allons encore perdre une génération entière.

L'annonce de la mobilisation a directement affecté ma famille. J'ai trois enfants. Mon fils cadet a servi dans l'armée dans le corps d'armement des missiles. Le premier matin suivant l'annonce de Poutine, quelqu'un a sonné à notre porte et m'a dit qu'il avait apporté des papiers de convocation militaire pour lui. Je n'ai pas ouvert la porte. Mon fils est absent de la maison pour l'instant, mais il vit à l'intérieur du pays. Ma fille aînée revenait de Géorgie avec son mari. Ils ont appris la mobilisation alors qu'ils étaient à 10 kilomètres de la frontière russe. Ils ont alors fait demi-tour et sont allés à Tbilissi. Mon plus jeune fils a 17 ans et demi; dans six mois, il sera astreint au service militaire, ce qui m'inquiète beaucoup. J'ai élevé mes enfants de manière qu'ils comprennent que l'on ne peut pas simplement tuer des gens. Nous avons toujours pensé que la protection de nos frontières était nécessaire, mais qu'attaquer d'autres pays était inacceptable.



Je suis allée à une manifestation avec une parente, qui est aussi une mère. Nous avons applaudi et crié «Non à la guerre». Cependant, je sais que des rassemblements pacifiques ont lieu depuis une décennie. Toutefois, désormais, ils sont désormais inefficaces. Je ne sais pas comment influencer les autorités, sauf en m'exprimant sur les médias sociaux et en faisant connaître ma position aux autres.

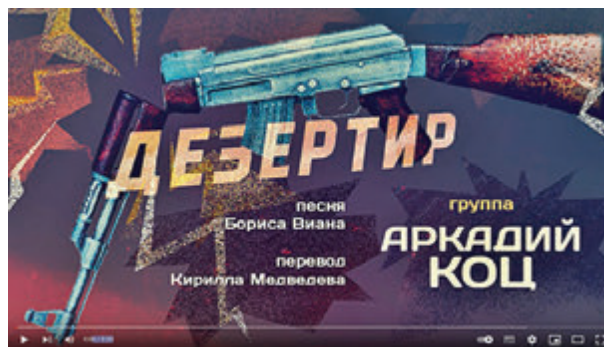
Depuis l'annonce de la mobilisation, je n'ai pas remarqué que les gens changeaient d'avis sur la guerre. Ceux qui se tiennent sous la douche de la propagande télévisée continuent à camper sur leurs positions. Je parlais à une voisine, et elle m'a dit que deux de ses garçons ont reçu des convocations de l'armée. Ils se sont rendus au bureau d'enregistrement militaire sans essayer d'éviter la conscription.

Pour être honnête, je ne vois pas de progrès dans leur esprit. Oui, j'ai lu que les gens regardent moins la télévision, mais comment diable les gens peuvent-ils écouter ce discours agressif en permanence, je ne le sais pas.

Lorsque Mstislav Rostropovitch était en exil et qu'on lui demandait quels étaient ses sentiments envers sa patrie, il répondait : «Je n'ai pas encore payé les couvertures.» Il faisait allusion aux couvertures dont il était couvert dans le wagon de train pendant la guerre, lorsqu'il était enfant, et qui l'ont empêché de mourir de froid. Je crois que le patriotisme est le besoin de rendre à ses concitoyens qui vous font du bien. Être patriote, c'est rendre service aux personnes qui m'ont beaucoup donné, parmi lesquelles les personnes âgées, et à la communauté professionnelle. Je ne vois certainement pas le patriotisme comme une intervention militaire dans les États voisins. Les objectifs de cette guerre sont pour moi incompréhensibles. Ce que les autorités appellent maintenant de leurs vœux est criminel.

TÉMOIGNAGES PUBLIÉS SUR LE SITE POSLE, LES 28 ET 29 SEPTEMBRE 2022.

Traduction de l'anglais par la rédaction A l'Encontre



Le déserteur, Boris Vian (en russe).

« POUR POUTINE CE QUI COMPTE VRAIMENT, CE N'EST PAS L'UKRAINE, MAIS LE CONTRÔLE SUR LA RUSSIE »

HANNA PEREKHODA¹

Dans son fameux discours prononcé juste avant l'invasion, Poutine parmi les prétextes pour justifier cette invasion invoque bien sûr l'OTAN, les États-Unis et l'Occident.

Cette idée est répandue dans les milieux intellectuels, y compris académiques et journalistiques : au final c'est l'OTAN et l'Occident qui portent la responsabilité ultime de cette guerre, car ce sont eux qui ont « humilié » la Russie. Poutine ne fait en dernière analyse que contester l'ordre mondial injuste de l'après-guerre froide.

Tout d'abord, il faut se demander pourquoi et dans quel contexte la Russie intervient militairement dans les pays voisins. Est-ce qu'elle le fait au moment où l'OTAN essaye d'« encercler » la Russie ? Si c'est le cas, comment expliquer le fait que cet été la perspective absolument réelle de l'adhésion de la Finlande à l'OTAN n'ait suscité quasiment aucune réaction de la part du pouvoir russe ? Alors que la Finlande a plusieurs centaines de kilomètres de la frontière avec la Russie. Et comment expliquer le fait que les interventions russes dans les pays voisins se font toujours à la suite ou pendant des soulèvements populaires,

1. Hanna Perekhoda est doctorante en histoire et sciences politiques à l'Université de Lausanne, membre du Comité suisse de solidarité avec le peuple ukrainien et avec les opposants russes à la guerre. Cette intervention a été faite lors de la fête de *L'Humanité*, le 11 septembre 2022, dans le cadre du débat organisé par le Réseau français de solidarité avec l'Ukraine.

même quand ils ne sont pas pro-occidentaux, comme au Kazakhstan récemment ?

CONTRE QUI POUTINE EST-IL EN GUERRE ?

L'explication est la suivante. Poutine n'est pas en guerre contre l'OTAN, il est en guerre contre la capacité d'action populaire, contre l'idée que les peuples puissent faire tomber les régimes et puissent décider de leur propre sort, comme les Ukrainiens s'y efforcent, donnant ainsi un très mauvais exemple aux Russes. Donc toute tentative de contestation populaire est quelque chose que Poutine doit détruire, à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières, afin de préserver l'emprise de l'oligarchie sur la Russie, de protéger son droit de piller ses ressources. Son but principal n'est pas tant le contrôle sur les pays voisins, que fondamentalement la pérennité du contrôle sur le gaz et le pétrole russes que la mafia russe vend aux pays riches du Nord, comme l'Allemagne et la France, accros aux hydrocarbures et à la croissance économique. Ce qui permet aux oilgarques de s'offrir une belle vie à l'occidentale.

Avec cette guerre, Poutine est tombé dans le piège dans lequel tous les régimes de ce type tombent un jour. En devenant plus inégalitaire, son régime devient plus fragile, il ne peut donc durer qu'en devenant plus dictatorial et répressif. Et en ce sens, la guerre se présente comme une issue inévitable, ou en tout cas prévisible. Car Poutine essaye de s'accrocher

à cette dernière possibilité de serrer les rangs à l'intérieur du pays.

Si ce qui compte vraiment, ce n'est pas l'Ukraine, mais le contrôle sur la Russie, alors comment négocier avec Poutine? Que convient-il de lui proposer? Il faut comprendre que rien dans cette guerre ne pourrait être ressenti par lui comme une victoire, même pas l'occupation de tout le territoire ukrainien. Car rien ne peut désormais garantir la stabilité de son régime, lequel ne peut que devenir chaque jour plus fragile. Est-ce que la redéfinition de l'architecture de sécurité mondiale sur des fondements plus justes pourrait satisfaire Poutine? Au contraire, c'est la dernière chose que les élites russes désirent, les tensions géopolitiques sont pour elles une aubaine à laquelle elles ne vont jamais renoncer. La guerre va continuer et avancer plus loin, parce que Poutine s'est lancé dans une fuite en avant. Désormais, son régime dure uniquement tant que la guerre continue.

Les causes de cette guerre ne sont donc pas tant internes à l'Ukraine qu'à la Russie. C'est pourquoi il faut éviter d'analyser cette guerre dans les termes uniquement géopolitiques, car une telle logique mène inévitablement vers des prises de position politiques irresponsables et dangereuses. Dire que c'est une guerre entre la Russie et les États-Unis signifie avant tout nier la subjectivité des Ukrainiens et la souveraineté de leur État. Fondamentalement, il s'agit d'une approche colonialiste, centrée finalement sur soi-même, sur l'Occident prétendument tout-puissant, fût-il méchant ou gentil. La force et l'ampleur de la résistance ukrainienne ont surpris les milieux intellectuels «de gauche» qui n'arrivent toujours pas à intégrer dans leurs analyses cette capacité d'action des Ukrainiens et d'autres petits peuples qui n'existent que très peu sur les cartes mentales des Européens de l'Ouest. Nous avons tendance à

oublier que les Ukrainiens sont non seulement les objets de nos analyses, mais qu'ils sont des sujets agissants. D'où, par exemple, le réflexe de parler *sur* les Ukrainiens et non pas *avec* les Ukrainiens. On oublie aussi souvent que les pays post-soviétiques autres que la Russie sont des sujets de la politique internationale, des pays souverains et non pas les objets sur lesquels agissent les vrais joueurs de l'histoire, la Russie, les États-Unis, etc.

QUELLE EST LA RESPONSABILITÉ DES ÉLITES EUROPÉENNES?

Dire que les prétentions russes à s'opposer à l'hégémonie américaine, donc avoir leur propre «part du gâteau», sont légitimes contribue à scier la branche de la sécurité internationale sur laquelle nous sommes tous et toutes assis, sans proposer une alternative viable. De telles prises de position relèvent de l'infantilisme et de l'irresponsabilité qu'on peut se permettre quand on vit dans les pays riches du Nord sous la protection de l'OTAN. Le monde «multipolaire» promu par Poutine et les autres «anti-impérialistes» tels que lui ne sera rien d'autre qu'un monde où l'on peut envahir, utiliser la terreur, la menace d'une catastrophe nucléaire, de la famine et d'une pénurie d'énergie. Le monde multipolaire, tel qu'il peut émerger en 2022, ne sera pas un monde où les forces progressistes vont prendre le pouvoir, mais au contraire des gens comme, dans le meilleur des cas Le Pen, Bolsonaro, et très certainement plutôt comme Poutine et Assad. Un monde où les grandes puissances se partagent les sphères d'influence pour y installer les régimes les plus oppressifs et injustes, où les riches peuvent piller la nature dans l'impunité la plus totale. Ces partages-là passant, bien évidemment, par les guerres généralisées. Et ce ne seront plus seulement les Syriens, les Ukrainiens ou les



Yéménites qui vivront dans ce monde, les Français aussi.

En revanche, une bonne nouvelle pour ceux qui ont l'habitude de penser que l'ennemi principal est à la maison. Ce qui n'est pas faux ! Les élites européennes sont effectivement responsables de ce qui arrive à l'Ukraine. Mais non pas parce qu'elles ont «menacé» ou «humilié» la Russie. C'est même l'inverse. C'est en commerçant pendant des années avec le régime criminel de Poutine et en entretenant son sentiment d'impunité qu'elles ont rendu possible cette guerre qui menace la sécurité de tous. D'abord, Poutine a détruit la Tchétchénie, puis il a annexé des territoires en Géorgie et en Ukraine, puis il a réprimé les mouvements politiques démocratiques dans tous les pays voisins, il a bombardé les civils en Syrie, il a tué et emprisonné ses opposants politiques. Quelle fut la réponse de l'Europe ? Chers amis russes, venez cacher votre argent dans nos paradis fiscaux. Pendant tout ce temps Poutine et sa clique accumulaient des richesses obscènes grâce à la vente du pétrole et du gaz à l'Europe. Depuis le début de l'invasion il y a six mois, l'UE a payé plus de 100 milliards à la Russie pour les combustibles fossiles. Des milliards versés chaque jour qui vont directement financer la machine de guerre. La dépendance vis-à-vis des énergies fossiles russes est donc un choix délibéré des élites politiques et économiques européennes.

Si la guerre au centre de l'Europe n'est pas un argument assez fort pour se rendre compte des conséquences immédiates de notre dépendance aux hydrocarbures, quel pourrait-il être ? Si face à une crise aussi urgente et évidente la paresse intellectuelle et l'inertie politique et économique nous empêchent d'agir, alors il faut abandonner tout espoir de trouver une solution politique à la crise climatique qui sera mille fois plus grave.

La situation est grave et nous n'avons plus le droit d'espérer qu'elle va se résoudre sans qu'on s'y implique activement.

POURQUOI ROMPRE AVEC LES ÉNERGIES FOSSILES ?

La priorité aujourd'hui, c'est arrêter cette guerre et surtout rendre impossibles les autres guerres. Les sanctions sont un outil dont on dispose. Le but des sanctions n'est pas de faire souffrir le peuple russe ou d'éduquer ses élites, c'est de paralyser l'économie pour qu'elle ne puisse plus tuer les Ukrainiens. Il faut tout faire pour mettre en place l'embargo sur le gaz le plus rapidement possible. Oui, l'embargo coûte cher. Mais les coûts sont gérables. Les gouvernements européens disposent de ressources budgétaires suffisantes pour subventionner les dépenses énergétiques des consommateurs.

Ne pas imposer l'embargo aura des coûts beaucoup plus importants à moyen et long terme. Ne pas appliquer l'embargo prolongera la guerre qui a déjà des coûts économiques très élevés pour l'Europe. Et qui sait quels seront les coûts possibles d'une guerre qui menace de détruire la sécurité internationale et d'impliquer davantage de pays.

Toutes ces années, le développement de l'efficacité énergétique et des ressources renouvelables a été saboté, à présent on cherche à remplacer les énergies fossiles russes par celles des pays de l'OPÉP. Le résultat ? Ces pays obtiendront des bénéfices records, leurs régimes autoritaires se renforceront et deviendront davantage agressifs, entraînant plus d'instabilité, plus de conflits et de souffrances humaines. C'est pourquoi ne pas acheter les énergies fossiles russes ne suffit pas. Il faut agir en urgence pour diminuer notre dépendance aux hydrocarbures et mettre fin aux dérives politiques qui en découlent. Et diminuer

cette dépendance signifie bien sûr mettre radicalement en question le productivisme et le modèle de croissance infini. Donc, rompre les liens avec les économies fossiles, investir au maximum dans les énergies renouvelables, aller vers plus d'économie locale, réduire les chaînes d'approvisionnement. Toutes ces mesures sont bien connues, mais en ce moment existe une fenêtre de tir et même un devoir moral pour faire une pression massive en ce sens.

QUI PAYE, LES CITOYENS OU LES ENTREPRISES ?

Il y a eu une mobilisation citoyenne en Europe et en France, la Journée de la paix [le 21 septembre]. Sauf qu'elle ne s'est pas faite pour soutenir l'Ukraine, mais plutôt pour la laisser tomber et trouver un deal avec Poutine. Plus cette guerre durera, plus le mécontentement en France et ailleurs va grandir en raison de la peur des difficultés économiques. Le capital, qui veut revenir au *business as usual* va exploiter cette

situation pour lancer son opération politique «permettre à Poutine de sauver la face». Les populistes de droite vont, bien sûr, en profiter.

Il faut donc d'ores et déjà savoir répondre à la question qui va bientôt être posée par les Français, c'est-à-dire, «qui paye?» Est-ce uniquement les citoyens ordinaires, ou aussi et surtout les entreprises qui ont contribué à ce que Poutine soit suffisamment ivre de pétrodollars pour se lancer dans cette guerre folle? Mobiliser les budgets extraordinaires plutôt pour compenser la hausse des coûts de l'énergie pour les consommateurs pourrait devenir une revendication qui réunirait les préoccupations de la politique climatique, de la justice sociale et de la solidarité internationale.

Nous sommes dans une situation très dangereuse et notre responsabilité est de proposer une réponse sociale, écologique et internationaliste pour y faire face, une réponse solidaire avec les Ukrainiennes et les Ukrainiens en lutte.



Dans le cortège syndical de la manifestation parisienne du 29 septembre 2022.

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

LES MINEURS BRAVENT L'INTERDICTION DE MANIFESTER POUR SE METTRE EN GRÈVE

KATERYNA SEMCHUK ET THOMAS ROWLEY¹

Les mineurs et l'encadrement d'une mine de charbon appartenant à l'État dans l'ouest de l'Ukraine ont appelé à la grève en raison de ce qu'ils considéraient comme une tentative de prise de contrôle de la mine. Cet appel à la grève à la mine n° 9 de la ville de Novovolynsk est la première grande manifestation des travailleurs depuis l'invasion russe du 24 février et l'annonce par le gouvernement ukrainien de la loi martiale, qui interdit toute manifestation.

Le mois dernier, les mineurs ont empêché un nouveau directeur [Serhiy Trotsko] de prendre son poste, en invoquant son lien présumé avec un scandale de détournement de fonds dans une autre mine de charbon de la région. Ils ont également affirmé que sa nomination avait été faite sous la pression des *smotriashchiy* locaux – terme désignant le réseau de superviseurs officiels corrompus du secteur du charbon ukrainien. Ce directeur a nié avoir commis tout acte répréhensible et a déclaré qu'il ne faisait pas l'objet d'une enquête.

Aujourd'hui, disent les mineurs, les efforts pour prendre le contrôle de la mine ont atteint un nouveau niveau et ils se sont mis en grève pour protéger leurs emplois et leurs conditions de travail. Ils décrivent une séquence d'événements brutale. Le 9 septembre, un nouveau directeur est arrivé à la mine n° 9 avec

un avocat et une douzaine de gardes de sécurité privés. Alors que le directeur par intérim, Volodymyr Yurkiv, tenait une réunion, le nouveau directeur proposé, Serhiy Trotsko, a tenté de faire sortir Yurkiv et les autres personnes présentes du bureau. Trotsko a déclaré qu'il avait été nouvellement nommé par le ministère ukrainien de l'énergie, mais n'a pas montré de copie de l'ordre de nomination selon Yurkiv (le ministère a confirmé à *Open Democracy* le 14 septembre qu'il avait nommé Trotsko).

Cela a conduit à une confrontation entre les mineurs, Trotsko et son équipe de sécurité selon les vidéos des événements vues par *OpenDemocracy*. M. Yurkiv, qui a été rétrogradé au rang d'ingénieur en chef par le ministère à la suite d'une précédente manifestation en août, affirme que la nomination de M. Trotsko n'a pas suivi la procédure prévue. De même, il a déclaré que Trotsko était arrivé sans justificatif de l'ordre du ministère.

Trotsko a déclaré qu'il avait fait appel à un conseiller juridique de la mine n° 9 parce qu'il «ne connaît pas les subtilités du droit», et qu'il avait engagé lui-même un avocat et l'équipe de sécurité privée.

L'équipe de direction de la mine n° 9 et Mykhailo Volynets, du syndicat des mineurs, ont exprimé leur frustration de ne pas avoir pu contacter le ministère au sujet de la crise. Volynets a même déposé une plainte officielle concernant la tentative de prise de contrôle par Trotsko. Il y voit un lien avec l'annonce par le gouvernement ukrainien d'un fonds de 2,5 milliards de hryvnias (6,7 millions d'euros) pour l'achat de charbon lors de la saison hivernale



1. Kateryna Semchuk est correspondante en Ukraine d'*Open Democracy* et rédactrice en chef de *Ukrainian Political Critique*. Thomas Rowley est rédacteur en chef d'*Open Democracy*.

qui risque de mettre à rude épreuve les systèmes de chauffage du pays.

UN AVENIR FRAGILE

Au début de son mandat, Volodymyr Zelensky, le président ukrainien, avait promis d'éradiquer la corruption dans le secteur du charbon. Les travailleurs de la mine n° 9 associent les récentes nominations à un possible retour de la corruption. La promesse que Zelensky avait donné aux travailleurs de la mine n° 9 était un espoir pour l'avenir, dit Yurkiv, ajoutant que les mineurs veulent reprendre le travail «à condition que [Trotsko] parte». Il a déclaré à *Open Democracy*: «Je n'essaie pas de m'accrocher à mon emploi – ce serait une fausse impression. Je veux que [la mine n° 9] reste à flot et, surtout, qu'elle fonctionne.» Selon lui, les cinq jours d'arrêt à la mine n° 9 ont coûté 1,5 million de hryvnias (environ 40 458 euros).

Ce n'est pas la première fois que Trotsko tente de prendre un poste de direction dans l'industrie du charbon en se heurtant à des résistances. Il y a trois ans, il a essayé de prendre un poste de directeur de Lvivuhillia, la société nationale du charbon de la région de Lviv, avec l'aide d'un avocat qui s'est rendu sur place. Il a échoué après que les travailleurs du charbon l'ont empêché d'entrer dans le bâtiment. Trotsko a déclaré au média local Bug qu'il avait gravi les échelons, passant d'électricien à directeur de la mine de Nadiya, dans la région de Lviv, et qu'il avait fait venir des agents de sécurité privés à la mine n° 9 de Novovolynsk «pour qu'aucune force physique» ne soit exercée contre lui. S'adressant à *Open Democracy*, il a déclaré qu'il avait apporté une copie de son ordre de nomination, signé par le ministre de l'énergie, le jour de son entrée en fonction – M. Yurkiv affirme qu'on ne lui a pas montré.

Trotsko affirme que les protestations à la mine n° 9 ont été fomentées par un «certain groupe de mineurs» pour qui un changement de direction signifierait la fin de leur emploi. «La plupart des travailleurs de la mine comprennent bien la situation, mais sont sous l'influence de leurs dirigeants», a déclaré Trotsko.

Selon le ministère de l'énergie, la mine n° 9 a presque épuisé ses réserves de charbon. La mine doit fermer en 2023 – et les employés s'inquiètent du fait que les changements de direction pourraient entraîner une fermeture plus rapide. Trotsko affirme qu'il a été nommé pour augmenter la rentabilité de la mine, et pour donner au ministère une raison d'annuler la fermeture de la mine. Andriy Syniuk, le directeur du département de l'industrie du charbon du ministère, a déclaré à *Open Democracy* que lui et son département «n'ont rien à voir» avec la situation de la mine n° 9.

Syniuk avait déjà accompagné un nouveau directeur proposé, Viktor Herashchenko, à Novovolynsk le 2 août – mais les travailleurs l'avaient bloqué à l'entrée de la mine.

Lorsqu'on lui a demandé si l'arrivée de nouveaux directeurs à la mine n° 9 était due à une décision des hauts responsables du ministère, M. Syniuk s'est refusé à tout commentaire. Cette fois, aucun représentant du ministère de l'énergie n'est arrivé aux côtés de Trotsko pour le présenter aux employés.

En fait, selon Pavlo Holota, directeur adjoint de la lutte contre la corruption de la mine n° 9, la direction de la mine n'avait pas été informée par le ministère de la nomination d'un nouveau directeur, même lors de la réunion matinale avec les fonctionnaires du ministère le 9 septembre. Les mineurs ont collectivement émis une motion de défiance contre Trotsko lors d'une assemblée générale le 9 septembre, en présence du nouveau directeur. En réponse, Trotsko

a convoqué la police pour porter plainte pour entrave à son travail.

Le siège de la police nationale dans la région de Volyn a déclaré à *Open Democracy* qu'une enquête avait été ouverte sur l'obstruction présumée contre l'activité commerciale à la mine n° 9. La mobilisation à la mine n° 9 n'est pas la seule protestation dans le secteur du charbon dans l'ouest de l'Ukraine pendant l'invasion du pays par la Russie.

Début septembre, les travailleurs de la mine de Nadiya, dans la région de Lviv, ont manifesté après

que Trotsko, qui travaillait dans cette mine depuis dix-sept ans, soit venu présenter une nouvelle nomination à la direction. En réponse, un groupe de six mineurs a refusé de remonter à la surface pendant trois jours.

OPENDEMOCRACY, 14 SEPTEMBRE 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat

Voir également, <https://laboursolidarity.org/fr/europe/n/7/les-mineurs-n039ont-pas-laisse-entrer-le-nouveau-directeur-dans-la-mine-n-9>

COMMENT L'AFFLUX D'UKRAINIENS RENFORCE LA LUTTE OUVRIÈRE EN POLOGNE



Les Ukrainiens commencent à protester contre la violation de leurs droits de travailleurs en Pologne. Ce mois-ci, une grève a eu lieu dans une usine de décorations de Noël de la ville polonaise de Gliwice. Selon Roman, 18 ans, qui y est employé, les travailleurs ukrainiens s'indignent depuis longtemps que l'employeur leur déduise de l'argent pour la pause déjeuner (en facturant 15,5 zlotys de l'heure pour toute la journée de travail, il leur a déduit la demi-heure de la pause déjeuner), alors que pour les Polonais de telles sanctions ne sont pas appliquées.

À première vue, les montants sont symboliques – les Ukrainiens n'ont perdu qu'environ 8 zlotys par jour (ce qui représente moins de 2 euros). Mais, dit Roman, les gens ont été scandalisés par la démarche discriminatoire de la direction. Les Ukrainiens ont donc refusé de travailler pendant deux jours :

Une vague de commandes est arrivée, l'entreprise fonctionne à plein régime, il y a beaucoup de travailleurs de chez nous là-bas. C'est pourquoi, la

direction a renoncé et a donné l'ordre de rembourser intégralement la journée de travail, y compris la pause. En même temps, selon lui, les conditions de travail dans les entreprises locales ne sont pas faciles.

« VOUS DEVEZ TRAVAILLER 10 À 15 HEURES PAR JOUR, ILS PAIENT DES MIETTES »

Il y a des équipes de douze et même de quinze heures, de nombreuses équipes de nuit. Tout est payé au même tarif – entre 15 et 16 zlotys de l'heure. Pour une journée, c'est 160 zlotys soit un peu plus de 30 euros. Environ 600 euros par mois, si vous travaillez avec deux jours de repos par semaine. Beaucoup, pour gagner plus, sont prêts à bosser pendant quinze heures, et le week-end, ils font des heures supplémentaires.

Les conditions difficiles et les salaires injustes provoquent de plus en plus de situations conflictuelles. Souvent, l'affaire débouche sur des grèves, comme à Gliwice.

Roman n'est arrivé que récemment en Pologne. La veille de son 18^e anniversaire, alors qu'il était encore «sortant¹», il est allé en Pologne pour travailler. «J'ai choisi Gliwice il y a longtemps. Beaucoup de gens de chez nous y travaillent – dans différentes usines. Certaines entreprises sont reliées entre elles par leurs propriétaires. Ainsi, au départ, nous sommes allés avec ma mère dans une usine de fabrication de produits en plastique, et elle y a été embauchée. Puis, le propriétaire m'a trouvé un emploi dans l'usine de décorations pour arbres de Noël. En même temps, la direction nous a aidés à obtenir le PESEL², à rédiger des demandes d'aide. Ce système fonctionne en permanence – il y a beaucoup de travailleurs ukrainiens, et ils en recrutent constamment de nouveaux.»

Selon Roman, l'employeur lui a fourni, ainsi qu'à sa mère, une chambre dans un foyer, pour laquelle ils doivent payer 300 zlotys par mois (environ 63 euros). Les conditions sont modestes (cuisine et salle de bains à l'étage, vieux meubles), mais c'est habitable. Pour un emploi à l'usine de décorations de sapins de Noël: 15,5 zlotys de l'heure (environ 3,30 euros). La mère de Roman s'est vu proposer moins à l'usine de produits en plastique – 15 zlotys de l'heure. En même temps, il y a les équipes de nuit pour lesquelles ils sont rémunérés au même salaire horaire. Les gens doivent travailler dix heures par jour. Mais beaucoup choisissent des quarts de quinze heures pour obtenir plus d'argent: «Si vous travaillez moins, vous ne gagnerez pas beaucoup – pour du pain et de l'eau.»

1. NdT: autorisé à sortir du pays car mineur.

2. NdT: «Système électronique universel pour l'enregistrement de la population». C'est un numéro d'identification unique attribué à chaque citoyen polonais dès qu'il est enregistré auprès des autorités officielles après sa naissance et à chaque étranger s'installant dans le pays pour y résider. Équivalent au numéro de Sécurité sociale en France, il est de fait obligatoire pour vivre en Pologne.

De nombreux réfugiés ukrainiens se plaignent des conditions de travail difficiles et des bas salaires. Qui ont même diminué depuis que le flux de nos compatriotes s'est déversé dans le pays. «Ils proposent généralement 8 zlotys de l'heure pour laver les vitres, alors qu'ils payaient auparavant 12 zlotys», s'indigne Tatiana, une habitante de la région de Kyiv, qui vit désormais près de Poznan. Il existe également des tarifs plus élevés, mais généralement pour les travailleurs qualifiés.

Par exemple, les mineurs ukrainiens sont invités dans l'industrie minière pour 6 000 zlotys par mois (1 260 euros), plus des primes, les mécaniciens d'une usine de voitures se voient offrir jusqu'à 30 zlotys de l'heure (6,20 euros), etc. Cependant, pour les personnes sans qualifications particulières et sans connaissance de la langue, les offres salariales sont très basses.

Voici des offres d'emploi à Gliwice pour nos réfugiés. «Travail pour femmes à Gliwice. Uniquement des équipes de jour, dix heures par jour, six jours par semaine. Entrepôt Fresh Logistics. Responsabilités du poste: inspection de l'intégrité des produits, étiquetage. Hébergement fourni.» Toujours sur la page Facebook «Gliwice. Annonces. Emplois en Pologne», il y a une annonce concernant le recrutement de personnes pour la production de mousse pressée. Ils promettent «la possibilité de faire des heures supplémentaires», c'est-à-dire de longues journées de travail pour gagner plus.

«Vous vivez comme du bétail – vous n'avez qu'un lit dans une chambre pour quatre, et vous n'y venez pas souvent. Vous bossez la journée, vous y passez la nuit et retournez au travail. Vous avez juste assez d'argent pour survivre. Beaucoup de gens ne pensent pas à déménager dans un appartement loué, même en rêve – où vous devez payer au moins 300 euros

par mois», raconte Galina qui travaille dans une usine près de Wrocław.

La première manifestation contre l'interdiction de sortie des hommes d'Ukraine a eu lieu le 21 septembre au poste de contrôle de Shegyni à la frontière avec la Pologne, dans la région de Lviv. Plusieurs dizaines d'étudiants inscrits dans des universités européennes ont été refoulés par les gardes-frontières ukrainiens: même en août, il était difficile de partir en raison du grand nombre de personnes fuyant la mobilisation de cette manière et tout un marché noir s'est développé sur eux. À partir du 14 septembre, la sortie pour ceux qui étudient à l'étranger a été fermée pour tout le monde, même pour ceux qui étaient entrés avant la guerre et étaient venus rendre visite à leurs proches pendant l'été, croyant les autorités qu'il n'y aurait pas d'obstacles. Les étudiants vont répéter ces actions. L'un d'entre eux a admis avoir pris d'assaut le poste de contrôle pour la huitième fois...



«LES POLONAIS LES CONSIDÈRENT COMME DES BRISEURS DE GRÈVE»

En outre, les migrants ukrainiens se plaignent d'être moins bien payés que les Polonais dans certaines entreprises pour des postes vacants similaires. «Ils peuvent travailler plus souvent dans les équipes de nuit, les week-ends, ce qui, bien sûr, ne plaît qu'à très peu de gens», confirme Roman. Jusqu'à récemment, les gens enduraient.

Il est intéressant de noter qu'il n'y a pas si longtemps, l'usine Opel locale a également connu une grève de l'ensemble du personnel. Ils protestaient contre les conditions de travail difficiles et les bas salaires. En même temps, comme le dit une certaine Olga, il est très difficile pour les Ukrainiens d'y travailler: «Tous les profils de postes faciles sont déjà pris par les Polonais. Je suis allée travailler là-bas une

journée, et c'est tout ce que j'ai eu. Et quand il y a eu une grève, la direction a dit aux manifestants: si vous ne voulez pas travailler dans de telles conditions, un Ukrainien viendra et fera le travail.» Pour cette raison, les travailleurs polonais considèrent souvent les Ukrainiens comme des briseurs de grève.

De plus, au cours des sept derniers mois, lorsque le flot de réfugiés ukrainiens s'est déversé en Pologne, les employeurs polonais ont encore aggravé les conditions de travail, croyant que nos compatriotes travailleraient dans n'importe quelles conditions, puisqu'ils n'ont pas d'autre choix.

Mais les Ukrainiens ont déjà appris la langue et commencent à défendre leurs intérêts. «Dans notre usine, où il y a plusieurs dizaines d'Ukrainiens, jusqu'à environ un tiers de l'équipe, les gens étaient indignés par le fait qu'on leur a facturé de l'argent pour la pause repas – ce n'est qu'une demi-heure par jour, et en argent c'est moins de 8 zlotys (1,65 euro), une misère. Mais rien n'était retiré aux travailleurs polonais. Ce qu'ils n'ont pas calculé, c'est que les nôtres ont considéré ça comme une discrimination. Ils l'ont dit une fois à la direction, deux fois. Et puis l'idée est simplement apparue de ne pas aller travailler. Nous avons décidé que personne ne serait licencié. Et ça a marché. Deux jours plus tard, un messenger de l'employeur est venu, nous a dit, revenez, ils ne vont plus calculer la pause. Je pense que la raison est que beaucoup de commandes venaient d'être reçues, et il est probable qu'il ne leur était pas possible de recruter rapidement de nouveaux travailleurs. C'est pourquoi ils nous ont fait des concessions», explique Roman.

D'un autre côté, les travailleurs affirment qu'en fait il existe de nombreux exemples de grèves sans résultat: les gens commencent à exprimer du mécontentement, et ils sont tout simplement mis à la porte. «En fait, ils sont souvent virés s'ils commencent à

critiquer. Ils disent: des gens comme vous, mais il y a la queue... Donc, les gens ont peur de parler ouvertement contre l'employeur. La question de la création de mini-syndicats ou d'une sorte de groupes d'initiative d'Ukrainiens dans les usines polonaises a été discutée et arrive aujourd'hui à maturité», explique Lilia, originaire de Kyiv, qui vit maintenant à Varsovie.

«LES RÉFUGIÉS SONT CONSIDÉRÉS COMME UNE MAIN-D'ŒUVRE BON MARCHÉ»

Les syndicats polonais confirment le problème croissant de l'exploitation des travailleurs ukrainiens. «Certains employeurs et agences de recrutement voient dans les 2 millions de réfugiés ukrainiens une main-d'œuvre bon marché et utilisent la guerre et la crise migratoire contre les migrants qui travaillent pour eux depuis longtemps», explique Ignacy Józwiak, expert au Centre de recherche sur les migrations et membre du syndicat Initiative des travailleurs (Inicjatywa Pracownicza¹).

Selon lui, les principaux problèmes des Ukrainiens en Pologne sont l'emploi sans contrat de travail, le travail illégal, les horaires de travail irréguliers, les arriérés de salaire et le refus des employeurs de payer les salaires. Il poursuit:

La violation des droits du travail des migrants – en général, et pas seulement pendant la guerre – est largement due au problème de la nature temporaire de leur statut. Pour travailler, ils ont besoin de visas et d'autres documents, et leur permis de séjour est souvent subordonné à un emploi, et leur emploi dépend de l'existence d'un lieu de résidence. Cela ouvre de nombreuses possibilités d'abus et laisse aux travailleurs une liberté de manœuvre limitée.

Et cela rend difficile de s'attacher à un lieu, d'établir des relations sociales plus profondes et de lutter pour leurs droits. Nous parlons de formes d'emploi précaires: contrats de mission ou contrats pour un travail spécifique au détriment des contrats de travail, emploi sans papiers (malgré des documents de résidence valides). Les employeurs engagent régulièrement des Ukrainiens au salaire minimum dans le cadre d'un accord verbal, et promettent de verser le reste de la rémunération «dans une enveloppe», en espèces. Il en résulte qu'ils ne versent pas la rémunération promise tout en exigeant en même temps qu'ils travaillent au-delà des huit heures légales. Parfois, c'est dix, douze heures par jour ou plus.

Pour s'assurer que les droits des travailleurs ukrainiens ne sont pas violés, explique M. Juzwiak, il faut accorder une attention particulière aux conditions de travail que les employeurs potentiels offrent aux nouveaux arrivants et aux conditions de vie:

Nous constatons déjà que les prix des loyers en Pologne augmentent. Les réfugiés d'Ukraine devraient avoir un logement et être en mesure de gagner de quoi payer un loyer. C'est un problème qui ne fera qu'empirer. Il arrive que les tarifs proposés, par exemple, pour le travail dans les soins aux personnes âgées et le nettoyage, soient inférieurs à ceux proposés en février de cette année, c'est-à-dire avant l'arrivée en masse des réfugiés en provenance d'Ukraine.

Selon Marlena Malong, ministre des affaires familiales et de la politique sociale, parmi les Ukrainiens qui ont obtenu un emploi, environ 25 % travaillent sous contrat de travail (*umowa o pracę*) et 73 % – sous contrat de mandat (*umowa zlecenie*). Des contrats de travail saisonnier sont également conclus.

«Mais la plupart du temps, tout le monde travaille sous contrat de mandat (ou de commande),

1. NdÉ: Inicjatywa Pracownicza, syndicat anarch-syndicaliste, membre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

c'est l'*umowa zlecenie*, sur lequel les employeurs eux-mêmes insistent. Les travailleurs qui en relèvent ne sont pas protégés socialement. Sous l'*umowa zlecenie*, ils peuvent travailler dix ou douze heures par jour et obtenir n'importe quel salaire, qui ne sera garanti par aucun minimum. Dans ce type de contrat, il n'y a pas de congés payés ni de congés de maladie payés. Sous le régime de l'*umowa zlecenie*, ils travaillent comme convenu et souvent "au noir", nous dit Marek Sierakowski, un représentant syndical de Varsovie¹.

«Autre problème: l'inspection nationale du travail informe à l'avance les employeurs de la date de l'inspection. Il n'y a aucune campagne d'information ni d'offres pour venir en aide aux travailleurs. C'est pourquoi il est si important de renforcer les droits des migrants en matière de travail», ajoute Olga Dobrowolska, avocate de l'Association d'intervention juridique de Varsovie, une ONG. Il importe de noter que le Syndicat intersectoriel des travailleurs ukrainiens est déjà actif en Pologne. Mais il est encore assez petit, bien que ses militants coopèrent avec les syndicats polonais et travaillent, en particulier, sur le problème des bas salaires des femmes.



LIBCOM.ORG

La version anglaise du texte a été publiée sur *Libcom.org*, sans doute envoyée par le groupe anarchiste Assemblée de Kharkiv, en Ukraine. La source originale, et un peu plus longue, est un article d'un journal ukrainien, *Strana* du 19 septembre 2022.

Traduction: voir site OCL



1. NdT: ce contrat de commande ou de mission n'a rien d'un contrat de travail, c'est un contrat de droit civil, de type commercial, entre un donneur d'ordre et un sous-traitant ou exécutant, entre un mandant et un mandataire, un acheteur de prestation et un vendeur. Il peut être écrit mais ce n'est pas obligatoire et donc rester purement verbal.

LA PAROLE À SOTSIALNIY RUKH

La conférence de Sotsialniy Rukh (communiqué)

La conférence annuelle du Mouvement Social s'est tenue à Kiyv. Cet événement, qui s'est tenu le 17 septembre, s'est déroulé en présence également d'une centaine de participants en ligne. La conférence a permis de renforcer les liens de solidarité entre la gauche, de conclure des travaux et de mettre à jour la composition des organes de direction.

En raison de l'invasion russe et de la crise économique en cours, l'année écoulée est devenue à juste titre l'une des périodes les plus actives de l'histoire de l'organisation. Ses efforts se sont concentrés sur l'opposition à l'impérialisme russe, sur les risques d'une néolibéralisation accélérée et sur les problèmes sociaux spécifiques du peuple.

À l'issue d'un vote, le conseil de Sotsialniy Rukh comprend: Vitaliy Dudin (président), Catherine Kostrova, Natalia Lomonosova, Victoria Pigul,

Alexander Skiba, Artem Tidva, Maxim Shumakov. La résolution «La guerre et l'avenir de l'Ukraine et du mouvement de gauche» a été adoptée [...]. Les salutations à la conférence ont été envoyées par des mouvements amis qui soutiennent en permanence les activités du Mouvement social, notamment: Razem (Pologne), Ogólnopolski Związek Zawodowy Inicjatywa Pracownicza (OZZ IP, Pologne), Ukraine Solidarity Campaign (Grande-Bretagne), le Réseau syndical international de solidarité et de luttes et les éditions Syllepse (France), SAP-Antikapitalisten / Gauche anticapitaliste (Belgique), Arguments pour la lutte sociale et Ensemble! (France), Another Europe is Possible (Grande-Bretagne), Ukraine-Solidaritet (Suède).

Merci à tous ceux qui se sont joints à nos travaux et qui continuent de se battre avec nous!

LA GUERRE ET L'AVENIR DE L'UKRAINE ET DE LA GAUCHE

RÉSOLUTION

Le peuple ukrainien traverse des épreuves difficiles, mais il a prouvé sa capacité à se battre pour le droit de décider de son destin et sa détermination à protéger son pays et à mettre fin au plus vite à la guerre déclenchée par la Russie. Les dirigeants et les représentants de l'idéologie fondamentaliste du marché, ainsi que les grandes entreprises, promeuvent un modèle économique axé sur le bien-être de la minorité au détriment du bien-être de la majorité,

où les travailleurs sont complètement subordonnés à la volonté de l'employeur, et les fonctions sociales et réglementaires de l'État sont abolies au nom des «besoins des entreprises», de la «concurrence» et du «marché libre».

Notre pays mérite une nouvelle société après la guerre, où la priorité sera le travail décent, un système fiable de protection sociale, une éducation abordable, un logement et des soins de santé abordables. Les Ukrainiens ont déjà vu à quel point les entreprises avec une forme de propriété différente,



comme la société d'État Ukrzaliznytsia [chemins de fer ukrainiens], peuvent être efficaces pour la survie, et ont également ressenti à quel point il peut être difficile de refuser de réglementer les prix de la nourriture, du logement et du carburant.

Un parti est nécessaire pour la réalisation d'une vision alternative de l'Ukraine – une Ukraine démocratique, sociale et socialiste. Un tel parti protégera et ralliera la classe ouvrière et plus généralement les défavorisés, qui n'ont actuellement aucune représentation politique et sont constamment opprimés. Un tel parti doit protéger la majorité de la population active contre les diktats des employeurs.

Le but ultime d'une telle force politique doit être l'émancipation de l'homme et la démocratisation radicale de la vie économique, politique, nationale et sociale. Un tel parti préconisera le transfert du pouvoir de l'économie des propriétaires privés et de la direction des entreprises aux collectifs de travail et aux communautés. La prise de décisions dans l'économie et la répartition des avantages économiques doivent aller dans le sens de l'intérêt de l'ensemble de la société et non de ceux qui détiennent le capital. Pour cela, l'économie doit être construite sur la base de la propriété publique et non privée.



Avec le déclenchement de la guerre, les oligarques et autres grands capitalistes ont fui le pays, et c'est le peuple, y compris les travailleurs organisés qui représentent la plus grande partie de la société civile, qui a défendu le pays. Malheureusement, malgré le fait que les travailleurs constituent le noyau de la résistance ukrainienne à l'impérialisme russe, les autorités continuent de faire passer des lois pour limiter leur implication dans la prise de décision, provoquant ainsi de nouveaux conflits sociaux, sapant les capacités de défense et empiétant sur les droits démocratiques de la majorité afin de protéger la minorité au pouvoir. Les décisions antisociales des autorités sont fondées sur une nécessité apparemment militaire, même si, dans la pratique, la plupart des exemples efficaces d'économie de guerre dans le monde sont fondés sur les principes de l'État-providence et du dialogue social.

La guerre a conduit à de nouvelles formes d'auto-organisation et de politique populaire. La mobilisation du peuple sur la base de la guerre de libération nationale a renforcé le sentiment d'implication populaire dans une cause commune et la conscience que c'est grâce aux gens ordinaires, et non aux oligarques ou aux entreprises, que ce pays existe. La guerre a radicalement changé la vie sociale et politique en Ukraine, et nous ne devons pas permettre la destruction de ces nouvelles formes d'organisation sociale, mais les développer.

Un signe positif pour nous a été le large soutien à la demande d'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine, qui a conduit à son gel, et le soutien des plus grands syndicats et partis de gauche démocratiques du monde à la demande de fourniture d'armes à l'Ukraine et à la lutte contre les lois anti-travail.

Le temps est venu pour un changement dans la politique ukrainienne. Nous appelons à la création

d'un nouveau parti de masse, non oligarchique, qui représentera le travail organisé et les mouvements populaires et démocratiques, unis autour d'un projet radical de transformation de la société sur la base de la libération globale, en faveur de la propriété publique et de la démocratie.

Jusqu'à récemment, de nombreuses personnes dans le monde sous-estimaient l'État ukrainien et ne prenait pas en compte la subjectivité du peuple ukrainien. Maintenant que le peuple ukrainien, dans toute sa diversité linguistique, ethnique et culturelle, s'est uni pour prouver, les armes à la main, son droit de décider de son destin par ses propres formes d'auto-organisation, il est temps d'expliquer à nos élites commerciales et politiques que ce ne sont pas eux, mais les travailleurs, et le peuple ukrainien qui doivent décider de comment développer l'Ukraine.

Le Mouvement social estime dans cet objectif que les priorités dans la lutte doivent être les suivantes.



1. Victoire complète et sécurité de l'Ukraine.

L'armée russe doit être vaincue en Ukraine – c'est une condition préalable au développement démocratique et social de notre pays et du monde entier.

La préservation de l'indépendance et de la démocratie passera avant tout par le développement de son propre potentiel de défense. Sur cette base, un nouveau système de sécurité internationale doit être construit pour contrer efficacement toute manifestation d'agression impérialiste dans le monde. L'Ukraine a besoin d'un programme de reconstruction de ses moyens de production industrielle et de son industrie de défense à forte intensité scientifique et des industries connexes.

2. Reconstruction socialement orientée de l'Ukraine.

Les forces néolibérales tentent d'imposer leur vision d'une Ukraine d'après-guerre – une Ukraine détenue par les grandes entreprises, et non par son

peuple, sans protection ni garanties sociales. Nous estimons qu'il est nécessaire de défendre une reconstruction qui mettra l'accent sur le développement du niveau de vie de la majorité de la population, le développement des infrastructures sociales et des garanties économiques. La reconstruction doit être écologique, sociale, décentralisée et démocratique, inclusive et féministe.

En particulier, la nationalisation des entreprises clés sous contrôle ouvrier et public est nécessaire. Introduction de l'ouverture des livres de comptes dans toutes les entreprises, quelle que soit la forme de propriété et d'implication des salariés dans leur gestion, création d'organes et de comités élus séparés pour la réalisation de ce droit. Taxation des systèmes de corruption sur les bénéfices de l'exportation de minerai de fer, de métaux et de produits agricoles. Introduction de la fiscalité progressive pour financer le secteur social et le développement économique. Introduction d'éléments de planification indicative et directe pour un développement structuré, stable et plus complet de l'économie.

Les secrets commerciaux doivent être abolis. Il ne peut y avoir qu'un seul secret en Ukraine – le secret militaire, dont l'accès est réglementé par l'État, toutes les autres informations sur les activités des entreprises, des organisations et des organes de l'État doivent être transparentes pour tous les citoyens.

Vaincre le mobbing [harcèlement moral] et le harcèlement au travail. Refuges pour les victimes de violences domestiques. Combattre les violences basées sur le genre, lutter pour des conditions de vie sûres et stables pour les femmes, les personnes trans et les personnes non binaires. Assurer l'égalité dans l'armée et la production. Renforcer la charge pour les crimes de haine. Accroître la représentation de tous les groupes sociaux dans les instances.

3. Démocratisation sociale.

Démocratisation à tous les niveaux de la vie, suppression de l'influence de l'argent et des grandes entreprises sur la politique, renforcement de la représentation et de l'importance des syndicats, des minorités nationales et des communautés, et leur implication complète dans la prise de décisions. Les propriétaires de capitaux importants et les personnalités financées par ceux-ci ne peuvent pas être membres des organes représentatifs et ni occuper des postes dans les services de l'État et des municipalités.

La guerre crée la nécessité de restreindre certains droits et libertés pour protéger l'indépendance et la démocratie. Cependant, nous devons exiger une justification claire de ces restrictions, afin qu'elles ne soient pas des abus de pouvoir là où il n'y a pas de nécessité militaire.

Pour assurer la sécurité et l'ordre public, il est nécessaire d'impliquer directement les représentants des collectivités locales, en particulier les unités de défense territoriale, dont les activités doivent être réglementées de manière démocratique et transparente dans l'intérêt de la communauté.

Protection des droits du travail au niveau des meilleures normes des pays européens, limitation de la durée de la journée de travail et adoption de la loi sur les inspections du travail.

Transformation de la politique migratoire dans le but de simplifier l'enregistrement des motifs légaux de résidence et dans le but de bannir le traitement digne des étrangers.

Logements sociaux abordables et économes en énergie, protection des droits des locataires, baisses des loyers, développement des infrastructures urbaines, des villes plus vertes. Extension de l'autonomie des autorités municipales, introduction d'éléments de démocratie directe. Développement des

transports publics et restriction des transports privés dans la ville.

Développement du mouvement étudiant et de son autonomie.

Implication des usages de l'éducation dans le processus de prise de décision dans les universités et autres lieux d'études.

Développement d'un réseau de syndicats étudiants indépendants.

Préservation et développement du système de santé ukrainien. Abandon des réformes fondées sur les principes de concurrence et de marchandisation, plutôt que sur la disponibilité et la qualité des services. Financement accru et modernisation de la médecine, salaires stables et décents pour les travailleurs hommes et femme dans ce domaine. Libre accès aux médicaments, stop à la commercialisation des médicaments.

4. Originalité et inclusivité

La nouvelle identité ukrainienne qui est en train de naître sous nos yeux est multiethnique et multiculturelle, car la majorité des Ukrainiens qui défendent actuellement notre État sont au moins bilingues. Le multilinguisme et la diversité de la culture nationale ukrainienne doivent être préservés et développés, en accordant une attention particulière au développement de la langue ukrainienne en tant que moyen universel d'échange et de production de connaissances dans tous les domaines de la vie sociale, de la culture, de la science et de la technologie. L'ensemble du patrimoine culturel de l'humanité ne devrait pas seulement être disponible en langue ukrainienne. Il doit produire des œuvres littéraires et artistiques, des connaissances scientifiques et techniques de classe mondiale.

Il est nécessaire d'assurer le développement de la culture et de la langue ukrainiennes dans toute

leur diversité, une ukrainisation socialement orientée basée sur un financement public décent et compétent de l'éducation, de l'édition de livres, de la vulgarisation scientifique, des festivals, des projets culturels, du cinéma, etc.

L'influence de la langue ukrainienne dans tous les domaines de la connaissance devrait être entretenue afin d'empêcher son remplacement par des langues internationales plus largement utilisées. Heureusement, la langue ukrainienne n'est pas seulement la langue de notre histoire, mais elle est aussi la langue de la science, de la technologie, de la production et de la défense modernes. La renaissance nationale de l'Ukraine est impossible sans le développement global de toutes les sphères de la vie sociale, y compris les sphères de la production de haute technologie, de l'ingénierie et de la recherche fondamentale.

Implication des minorités nationales dans la vie politique et garantie de leurs droits culturels, développement permanent et protection des cultures comptant moins de locuteurs. Lutte pour les politiques de libération et d'indigénisation de tous les peuples d'Ukraine – implication de leurs communautés dans la formation de leurs organes représentatifs avec une réelle influence politique et financement de leurs institutions culturelles et le développement de leur langue avec une compensation significative en raison de l'absence de leur propre État national.

5. Solidarité internationale contre l'impérialisme et la catastrophe climatique.

Bien que l'Ukraine soit le plus grand pays du continent européen, elle est rejetée à la périphérie de la politique régionale, sans influence sur les prises de décision, elle est réduite à un marché commercial des États européens.

La croissance des contradictions entre les centres d'accumulation du capital dans le système capitaliste mondial ne s'arrêtera pas même après la destruction complète du pouvoir impérialiste russe. La gauche en Europe et dans le monde a souvent été impuissante et désorientée face à l'agression russe en Ukraine. Si le mouvement socialiste international ne réalise pas les erreurs qu'il a commises et ne peut pas construire une nouvelle interaction et coordination véritablement internationalistes, nous n'avons tout simplement aucune chance d'empêcher le développement de la confrontation inter-impérialiste dans l'avenir.

La catastrophe climatique qui se déroule sous nos yeux nécessite une action urgente. L'humanité doit mobiliser des ressources pour l'abandon immédiat et complet des hydrocarbures. L'abandon total du pétrole et du gaz naturel russes doit s'accompagner du développement des énergies renouvelables, mais aussi de l'énergie nucléaire, dont l'humanité ne peut plus se passer aujourd'hui. Tous les transports doivent être convertis à la traction électrique dès que possible. Dans le même temps, l'accent devrait être mis sur le développement des transports publics, non privés, et alimentés par batterie. Il est nécessaire de développer et de mettre en œuvre au maximum les technologies de chauffage électrique à l'aide de pompes à chaleur. Réduire la quantité de bois utilisée et prendre des mesures pour protéger les forêts.

En général, une révision radicale des relations humain-nature, la régulation environnementale des entreprises, l'abandon des principes de développement illimité vers un développement durable à orientation écologique est nécessaire. Financement important de mesures d'amélioration de l'état de l'environnement et de lutte contre la catastrophe climatique.



6. Le monde est libre pour la créativité et l'acquisition de connaissances.

L'accès au savoir doit être libre et gratuit pour toute personne. Chaque personne doit bénéficier des conditions les plus favorables pour apprendre et réaliser ses propres intérêts de création et de recherche. Le système de privatisation des droits de propriété intellectuelle devra être complètement aboli et remplacé par un système public de droit d'auteurs, de reconnaissance sociale et de rémunération des créateurs, et non celui des marchands qui s'approprient les œuvres d'autrui. Une éducation de masse de qualité devra

être développée en utilisant à la fois des méthodes traditionnelles et en ligne, en réduisant la taille des classes. Enseignement supérieur gratuit pour tous. Interdiction de l'enseignement privé et investissement dans l'enseignement public. Élargissement de la portée des travaux de recherche et de conception, en particulier dans les secteurs techniques et de la défense.

Protégeons la victoire du peuple ukrainien de sa privatisation par les oligarques!

Traduction Patrick Le Tréhondat

TROIS FÉMINISTES DE SOTSYALNYI RUKH

En mai, trois membres de Workers' Liberty se sont rendus à Lviv pour rencontrer des membres de Sotsyalnyi Rukh et d'autres militants de gauche. Elle s'est entretenue avec Brie (Kateryna Kostrova) et avec Yana.

Assis à l'extérieur d'un café dans une rue pavée pittoresque, nous avons rencontré Brie, une militante féministe et membre de Sotsyalnyi Rukh (Mouvement social). Le Mouvement social est une tendance anticapitaliste et antistalinienne qui a émergé des manifestations de Maïdan de 2013-2014 comme une alternative de gauche aux principaux mouvements nationalistes. Cette organisation a une orientation tournée vers le mouvement ouvrier, ainsi qu'une implication dans divers mouvements sociaux autour des droits des LGBT, du féminisme et de l'environnement – globalement, une perspective similaire à la nôtre.

Brie était anarchiste lorsqu'elle était à l'université, et a fait partie de divers cercles féministes, avant de

rejoindre le Mouvement social. «J'ai décidé que je voulais changer le monde maintenant, dit-elle, et cela signifiait s'impliquer dans le mouvement ouvrier, pas seulement lire des livres et faire des actions de rue occasionnelles, comme le fait le mouvement anarchiste ici.» Bien qu'elle soit engagée dans le Mouvement social, elle raconte également une histoire qui sera familière à de nombreuses féministes socialistes ayant affaire à des groupes dominés par les hommes. «J'étais peut-être la seule femme de l'organisation. Il est difficile de travailler avec certains hommes, car ils n'écoutent pas les femmes, même dans les organisations de gauche. Alors quand je suis arrivée, j'ai voulu changer les choses.»

UN MOUVEMENT EN PLEINE EXPANSION

«Le mouvement féministe s'est beaucoup renforcé ces dernières années, explique Brie. Je me suis engagée en 2016, environ cinq ans après son lancement,

et nous étions encore vraiment petits à l'époque, avec seulement des organisations de base et peut-être deux ou trois sections actives.» Comme dans de nombreux pays d'Europe de l'Est, le mouvement féministe ukrainien s'est considérablement développé dans la seconde moitié des années 2010, les mobilisations de rue jouant un rôle important. «Nous avons développé une coalition de différentes organisations, et nous pouvions parler, discuter et organiser des projets et des manifestations ensemble.» En plus de son travail plus large au sein du mouvement féministe, Brie a organisé une série de campagnes et de projets éducatifs autour de la violence sexuelle dans les universités.

Yana Wolf est devenue féministe à l'âge de 15 ans en s'informant sur internet avant d'entrer à l'université et de participer à un «Femcamp» d'été. Elle a aidé à fonder Bilkis¹, une initiative de féministes de gauche de Karkhiv, la deuxième plus grande ville d'Ukraine, située dans le nord-est du pays. «Il me semble que ces dernières années, le mouvement féministe en Ukraine est devenu plus visible et plus fort, dit-elle. Il y a eu de nombreuses initiatives différentes visant à impliquer les jeunes dans le féminisme et l'activisme.» Au sein de ce mouvement en pleine expansion, des débats et des divisions idéologiques sont apparus. «Les principaux conflits portaient sur la politique trans, la relation du féminisme au néolibéralisme et la question de savoir si le féminisme était une sous-culture ou un mouvement politique.»

Brie décrit comment, en 2018, des féministes de gauche ont été exclues de la manifestation de la Journée des femmes du 8 Mars lorsqu'elles ont commencé à soulever les questions de racisme

anti-Roms. «Une personne rom avait été tuée cette année-là par des néonazis, et il y avait eu beaucoup d'attaques contre des camps roms, dit-elle. Nous avons également découvert que certaines femmes roms étaient stérilisées pendant l'accouchement sans leur consentement, sous anesthésie générale, et nous avons donc voulu en parler. Les ONG qui étaient les organisatrices officielles ont dit que ces sujets ne correspondaient pas à la "scène ukrainienne" et que nous devrions plutôt faire comme les marches aux États-Unis. Ils ont créé une marque, avec des tasses, des t-shirts et un logo, et ont renommé la manifestation. Nous avons été complètement écartées.»

LA GUERRE CHANGE TOUT

Le développement du mouvement féministe, et les conflits idéologiques qui le traversent, ont été mis en suspens d'abord par la pandémie, puis par la guerre. Depuis que la guerre a éclaté, dit Brie, il s'agit beaucoup plus de répondre aux besoins fondamentaux des gens. «Nous avons décidé d'orienter tous nos financements vers l'aide humanitaire, explique-t-elle. Donc maintenant, nous essayons de fournir des ressources aux femmes de l'est et du sud de l'Ukraine, des serviettes et des tampons. Des «boîtes à règles», comme on les appelle. Et nous avons également décidé d'aider les personnes souffrant de problèmes de santé mentale, dont la plupart sont des femmes, qui ne reçoivent pas leurs médicaments en raison des pénuries d'approvisionnement.»

Yana dresse un tableau similaire: «Absolument toutes les organisations et initiatives féministes que je connais, depuis le début de la guerre, ont commencé à s'occuper des questions humanitaires: l'approvisionnement en nourriture et en médicaments, le logement, la garde des enfants, ainsi que le travail



1. NdT : sur ce groupe féministe, voir *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 10.

avec les personnes déplacées à l'intérieur du pays.» Elle a elle-même été déplacée à l'intérieur du pays, ayant fui Kharkiv pour Lviv lorsque les combats ont éclaté.

Pour Katya Gritseva, une autre militante féministe du Mouvement social, le rôle que jouent les organisations féministes en temps de guerre est inestimable. «À Lviv, les groupes féministes ont commencé à s'occuper des femmes âgées et à proposer des garderies gratuites, des activités éducatives et des groupes de soutien psychologique. Elles tissent des filets de camouflage, font du bénévolat dans les refuges et les sites de distribution de réfugiés, et combattent dans les rangs de la défense territoriale et des forces armées ukrainiennes.»

Katya est originaire de Marioupol, dans l'est de l'Ukraine, et sa famille est maintenant coincée dans le territoire russe occupé. Elle a peu de contacts avec eux, mais les détails qu'elle obtient sont sinistres. «La ville déborde de cadavres en décomposition», dit-elle. «Ma famille a eu la chance de pouvoir déménager. Notre maison a brûlé, et maintenant ils vivent dans un village près de la ville, avec des gens qu'ils se protégeant des bombes dans les caves.»

L'UNIFORME DONNE UN SENTIMENT D'IMPUNITÉ

Les violences sexistes et les viols sont fréquents pendant la guerre. «Par-dessus tout, je crains pour la sécurité et l'état mental de ma jeune sœur, dit Katya, dont la famille se trouve à Marioupol. L'armée russe utilise la violence contre les femmes et les enfants comme une arme pour saper le moral et détruire les victimes émotionnellement et physiquement. On entend souvent parler de viols de jeunes filles dans les territoires occupés, et il y a déjà arrivé que des

soldats russes aient embêté ma jeune sœur. Mais, heureusement, rien de terrible n'est arrivé jusqu'à présent. Les femmes et les enfants courent un risque important chaque fois qu'ils sortent de chez eux.»

Depuis des mois, les enquêteurs documentent des dizaines de milliers de crimes de guerre commis par l'armée russe. Tous les rapports fiables établis sur la ligne de front s'accordent à dire que les violences sexuelles sont perpétrées de façon répétée par l'armée d'occupation. «Les armes et les uniformes militaires donnent souvent un sentiment d'impunité, explique Yana Wolf, Le risque de violences physiques et sexuelles contre les femmes par les hommes a augmenté.»

En apparence, le contexte de la guerre a permis de surmonter certaines des divisions de la société ukrainienne, mais il a également exacerbé les oppressions et introduit un nouveau niveau de violence dans la société. Un esprit de solidarité a permis à certains Ukrainiens de combattre côte à côte avec des personnes qu'ils considéraient autrefois comme inférieures, mais cela est loin d'avoir résolu le racisme brutal auquel est confrontée la communauté rom. Les organisations féministes sont devenues visibles dans l'effort humanitaire national, et quelque 15 % des effectifs l'armée ukrainienne sont composés de femmes. Mais la guerre a également libéré les pires aspects de l'hypermasculinité, et ces mêmes organisations féministes doivent faire face à une forte augmentation des cas de violence domestique.

Et après la guerre, les hommes ukrainiens reviendront du front. «La militarisation de la société entraîne toujours une vague de sentiments conservateurs, affirme Yana. Je pense que la guerre aura des conséquences très graves à plus long terme: le syndrome de stress post-traumatique chez les militaires, les niveaux élevés de trafic d'armes, ce sont

des facteurs de risque pour une augmentation de la violence contre les femmes.»

UN ÉTAT D'EXCEPTION

Alors qu'une grande partie de la gauche et du mouvement féministe soutient l'effort de guerre, les choses sont compliquées par l'insistance du gouvernement ukrainien à utiliser la guerre pour réprimer la gauche et le mouvement ouvrier. En vertu de la loi de «décommunisation» de 2015, qui a été vivement critiquée par l'Union européenne, un certain nombre d'organisations communistes étaient déjà interdites de se présenter aux élections. Mais en mars de cette année, Volodymyr Zelensky a suspendu onze autres partis, en invoquant leurs liens supposés avec la Russie.

«Le gouvernement utilise sans aucun doute la loi pour qu'il soit plus difficile d'être un militant de gauche», déclare Brie. L'état d'exception créé par la guerre est exploité à des fins autoritaires. «La police a maintenant beaucoup plus de droits, ajoute Brie, on a l'impression que chaque jour, de nouveaux pouvoirs leur sont accordés. Ils peuvent désormais arrêter des gens sans expliquer pourquoi afin de les interroger, et ils peuvent entrer chez les gens beaucoup plus facilement et sans témoins.»

Sur le marché du travail, un processus similaire est en cours. La loi 5371, qui a été adoptée par le parlement ukrainien en juillet, libère tous les employés des petites et moyennes entreprises des protections du droit du travail, soit au total 70 % de la main-d'œuvre globale. Elle s'ajoute à une loi adoptée en mars de cette année, qui donne à tous les employeurs le droit de suspendre l'emploi, c'est-à-dire de suspendre le travail et les salaires sans licencier techniquement un employé. Alors que des millions d'Ukrainiens sont déplacés à l'intérieur du pays, ils

se retrouvent à la merci d'un marché du travail largement déréglementé, ainsi que d'une crise du logement qui a permis aux propriétaires de tirer profit de la hausse des loyers.

Tôt ou tard, la lutte de classe et la question politique reprendront leurs droits en Ukraine. Il y aura des luttes pour les salaires, le logement et la justice sociale, et il y aura aussi une lutte pour la libération des femmes et pour une société libérée du sexisme et de la violence sexuelle. Dans cette situation, il y aura un besoin urgent d'une gauche radicale et progressiste qui puisse rassembler ces luttes. Le Mouvement social fera sans aucun doute partie de cette gauche, et le rôle de féministes comme Brie, Yana et Katya sera déterminant.

WORKERS'LIBERTY, 13 SEPTEMBRE 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat



JUIFS D'UKRAINE

LA COMMUNAUTÉ JUIVE UKRAINIENNE ET LA GUERRE

VYACHESLAV LIKHACHEV¹

LE GÉNÉRAL ET LE SPÉCIFIQUE

La communauté juive est une partie intégrante et organique de la nation politique ukrainienne multiculturelle. Avec le début de l'invasion russe à grande échelle, les Juifs ukrainiens ont été des victimes de la guerre, des personnes déplacées à l'intérieur du pays, des réfugiés, des volontaires, des soldats, des héros de la résistance, comme tous les autres citoyens de leur pays. La Russie cherche à soumettre ou à tuer (ou les deux) les Juifs ukrainiens non pas parce qu'ils sont Juifs, mais parce qu'ils sont ukrainiens.



Dans la confrontation actuelle, les questions d'ethnicité, de religion et de langue de communication quotidienne passent au second plan. Il est peu probable que ses origines juives (et son éducation dans une famille russophone) aient eu un quelconque effet sur le comportement politique du président ukrainien Volodymyr Zelenski, qui a fait preuve d'une détermination et d'un courage qui lui ont valu le respect du monde entier. Face au défi de survie de la nation, la seule chose qui compte vraiment est le choix de l'identité civique. Le violent «plébiscite quotidien» informel, auquel tout le pays participe depuis le 24 février, démontre de manière éloquente que les Juifs, comme la majorité de la population, s'associent

clairement à la nation civique ukrainienne, à ses symboles politiques, à la souveraineté de son État et à son intégrité territoriale.

Dans ce contexte, il n'est peut-être pas tout à fait juste de se concentrer spécifiquement sur la situation de la communauté juive en Ukraine. Les Juifs ne souffrent pas plus que tous les Ukrainiens et ne font pas preuve de moins d'héroïsme que les autres.

Cependant, il existe encore quelques particularités. Il existe une mémoire historique particulière qui apporte certainement des nuances quant à la perception de ce qui se passe. La vie de chaque personne est unique et inestimable, mais on ressent une douleur et une amertume particulières lorsqu'on apprend qu'un ancien prisonnier d'un camp de concentration nazi est mort dans le bombardement de Kharkiv, et qu'une femme respectable, qui avait caché des Juifs pendant l'occupation nazie, est morte dans la prise de Marioupol. Un infernal symbolisme a résonné dans les attaques à la roquette russes sur Babi Yar à Kyiv et Drobitsky Yar de Kharkiv, sites des fusillades massives de Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Le mémorial de l'Holocauste en ruine, situé dans la banlieue de Kharkiv, est devenu l'un des symboles visuels reconnaissables de l'agression russe, au même titre qu'un immeuble d'habitation endommagé par une bombe à Borodyanka ou le théâtre de Marioupol.

Ce ne sont pas seulement les émotions qui ajoutent une spécificité à la perception «juive» de la guerre. Il existe également des caractéristiques objectives qui distinguent la situation de la communauté juive de

1. Vyacheslav Likhachev est chercheur, spécialiste de la communauté juive et défenseur des droits humains. Il est l'auteur de plusieurs livres sur l'antisémitisme, les crimes de haine et l'extrême droite dans les pays post-soviétiques. Depuis le début de l'agression russe en 2014, il travaille sur la documentation des violations du droit international humanitaire.

celles de la société dans son ensemble. Je vais essayer de les analyser brièvement.

PERTES

La fin de la guerre est terriblement lointaine, et il est encore difficile d'imaginer l'ampleur des dégâts qui résulteront de la folie du chef du Kremlin. L'économie ukrainienne, même si elle est inévitablement différente de celle d'avant la guerre, sera reconstruite sur plusieurs années (ou plutôt décennies) avec l'aide de la communauté internationale. Les villes détruites peuvent être reconstruites – nous espérons tous qu'elles seront encore plus belles et plus confortables qu'auparavant pour une vie épanouie.

Parmi les infrastructures ukrainiennes endommagées pendant la guerre figurent d'importantes installations de la communauté juive. Alors que la synagogue de Kharkiv, qui a souffert des bombardements, peut être restaurée avec relativement peu de travaux, l'ancienne synagogue et le nouveau centre communautaire de Marioupol sont complètement détruits et ne peuvent être reconstruits (et le sud de l'Ukraine doit d'abord être libéré des occupants). Les synagogues ont été endommagées par des tirs de roquettes non seulement dans les villes de la ligne de front, mais aussi à Chortkov, dans la région de Ternopil, à l'ouest du pays, à une centaine de kilomètres de la zone de combat. Les missiles et les obus russes ont fait des ravages dans les cimetières juifs des régions de Kyiv, d'Odessa et de Soumy. Pour la tradition religieuse juive, qui est extrêmement respectueuse de ses morts, c'est extrêmement douloureux. Mais nous devons admettre que, dans l'ensemble, aucun dommage vraiment irréparable n'a été causé au patrimoine culturel matériel juif.

Mais outre les dommages causés aux infrastructures et au patrimoine culturel, la communauté juive

d'Ukraine subit également des pertes irréparables. Avant tout, bien sûr, il y a les vies humaines détruites et mutilées, que personne ne pourra jamais voir revenir. Mais au-delà de cela, il y a les pertes pour la société dans son ensemble, et pour la communauté juive en tant que collectivité également.

L'offensive militaire a contraint des millions d'Ukrainiens à fuir leurs foyers. Les Juifs ukrainiens, comme tous les autres citoyens du pays, ont été plongés dans ce flux à grande échelle de déplacements forcés à l'intérieur du pays et de fuite à l'étranger. Des camps ont été mis en place dans les pays voisins avec le soutien de l'agence juive Sokhnut et d'autres organisations pour fournir aux réfugiés l'assistance nécessaire – et ensuite les emmener en Israël.

Cependant, il y a une grande différence entre les Juifs et les autres réfugiés ukrainiens à l'étranger. Contrairement aux autres Ukrainiens, les Juifs ont un État qui est prêt non seulement à les aider et à les accepter immédiatement, mais aussi à leur donner la citoyenneté. Les exigences en matière de documents d'identité et de rapatriement ont été simplifiées et le processus de délivrance des passeports israéliens a été accéléré. Les services de l'État israélien s'efforcent de soutenir les nouveaux immigrants («olim», comme on les appelle en hébreu), qui ont souvent tout perdu dans leur pays d'origine, et de les intégrer dans la société israélienne.

Plus de 15 000 personnes originaires d'Ukraine ont profité de cette opportunité et ont été accueillies en Israël au cours des seuls deux premiers mois et demi de la guerre (malheureusement, je ne dispose pas de données plus récentes). Si l'on considère que le dernier recensement a enregistré il y a un peu plus de 100 000 Juifs en Ukraine, il s'agit d'un pourcentage significatif (même si l'on considère que le recensement a été effectué il y a plus de vingt ans, et que

depuis lors, compte tenu des tendances démographiques évidentes, ce nombre n'a fait que diminuer).

Bien entendu, tous les réfugiés ukrainiens ne retourneront pas en Ukraine depuis les pays qui leur ont offert un abri temporaire. Certains n'ont nulle part où revenir – leur maison a été détruite. Certains ne voient pas l'intérêt d'attendre, pendant une durée inconnue, la fin des combats dans leur région. Si la maison de quelqu'un est occupée, qui sait quand et comment la guerre se terminera et s'il pourra un jour revenir? Même si les combats se terminent maintenant, la Russie en tant que menace existentielle ne va pas disparaître. Pendant ce temps, la vie continue comme d'habitude, les enfants ont été scolarisés dans de nouvelles écoles en septembre, les gens apprennent des langues et trouvent des emplois, c'est normal.



Pourtant, la grande majorité des Ukrainiens vivent dans l'espoir d'un retour.

Les nouveaux rapatriés d'Ukraine en Israël se trouvent dans une position fondamentalement différente. Leur nouvelle patrie est en passe de devenir leur nouvelle maison pour toujours. Que Dieu accorde à ces personnes une intégration réussie dans la société israélienne et tous nos vœux de réussite. Pour cette population, il s'agit évidemment de la meilleure option possible dans les circonstances actuelles. Mais il est d'ores et déjà clair que la communauté juive ukrainienne a subi, du fait de l'émigration due à la guerre, une perte disproportionnée par rapport à la société ukrainienne dans son ensemble.

Exodus. Ce mot peut être utilisé pour décrire ce qui se passe actuellement dans la communauté juive ukrainienne. En effet, l'ampleur de l'émigration juive d'Ukraine a pris un caractère qui rappelle l'époque de l'effondrement de l'Union soviétique. À cette époque, une vague d'émigration vers Israël,

l'Allemagne et les États-Unis avait déjà chassé un nombre important de Juifs d'Ukraine. Ce phénomène est entré dans l'histoire du judaïsme sous le nom de Grande Aliyah (aliyah est le terme hébreu pour l'immigration en Israël). Mais ce qui se passe aujourd'hui présente de nombreuses différences avec le processus d'il y a trente ans. Contrairement à la génération de leurs parents qui rêvaient de fuir l'Union soviétique, les milliers de Juifs ukrainiens qui font leur aliyah aujourd'hui n'avaient aucun désir d'émigrer il y a encore six mois. Et à l'époque, la taille de la communauté dans le «pays d'origine» [l'URSS] était encore importante, même après que la vague d'émigration se soit calmée.

Aujourd'hui, elle s'est réduite à un minimum critique. Dans de nombreuses villes, même relativement grandes, après la guerre [Seconde Guerre mondiale], en particulier dans le sud et l'est du pays, les communautés juives ont cessé tout simplement d'exister. De l'extérieur, on pourrait avoir l'impression que la communauté juive ukrainienne pourrait tout simplement «s'épuiser» dans un avenir très proche. Il y a trente ans, une blague disait que la dernière personne à partir devait se souvenir d'éteindre les lumières de l'aéroport derrière elle. Sous une forme modifiée, adaptée à l'absence de trafic aérien et à la nécessité de traverser la frontière polonaise, hongroise, roumaine ou moldave sur le chemin d'Israël après un long et fatigant voyage, cette blague est toujours en cours aujourd'hui.

Bien sûr, ce n'est pas tout à fait vrai. La démographie des Juifs ukrainiens subira des changements, mais la communauté ne sera pas vidée au sens propre du terme. Elle restera en tout cas l'une des plus grandes (probablement après celle de la Hongrie) et des plus visibles d'Europe de l'Est.

Mais outre les indicateurs quantitatifs, il existe également des indicateurs qualitatifs. Un aspect qui n'est presque jamais mentionné est la diversité ethnoculturelle de la communauté juive ukrainienne. Outre les Juifs ashkénazes d'Europe de l'Est, deux autres groupes communautaires uniques se sont formés au Moyen Âge et à l'époque moderne sur le territoire de l'Ukraine. Il s'agit des Karaïtes de Crimée-Halice (Europe de l'Est) et des Krymchaks. Ces groupes, comme les Ashkénazes, avaient une culture et des traditions qui leur étaient propres. Formés dans l'environnement de la population musulmane du sud de l'Ukraine, ils parlaient des dialectes juifs des langues turques. Les Karaïtes sont également connus pour se distinguer de la plupart des Juifs par leur tradition religieuse – ils ne reconnaissent pas l'autorité du Talmud comme équivalente à celle de la Torah.

Le caractère unique de ces petits groupes juifs est tel que l'année dernière, l'Ukraine leur a accordé légalement le statut de peuples indigènes – avec les Tatars de Crimée. Ce fait n'a pas été réellement mesuré par la communauté internationale, mais ce geste est loin d'être anodin. Dans quel autre pays du monde de petits groupes juifs autochtones se sont-ils vu accorder ce statut spécial protégé de peuple autochtone? Et en Ukraine, sur les trois peuples autochtones officiellement reconnus, deux sont des groupes ethnoculturels juifs. Cette situation est unique et mérite d'être reconnue.

Cependant, les membres non assimilés de ces communautés n'ont pas eu la chance de vivre sur leurs territoires qui sont devenus des zones d'hostilités intenses au cours des trois derniers mois (et également en Crimée, qui a été occupée il y a huit ans). La communauté karaïte de Marioupol a été dispersée, partiellement déportée en Russie et a cessé d'exister en tant que groupe. La seule synagogue karaïte du

pays à Kharkiv a été fermée et le bâtiment lui-même a été endommagé à la suite de bombardements. Le chef de la communauté karaïte de Kharkiv fait partie des nombreux déplacés.

Il n'y pas eu que des pertes matérielles pendant la guerre. La communauté juive ukrainienne subit des pertes irréparables. Un élément unique de la mosaïque de la diaspora juive mondiale est détruit sous nos yeux.

L'EFFICACITÉ DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE

Mais au-delà des pertes, aussi «normales» qu'elles puissent paraître au cours d'une guerre d'une telle ampleur, je voudrais souligner quelques aspects positifs importants. Dans des circonstances extrêmes, la communauté juive a prouvé qu'elle était une partie visible et active d'une société civile ukrainienne très développée et forte.

Parmi les divers mouvements juifs en Ukraine, le judaïsme réformé (ou progressiste) n'a jamais occupé une position dominante (contrairement, par exemple, à l'Amérique du Nord). Celui-ci tend à mettre l'accent sur la dimension éthique de la religion. En Occident, le réformisme juif a créé une base conceptuelle solide pour justifier la nécessité d'une participation juive active dans la société, notamment dans le travail social, la charité et la lutte contre l'injustice. Bien que n'ayant pas été auparavant encline à conceptualiser la valeur de ses propres activités sous l'angle de ce concept de «réparation du monde» social, le *tikkoun olam*, la communauté juive ukrainienne s'approche en fait aujourd'hui de l'incarnation de la communauté idéale des penseurs réformistes.

Au cours des premiers mois de la guerre, on a vu chaque jour beaucoup plus de personnes dans

les synagogues et les centres communautaires juifs de Kyiv lors des fêtes juives les plus importantes. Il ne s'agissait pas d'une question de religiosité naturellement accrue face à une époque pleine de défis existentiels. Au contraire, la fonction religieuse de la communauté juive en Ukraine a plutôt été reléguée au second plan. La fonction sociale, qui, en fait, a toujours été importante pour elle, est passée au premier plan. Il suffit de dire qu'en mars, la Fédération des communautés juives d'Ukraine, la plus grande association de communautés du judaïsme orthodoxe (principalement des hassidim de l'obédience Habad-Loubavitch), a émis un ordre pour que les rabbins ne ramassent pas les téléphones portables le jour du sabbat. Cette violation de l'une des interdictions les plus habituelles concernant l'observation du sabbat a été justifiée par la nécessité d'aider les gens et de sauver des vies humaines (le principe de pikuach nefesh¹). Il est évident que les gens ne peuvent pas appeler un rabbin le jour du sabbat que dans une situation de besoin urgent – et tout aussi évident que de telles prescriptions sont loin d'être évidentes dans une situation de guerre. Ce n'est qu'un petit exemple, presque curieux, mais très typique de la façon dont la communauté a réagi de manière appropriée et flexible aux circonstances d'urgence.

Bien sûr, les changements dans la vie communautaire sont de nature beaucoup plus sérieuse. De nombreuses infrastructures communautaires juives sont devenues des centres humanitaires polyvalents. Bien sûr, dans les villes où il n'y a pas de bombardements permanents et où les circonstances le permettent, de la nourriture, des médicaments et d'autres biens sont acheminés en permanence, souvent achetés et

apportés par les membres des communautés juives des pays européens. Les envois sont déchargés, triés, distribués aux personnes dans le besoin ou expédiés plus loin. En règle générale, ils sont envoyés dans les régions dans le besoin, qui sont les plus proches de la zone de combats intenses ou dans des endroits où des combats ont eu lieu récemment. Mais l'aide humanitaire est également distribuée dans le voisinage, pour aider les personnes âgées ou malades qui sont seules et dans le besoin, sans soins appropriés ou sans l'aide de parents et d'amis qui sont partis au front ou qui se sont déplacés plus à l'ouest, dans des régions plus sûres ou hors d'Ukraine.

Ici même, dans de nombreux centres communautaires juifs, les personnes dans le besoin reçoivent des soins médicaux, un soutien psychologique, de la nourriture et souvent un abri. Il s'agit principalement de personnes déplacées d'un territoire occupé ou d'une zone de combats intenses. Beaucoup n'ont pas de vêtements, pas de vêtements d'enfants et parfois pas même de documents officiels. Ils ont été forcés de fuir sans rien. Beaucoup d'entre eux n'ont plus de maison.

De nombreuses personnes déplacées, notamment les personnes âgées seules et les personnes à mobilité réduite, ont dû être aidées physiquement pour assurer leur évacuation. Les organisations communautaires juives, en particulier l'Association des communautés et organisations juives d'Ukraine (Vaad Ukraine²), ont fait un effort particulier pour organiser et fournir toute la logistique nécessaire à l'évacuation de la zone de guerre des civils qui en avaient besoin. De nombreuses personnes ont été évacuées par la communauté juive de villes dont les noms peuvent être

1. NdT : principe selon lequel la préservation de la vie humaine l'emporte sur pratiquement toute autre règle religieuse.

2. NdT : Vaad d'Ukraine représente 265 organisations juives, communautés religieuses, organisations éducatives et culturelles, ainsi que des associations de survivants des ghettos et des camps de concentration.



entendus chaque jour dans les rapports provenant du théâtre des hostilités, par exemple, lors de la prise d'assaut de Roubijne, dans l'oblast de Louhansk, prise sous le feu. Vaad a pu organiser même l'évacuation des personnes à mobilité réduite de manière rapide et efficace.

Ces derniers mois, la ligne de front s'est relativement stabilisée et le flux de personnes déplacées commence à faiblir. Dans les zones libérées du nord-est, la vie reprend son cours normal, et la nécessité de fournir d'urgence des produits de première nécessité dans les villes isolées devient moins urgente. Il va sans dire que la communauté juive aide les personnes dans le besoin, quelle que soit leur origine ethnique ou religieuse.

La société ukrainienne a répondu à une pression sans précédent venue de l'extérieur par un élan de solidarité et d'unité sans précédent. Le pays tout entier s'est transformé en une immense fourmilière, dans laquelle, sans intervention du gouvernement, ni même de coordination élémentaire, un agrégat d'initiatives à la base travaille avec un objectif commun. Ce ne sont probablement pas des dizaines mais des centaines de milliers de personnes qui se sont impliquées à des degrés divers dans cette activité auto-organisée. Aider les civils et aider le front, collecter des fonds, acheter, livrer et distribuer toutes sortes de marchandises en provenance de l'étranger – des aliments pour bébés aux lunettes de visée, des gilets pare-balles, du matériel médical coûteux aux véhicules spécialement équipés pour les services d'urgence et l'armée. Il est impossible de tout mentionner.

Le travail humanitaire de la communauté juive ne se limite pas, bien sûr, à la collecte de fonds ni à la distribution d'aide. Il existe des dizaines de programmes différents visant à soutenir les populations

dans les pays touchés par la guerre. Pour comprendre la nature de ce travail, laissez-moi vous donner un seul exemple. Depuis le début de l'été, Vaad Ukraine a mis en place un programme pour les familles qui ont été sévèrement touchées par les combats et qui ont besoin d'un soutien psychologique.

Le programme comporte deux volets : un projet pour les familles déplacées à l'intérieur du pays qui ont perdu un soutien de famille à cause des combats ; et le projet Enduring Mother pour les femmes avec enfants qui ont besoin d'un soutien psychologique en raison d'avoir subi l'occupation, le blocus d'une ville, les bombardements multiples, la perte d'un membre de la famille, la perte du logement, ou lorsque les femmes et les enfants ont été témoins de crimes de guerre ou en ont été eux-mêmes victimes. Le programme comprend des sessions de trois semaines dans une région sûre, dans les Carpates, pendant lesquelles des psychologues professionnels travaillent avec les familles. Plus de 600 personnes ont déjà suivi ces séances de réhabilitation. Il est clair que le programme ne touche qu'une petite minorité de ceux qui ont vraiment besoin d'aide. Mais ce n'est qu'un exemple, qui donne une idée du travail que les professionnels de la communauté juive, ainsi que les bénévoles et les militants, accomplissent 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

La communauté juive s'est avérée être une actrice très visible et, me semble-t-il, objectivement très efficace dans les processus humanitaires à grande échelle qui se déroulent dans le pays et au-delà. Bien sûr, l'idéologie du judaïsme réformé, mentionnée ci-dessus, a préparé les conditions préalables à cette efficacité.

Le succès de la communauté juive dans le travail humanitaire aujourd'hui est dû à certaines de ses caractéristiques structurelles, qui ont évolué au fil

des ans. Tout d'abord, il y a l'infrastructure sociale déjà existante et l'expérience considérable acquise précédemment dans le travail caritatif. Pour des raisons socio-démographiques, la communauté juive d'Ukraine a connu un vieillissement rapide au cours des dernières décennies. De nombreux jeunes et personnes d'âge moyen sont partis en Israël, aux États-Unis ou en Allemagne, tandis que les personnes âgées seules ont été laissées aux soins des institutions communautaires. La communauté, s'appuyant sur sa tradition de charité religieuse (*tzedakah*) et utilisant les opportunités ouvertes par l'arrivée en ex-Union soviétique de structures telles que le Joint Distribution Committee américain, a pu construire un réseau de mécénat à grande échelle. Elle s'est avérée une excellente base pour étendre cette expérience afin de répondre aux défis actuels posés par la guerre. Auparavant, avant la guerre, le système établi de relations de service, qui avait habitué de nombreuses personnes à une attitude consumériste à l'égard des structures organisées de la communauté juive et qui, d'une certaine manière, supprimait même l'initiative à la base, a suscité les critiques de nombreux observateurs. Mais dans des conditions extrêmes, lorsqu'un nombre énorme de personnes ont objectivement commencé à avoir besoin d'aide, les organisations juives ont pu intensifier leurs activités relativement rapidement et efficacement sur la base de l'expérience qu'elles avaient acquise. Cela s'est révélé tout simplement nécessaire et, pour beaucoup, tout simplement salvateur.

Le deuxième facteur qui a propulsé la communauté juive au premier rang de la société ukrainienne dans son ensemble en termes d'efficacité du travail humanitaire pendant la guerre est l'existence de nombreux contacts de travail avec les institutions communautaires à l'étranger. La solidarité juive

internationale s'est révélée capable d'une mobilisation extrêmement efficace. Des décennies de liens religieux, personnels, professionnels et institutionnels ont aidé la communauté juive à organiser rapidement à la fois une chaîne d'approvisionnement optimale de toutes sortes de biens nécessaires en provenance d'Europe (ou d'Israël et d'Amérique via l'Europe) et l'accueil du flux de réfugiés. Des camps ont été mis en place en Moldavie et en Pologne, en Hongrie et en Roumanie avec le soutien financier des structures occidentales et l'aide directe des communautés juives locales afin de fournir une gamme complète d'assistance aux réfugiés, qu'ils soient juifs ou non.

L'aide humanitaire a commencé à affluer de l'Ouest par le biais d'organisations juives internationales. Les salles communautaires sont devenues des entrepôts de nourriture, de médicaments, de produits d'hygiène et de vêtements pour enfants. Les structures communautaires ont dressé des listes de personnes dans le besoin, déchargé et livré des centaines de tonnes de fournitures d'aide.

Les périodes de crise mobilisent et rassemblent toujours. La communauté juive ukrainienne a ressenti le fort soutien dans le monde qui a été encouragé par la vague de solidarité avec l'Ukraine dans la diaspora juive mondiale.

Ce soutien offre l'espoir d'une possible reconstruction après la fin de la guerre. Malheureusement, il semble qu'elle ne soit pas encore à portée de main.

4 OCTOBRE 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat



DU CONFLIT À LA COOPÉRATION: LE CHEMIN CHAOTIQUE DES RELATIONS UKRAINO-JUIVES

SERHIY HIRIK¹

Pendant une grande partie de l'histoire de l'Ukraine, il était difficile de parler de relations ukraino-juives. L'assimilation des Juifs dans la société ukrainienne au sens large a toujours été une question complexe, mais des myriades de connexions et de contacts positifs entre les mouvements nationaux ukrainien et juif ont toujours existé.

Jusqu'à la seconde moitié du 19^e siècle, les Juifs vivant dans les provinces ukrainiennes de l'empire russe participent avec peine à la politique et à la société civile en dehors de leur propre communauté. Leurs premiers efforts pour sortir de cet isolement intellectuel remontent à l'époque des «grandes réformes» du tsar Alexandre II, lorsque la Russie élimine le servage et prend des mesures pour moderniser la société et l'économie. C'est à cette époque qu'apparaît en Ukraine le premier journal destiné à des lecteurs juifs «acculturés» et éclairés. Publiée en russe, la revue – d'abord intitulée *Rassvet* («Aube», 1860-1861) puis *Sion* («Sion», 1861-1862) – s'adresse à un public assez éloigné de la majorité de la population juive, qui reste largement attachée à ses traditions.

1. Serhiy Hirik, historien, est maître de conférences du programme de maîtrise en études juives de l'Académie nationale de Kyiv-Mohyla et chercheur à l'Institut de recherche d'État Encyclopedia Press (Kyiv). Il a été vice-président de l'Association ukrainienne d'études juives (2020-2023).

Cette nouvelle effervescence intellectuelle juive a conduit aux premiers échanges avec le mouvement national ukrainien en pleine expansion et a déclenché une discussion qui s'est poursuivie, par intermittence, jusqu'à aujourd'hui.

En 1860, un jeune médecin du nom de Veniamin Portugalov – lié aux mouvements juif et ukrainien – écrit au rédacteur en chef du mensuel ukrainien *Osnova* pour protester contre l'utilisation par ses auteurs du mot *zhyd* («youpin») dans les textes en ukrainien. Ce mot a longtemps été considéré comme une insulte antisémite en russe, mais historiquement beaucoup moins en ukrainien.

Panteleimon Kulish, un éminent écrivain et intellectuel ukrainien, a répondu à Portugalov en affirmant qu'il ne voyait rien d'offensant dans ce mot. Bien que Kulish ait refusé de modifier la politique éditoriale d'*Osnova*, sa réponse a déclenché une longue discussion qui s'est étendue à plusieurs des principales revues littéraires de l'époque et touchait à l'usage du terme plus approprié de «juif».

En 1881, Alexandre II est assassiné par le mouvement révolutionnaire Narodnaia Volia (Volonté du peuple). L'assassinat du tsar s'avère un désastre pour les Juifs de l'empire, qui sont tenus pour responsables du meurtre. Une vague de pogroms éclate dans les provinces occidentales de l'empire. Cette violence antijuive, à son tour, a donné un élan à l'activisme politique et à l'activité littéraire des Juifs.

Mais les activistes juifs ne réagissent pas simplement à une série de pogroms. Au contraire, quelque

chose avait changé dans la politique de l'empire. Contrairement aux périodes précédentes (et suivantes), le sentiment antijuif est désormais répandu tant dans les mouvements révolutionnaires que dans les mouvements pro-gouvernementaux. Les presses clandestines des partis révolutionnaires Narodnaia Volia et Chornyi Peredel (Partage noir) traitent les pogroms comme la juste réaction du peuple à l'«exploitation juive». Dans les premiers mois de la vague de violence, Narodnaia Volia a même publié un tract intitulé «Au peuple ukrainien», qui contenait une propagande ouvertement pro-pogrom. Ce n'est que plus tard, en 1882, que les membres exilés de Chornyi Peredel ont publié une condamnation des pogroms en tant que phénomène antisémite.

Le gouvernement et ses partisans partagent aussi largement l'évaluation «révolutionnaire» des pogroms. En 1882, les autorités interdisent aux Juifs de s'installer dans les zones rurales, à l'exception des colonies agricoles juives. Les petites villes – où vivaient un grand nombre de Juifs – étant déjà surpeuplées, ces nouvelles restrictions conduisent de nombreux Juifs à migrer vers les villes ou à émigrer de l'Empire.

Jusqu'aux événements cataclysmiques de 1881-1882, de nombreuses personnalités juives faisant autorité prônent l'égalité civile (émancipation) et l'assimilation culturelle. Mais les pogroms et les nouvelles restrictions imposées aux populations juives en ont fait changer beaucoup d'avis. En 1882, Léon Pinsker, ancien rédacteur en chef du journal *Rassvet/Sion* et défenseur de l'égalité des Juifs depuis des décennies, publie son *Auto-Émancipation*. Le nom même du livre indique clairement sa thèse centrale : la libération des Juifs doit être l'œuvre des Juifs eux-mêmes. En 1884, Pinsker fonde Hovevei Zion (Les amants de Sion), une organisation qui vise à améliorer la situation difficile des Juifs par l'émigration

en Palestine. Comme l'Organisation sioniste, qui sera fondée quelques années plus tard, l'Hovevei Zion, «palestinophile», ne s'intéresse guère aux questions des relations entre les Juifs et les populations ukrainiennes et biélorusses de l'Empire russe.

Le mouvement culturel et linguistique yiddishiste adopte un point de vue différent. Ses partisans voyaient l'avenir des Juifs dans la diaspora et prônaient l'égalité des Juifs dans les provinces occidentales de l'empire. Les yiddishistes se regroupaient autour de journaux en langue yiddish, y compris ceux publiés par des «palestinophiles» – par exemple, le journal de Saint-Petersbourg *Yidishes Folksblat*, publié par Alexander Tsederbaum.

Bien que les journaux yiddish de la fin du 19^e siècle aient été principalement imprimés hors d'Ukraine, nombre de leurs lecteurs y résidaient. L'apparition même des médias de masse en langue yiddish reflète un changement substantiel du statut de la langue. De «jargon», comme l'appelaient les intellectuels, juifs et non juifs, elle est devenue une langue à part entière, capable de décrire tous les sujets importants pour ses locuteurs.

Le statut des personnes parlant yiddish a également changé. Auparavant, la voie à suivre pour sortir de l'isolement la communauté juive traditionnelle était l'assimilation linguistique ou, du moins, l'acculturation dans un environnement non juif. Désormais, les Juifs peuvent conserver leur langue après avoir quitté le shtetl pour travailler en ville. Ce scénario, cependant, était plus caractéristique en Biélorussie, en Pologne et en Lituanie, où la proportion de Juifs dans la population active était sensiblement plus importante. En comparaison, les travailleurs juifs urbains des provinces ukrainiennes se russifient rapidement. L'intégration des Juifs dans la société en général ne se fait pas sans heurts. Lorsque les travailleurs juifs



commencent à former leurs premiers syndicats, des fonds d'entraide pour les travailleurs et d'autres organisations, ils entrent en conflit avec les travailleurs non juifs. Cela était particulièrement visible lorsque les employeurs utilisaient des travailleurs non-juifs pour briser les grèves des travailleurs juifs, ou vice-versa. Cependant, les non-Juifs ont rapidement commencé à copier les formes d'auto-organisation des travailleurs juifs, et les syndicats sont devenus communs aux deux populations. Cela a contribué à réduire les tensions entre les groupes ethniques et religieux au sein de la population urbaine.

Après le pogrom de Kichinev (aujourd'hui Chisinau en Moldavie) en 1903 et la vague de pogroms en 1905-1906 en Ukraine, la vie politique juive s'intensifie à nouveau. Les partis politiques obtiennent un statut légal. Cette fois, l'attitude à l'égard des pogroms divise clairement la société russe. Le public libéral et les militants des organisations révolutionnaires condamnent vivement la violence antijuive. Dans le même temps, les milieux de droite – à de rares exceptions près – traitent favorablement les pogromistes. Les organisations politiques ukrainiennes créées au cours de ces années ont rarement soulevé cette question dans leurs publications, mais la presse ukrainienne non partisane – et notamment Rada, le plus grand journal ukrainien – a vivement condamné l'antisémitisme.

Pendant et après le procès de Menahem Mendel Beilis en 1913, un Juif de Kyiv accusé à tort d'avoir assassiné un enfant ukrainien à des fins rituelles, les journaux et magazines en langue ukrainienne ont régulièrement publié des articles démystifiant le mythe du «meurtre rituel sanglant». Ces articles ont même été publiés dans la région occidentale de l'Ukraine (Galicie), plus éloignée de l'épicentre de cet «événement». La seule exception de la tendance de

la presse ukrainienne à se ranger du côté de Beilis est le journal *Ridnyi Krai* (1908-1914), publié à Poltava par la poétesse Olena Pchilka (la mère de Lesia Ukrainka, l'une des plus grandes poétesse ukrainiennes). Olena Pchilka elle-même a écrit plusieurs articles ouvertement antisémites pour le journal.

Cependant, malgré le développement de la vie sociale et littéraire juive, elle ne s'accompagne pas d'une intensification de la coopération entre les organisations politiques juives et ukrainiennes. Presque tous les députés juifs élus à la Douma d'État sont membres de la force politique libérale russe la plus influente, le Parti constitutionnel démocratique. Vladimir Ze'ev Jabotinsky, un natif d'Odessa qui allait fonder le sionisme révisionniste, a vivement condamné cette orientation politique vers le centre impérial.

Entre 1914 et 1917, l'empire russe a interdit à la fois la presse juive en yiddish et les périodiques en langue ukrainienne. Mais avec l'éclatement de la révolution de février 1917, les mouvements politiques juifs et ukrainiens connaissent un nouveau cycle d'activité. Cet été-là, des représentants des partis politiques des minorités juive, polonaise et russe ont été cooptés dans l'éphémère Rada centrale de la République populaire ukrainienne et dans son organe exécutif, le secrétariat général.

Malgré cela, la coopération entre les partis politiques ukrainiens et juifs est loin d'être harmonieuse. Lors du vote sur la déclaration d'indépendance de la République populaire d'Ukraine, la majorité des députés juifs se sont abstenus, tandis que la fraction du Bund juif a voté contre. Selon Solomon Goldelman, un politicien ukrainien et juif du parti Poalei Zion (Travailleurs de Sion), cela a été perçu par de nombreux Ukrainiens comme un acte hostile.

Une nouvelle vague de pogroms en 1919 a considérablement assombri les perspectives des relations ukraïno-juives. De nombreuses personnalités nationales juives ont commencé à percevoir le mouvement national ukrainien comme un mouvement de pogromistes. Après l'assassinat en 1926 de l'homme d'État ukrainien Simon Petlioura par l'anarchiste juif Sholem-Shmuel Schwarzbard, les idées antisémites se sont largement répandues dans les cercles de droite du mouvement national ukrainien en exil.

Au cours des années 1920 et 1930, la coopération ukraïno-juive était largement confinée à la République socialiste soviétique d'Ukraine. Dans le cadre de ses politiques d'indigénisation, l'Union soviétique a créé en Ukraine trois districts nationaux juifs comptant des centaines d'écoles primaires, de collèges et d'écoles techniques agricoles juifs, des départements juifs dans les instituts pédagogiques avec un enseignement en yiddish et l'Institut de la culture prolétarienne juive de l'Académie des sciences panukrainienne. En République socialiste soviétique d'Ukraine, les classiques de la littérature yiddish ont été traduits en ukrainien et des anthologies de prose et de poésie soviétiques ukrainiennes ont été publiées en yiddish.

Cependant, la composante juive de l'indigénisation s'est effondrée en 1934, après que l'Union soviétique eut créé la région autonome juive dans l'extrême est de la Russie. Et toutes ses réalisations ont été réduites à néant en 1938, lorsque les autorités ont officiellement liquidé les districts nationaux et supprimé les écoles enseignant dans les langues minoritaires.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Adolf Hitler a anéanti les Juifs ukrainiens. La participation volontaire (et aussi involontaire) de certains Ukrainiens aux atrocités nazies contre les Juifs a grandement influencé l'image d'antisémites des Ukrainiens parmi les Juifs

de l'Ouest. Les cas dans lesquels les Ukrainiens ont sauvé des Juifs pendant la guerre étaient comparativement et proportionnellement plus faibles et le rôle des soldats ukrainiens dans la victoire des Alliés sur le nazisme, bien que significatif, a été (et reste) largement ignoré. Les soldats victorieux étaient largement perçus comme «soviétiques» ou «russes».

Même les œuvres littéraires remettant en cause les stéréotypes sur les relations ukraïno-juives n'ont pas laissé de trace. Des poètes yiddish comme David Gofshteyn et Itzik Fefer ont consacré certaines de leurs œuvres de la Seconde Guerre mondiale à l'Ukraine, mais celles-ci ont été interdites pendant la persécution stalinienne des Juifs. De même, *Pour le peuple juif*, un poème du poète ukrainien soviétique Maksym Rylsky, n'a été publié que pendant la Perestroïka. Ces travaux sont même passés pratiquement inaperçus parmi les émigrés.

Une nouvelle série de contacts positifs entre les mouvements nationaux ukrainiens et juifs a commencé dans les années 1960. Les représentants des mouvements juifs soviétiques, en particulier les refuzniks, qui se sont retrouvés dans les goulags, sont entrés en contact étroit et ont dialogué avec les dissidents ukrainiens.

Après avoir émigré d'Union soviétique, d'éminents journalistes juifs, tels que Mikhaïl Kheifets et Israël Kleiner, ont travaillé en étroite collaboration avec l'aile libérale de l'émigration ukrainienne pour publier des ouvrages précieux sur l'histoire des relations ukraïno-juives.

En théorie, l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 aurait pu conduire à une renaissance à grande échelle de la culture nationale juive en Ukraine. Toutefois, compte tenu de l'histoire de la région, cela n'était pas possible. La langue yiddish avait presque entièrement disparu depuis des décennies. Et lors de



la disparition du communisme, les Juifs d'Ukraine se sont massivement exilés dans des pays comme Israël, les États-Unis et le Canada.

Mais un petit nombre de Juifs qui restent dans le pays, ils continuent à occuper une place importante dans la vie culturelle ukrainienne. Et de nombreux Ukrainiens qui n'ont pas de racines juives participent à la restauration et à la conservation des sites du patrimoine culturel juif, étudient le yiddish, traduisent et publient les textes oubliés ou négligés des

écrivains juifs. Ils considèrent que cela fait partie de l'histoire et des fondements de leur pays. Comme dans les périodes précédentes, la coopération entre Ukrainiens et Juifs ukrainiens se poursuit. Et elle prend aujourd'hui des formes qui étaient auparavant impossibles.

THE ODESSA REVIEW, N° 11 OCTOBRE-NOVEMBRE 2017

Traduction Patrick Le Tréhondat

« LE NIVEAU D'ANTISÉMITISME EN UKRAINE EST L'UN DES PLUS BAS D'EUROPE »

ENTRETIEN AVEC SERHIY HIRIK

Quelle était la situation de la communauté juive en Ukraine avant le 24 février? Son importance (on cite le chiffre de 40 000 Juifs en Ukraine, d'autres parlent de 100 000 alors qu'ils étaient, selon certains chiffres, de 1,5 million avant la Seconde Guerre mondiale), où vit-elle? Quelles sont ses organisations, notamment dans les domaines de la culture et du travail, de la mémoire juive?

Il est trop difficile de dénombrer le nombre réel de Juifs en Ukraine. La majorité des Juifs ukrainiens vivent dans des familles mixtes, ont une double identité (ukrainienne et juive) et se considèrent comme des Ukrainiens d'origine juive. Beaucoup d'entre eux n'ont pas de contacts directs avec les organisations communautaires juives.

À l'époque soviétique, les documents personnels (passeports internes) contenaient une information sur l'identité ethnique. Les autorités recueillaient donc des informations sur le nombre total de Juifs ainsi

que sur les représentants d'autres groupes ethniques. Après 1991, cela a été interdit. Les gens peuvent déclarer leur identité ethnique lors du recensement national, mais celui-ci n'a été organisé qu'une seule fois après l'effondrement de l'URSS (le recensement de 2001). Si 103 000 citoyens ukrainiens se disaient alors juifs, il faut tenir compte du fait que de nombreux membres de familles mixtes avaient une double identité et se disaient ukrainiens.

Il y avait bien plus de 1,5 million de Juifs en Ukraine avant la Seconde Guerre mondiale. Selon le recensement de 1939, la République socialiste soviétique d'Ukraine comptait 1,5 million de Juifs. Mais ce chiffre ne comprend pas les Juifs de Galicie et de Volhynie, selon le recensement effectué en janvier de cette même année, bien que ces régions aient été annexées par l'URSS en novembre 1939. Il n'incluait pas non plus les Juifs de la région de Tchernivtsi et de la partie occidentale de la région d'Odessa (annexée par l'URSS en 1940), de la Transcarpathie (annexée par l'URSS en 1945) ainsi que de la Crimée (devenue

une partie de la République socialiste soviétique d'Ukraine en 1954). Le nombre total de Juifs en Ukraine dans les frontières contemporaines en 1939 était d'environ 2,8 millions.

Le nombre total de victimes de l'Holocauste en Ukraine est (selon diverses estimations) de 1 à 1,5 million. De nombreux Juifs qui avaient été évacués vers l'Asie centrale en 1941 ne sont pas revenus en Ukraine après la Seconde Guerre mondiale. La majeure partie des survivants de l'Holocauste originaires de Galicie, Volhynie, Bukovyna et Bessarabie (notons que parmi ceux qui ont conservé leurs documents polonais et roumains d'avant-guerre, certains ont survécu dans l'Ukraine occupée, d'autres ont été évacués en 1941, certains arrêtés et déportés par les autorités soviétiques en tant que « bourgeois » en 1939-1941 et après tout cela leur a sauvé la vie...) ont quitté l'URSS en 1945-1948. En 1959 (premier recensement après la Seconde Guerre mondiale), il y avait environ 840 000 Juifs. Dans les années 1960-1980, leur nombre n'a cessé de diminuer en raison des mariages mixtes, des migrations et des processus démographiques naturels (les Juifs vivaient dans les villes où l'accroissement naturel de la population était négatif, même si les villes se sont développées grâce à l'exode rural). En 1989 (le dernier recensement soviétique), il y avait 486 000 Juifs en Ukraine.

Après la fin des années 1980, lorsque le gouvernement a supprimé les restrictions pour ceux qui voulaient émigrer, la majorité des Juifs ukrainiens sont partis en Israël. Ce processus a été accéléré par les crises économiques des années 1990.

Selon les données de l'Association des organisations et communautés juives d'Ukraine (Vaad d'Ukraine) en 2019, il y avait environ 300 000 personnes d'origine juive, c'est-à-dire des Juifs et des membres de familles mixtes et ceux qui sont nés dans des familles

mixtes mais qui n'ont pas le droit de rapatriement en Israël selon la loi israélienne. Beaucoup d'entre elles ne se considèrent pas comme juives mais conservent des liens personnels avec les communautés juives, célèbrent les fêtes juives, etc. Environ 40 000 à 50 000 d'entre elles se considèrent comme des Juifs, les autres se disent comme des personnes d'origine juive.

Les plus grandes communautés se trouvent à Kyiv, Odessa et Dnipro. De nombreux Juifs vivent également à Kharkiv (la partie importante de la communauté juive de Kharkiv a été évacuée après le 24 février car cette ville est proche de la ligne de front), Kryvyi Rih, Chernivtsi et Lviv.

Il existe peu d'organisations faïtières regroupant les communautés juives. La plus importante est l'Association des organisations et communautés juives d'Ukraine (Vaad d'Ukraine, <https://vaadua.org>). Les autres sont la Communauté juive unie d'Ukraine (<https://jew.org.ua>) et la Confédération juive d'Ukraine (<https://jcu.org.ua>). Toutes ces organisations sont actives dans la préservation de la mémoire juive. Les sites commémoratifs juifs en dehors de Kyiv sont préservés avant tout par les communautés juives locales avec la participation des autorités des régions, des organisations faïtières juives ukrainiennes ainsi que des organisations juives internationales. Par exemple, de nombreux cimetières juifs en Ukraine ont été localisés et préservés grâce au projet international à grande échelle mené par le projet ESJF (www.esjf-cemeteries.org). Les monuments historiques juifs (en premier lieu, les anciennes synagogues) sont restaurés grâce à des dons privés ainsi qu'à des organisations juives internationales. L'héritage des Juifs ukrainiens et l'histoire des Juifs ukrainiens attirent l'attention des universitaires ukrainiens, dont



beaucoup sont membres de l'Association ukrainienne d'études juives (<https://uajs.org.ua/en/news>).

Dans les années 2000, des figures comme Bandera ou le parti nationaliste ukrainien OUN-UPA ont été réhabilitées. Ce mouvement (le chiffre de 200 000 Ukrainiens qui ont rejoint l'armée allemande est évoqué) a participé à des meurtres de masse de Juifs. Il convient également de rappeler que 4 millions d'Ukrainiens se battaient contre le nazisme. Comment la communauté juive a-t-elle réagi à cette réhabilitation ?

Tout d'abord, il n'y a pas eu de «OUN-UPA». Il y avait l'OUN (depuis 1929) en tant qu'organisation politique et il y avait deux OUN (les factions Bandera et Melnyk – l'OUN-B et l'OUN-M) après la scission de 1940 au sein de cette organisation. Et il y avait l'UPA (l'Armée insurrectionnelle ukrainienne) en tant que formation militaire créée par l'une des ailes de l'OUN (OUN-B), mais elle n'était pas entièrement contrôlée par elle. L'UPA a été créée au printemps 1943 (elle prétendait avoir été créée à l'automne 1942 mais la date officielle n'est pas réelle) alors que la majorité des Juifs de Galice et de Volhynie étaient déjà exterminés par les nazis.

Les deux factions Bandera et Melnyk de l'OUN ont coopéré avec les nazis en 1940-1941 et ont voulu atteindre leurs propres objectifs en utilisant l'aide allemande. L'OUN-B a même tenté de proclamer l'État ukrainien le 30 juin 1941. Mais son idylle avec les Allemands a été de très courte durée. Plusieurs vagues d'arrestations des militants de l'OUN-B et de l'OUN-M ont lieu depuis juillet 1941. En janvier-février 1942, les deux organisations sont finalement devenues illégales et leurs militants les plus populaires en Ukraine ont été arrêtés et exécutés (membres de l'OUN-M: Olena Teliha, Orest Chemerynsky, Daria Huzar et d'autres à Kyiv, membres de l'OUN-B:

Dmytro-Myron Orlyk à Kyiv, Mykhailo Pronchenko à Kryvyi Rih, etc.) Dans le même temps, dans la Pologne occupée, notamment à Cracovie, ils ont agi presque ouvertement.

Ainsi, après janvier-février 1942, les deux ailes de l'OUN agissent dans la clandestinité. En 1943, l'OUN-B a pris sous son contrôle certains groupes paramilitaires de partisans organisés spontanément dans les régions de Volhynie et de Polésie et a ensuite créé ses propres groupes de partisans en Galicie. En 1943-1944, ils ont opéré contre les Allemands (à une échelle limitée) et ensuite à partir de 1944 contre les Soviétiques (également à une échelle limitée). Le niveau le plus élevé de leur activité se situe à la fin des années 1940, lorsque l'UPA affronte la terreur stalinienne dans les zones rurales de Volhynie et de Galicie.

Le nombre total d'Ukrainiens qui ont rejoint l'armée allemande s'élevait à 20 000. En 1941, deux bataillons ont été créés («Roland» et «Nachtigal») avec la participation de l'OUN-B, chacun d'eux étant composé d'environ 300-400 personnes. Les deux bataillons sont réorganisés à l'automne 1941 en unités de la *Schutzmannschaft* et sont finalement dissous en 1942. En 1943, 13 000 Ukrainiens rejoignent la 14^e division de grenadiers Waffen de la SS (Galice). Plusieurs milliers d'entre eux ont également rejoint personnellement la Wehrmacht.

Il y avait des antisémites aussi bien que des philo-sémites dans les deux factions de l'OUN. La propagande de l'OUN ne condamne pas l'Holocauste et ne le mentionne même pas. En général, les deux factions de l'OUN n'ont pas de position claire sur la politique allemande à l'égard des Juifs. Les textes idéologiques de l'OUN publiés dans les années 1930 mentionnent rarement les Juifs et ne les considèrent pas comme un facteur politique. Ils contiennent

surtout des déclarations contre la domination polonaise en Galicie et en Volhynie et contre la domination soviétique dans les régions centrales et orientales de l'Ukraine. La prétendue «question juive» n'était pas du tout importante pour eux. Certains membres de l'OUN-B ont participé personnellement à des atrocités antijuives parce qu'ils étaient influencés par la propagande nazie. Dans le même temps, certains militants de l'OUN-B ont sauvé des Juifs. Par exemple, Fedir Vovk (Ivan Vovchuk), qui était l'un des dirigeants de l'OUN-B dans la région de Dnipropetrovsk en 1941-1943 et l'un des dirigeants de l'OUN-B aux États-Unis après la guerre, a sauvé quatre Juifs à Nikopol; Yad Vashem l'a reconnu, lui et sa femme, Yelizaveta Shkandel, comme Justes parmi les nations en 1998 (n° 8152).

Les Juifs ukrainiens n'ont pas de position commune sur ce sujet. Ils comprennent également que les membres de l'OUN et les combattants de l'UPA sont commémorés avant tout pour leur lutte contre l'URSS stalinienne après la guerre. Certains Juifs ukrainiens, principalement des personnes âgées, s'opposent personnellement à leur commémoration. Mais la majorité des Juifs ukrainiens et des Ukrainiens d'origine juive sont neutres face à ce processus.

En 2016, tu as publié un article «La «décommunisation» de l'Ukraine – La dimension juive» où tu observes que la nouvelle toponymie des rues ne prenait pas assez en compte la dimension juive de la nation ukrainienne. Les choses ont-elles évolué depuis lors et comment espères-tu qu'elles changent?

Oui, les choses ont changé. L'un des exemples les plus impressionnants est celui de Kyiv où sont apparues des rues portant le nom de Vladimir (Ze'ev) Jabotinsky, de Golda Meir (elle est née à Kyiv) et des philanthropes juifs locaux du début du 20^e siècle (la famille Brodsky et Yosyf Marshak). En outre, les

rues portant le nom des Justes parmi les nations sont apparues dans un certain nombre de villes.

Quel est le niveau d'antisémitisme en Ukraine?

Comment se manifeste-t-il?

Le niveau d'antisémitisme en Ukraine est l'un des plus bas d'Europe. Il a augmenté pendant une courte période dans les années 2000 et est en constante diminution depuis lors. L'association des organisations et communautés juives d'Ukraine (Vaad d'Ukraine) surveille la violence et le vandalisme liés à l'antisémitisme depuis plus de vingt ans et publie des rapports annuels sur ce problème. Dans les années 2000, elle a documenté plusieurs cas de violence antisémite chaque année (2004 - huit cas, 2005 - treize cas, 2006 - huit, 2007 - huit, 2008 - cinq. Par la suite, le nombre de ces incidents a considérablement diminué: 2009 - un, 2010 - un, 2011 - zéro, 2012 - 4, 2013 - quatre, 2014 - quatre, 2015 - un, 2016 - un, 2017-2019 - zéro, 2020 - quatre, (<https://fra.europa.eu/en/publication/2021/antisemitism-overview-2010-2020>). À titre de comparaison, il y a eu 108 cas de violence antisémite en France en 2014, 40 en 2016 et 29 en 2017.

Plus fréquents sont les cas de vandalisme antisémite (graffitis et slogans antisémites, dégradations dans des sites commémoratifs juifs, etc.) Il n'y a eu que 10 cas de ce type en 2020 (par exemple, il y a eu 53 incidents de ce type en Autriche en 2020 et 104 en France en 2019).

Selon les recherches menées par le Pew Research Center en 2015-2016 (publiées en 2018), le niveau de «distance sociale» envers les Juifs en Ukraine était le plus bas en Europe centrale et orientale – seuls 5 % des citoyens ukrainiens n'acceptaient pas les Juifs comme concitoyens. En Russie, ce chiffre atteint 14 %, en Pologne 18 %, en Roumanie 22 %, en



Arménie 32 % (https://www.pewresearch.org/fact-tank/2018/03/28/most-people-accept-jews-as-fellow-citizens-and-neighbors-but-a-minority-do-not/ft_18-03-26_polandholocaustlaws_map/)

Depuis le 24 février, comment la communauté juive a-t-elle réagi à la guerre? Que lui est-il arrivé depuis le début de la guerre?

L'attitude des Juifs ukrainiens à l'égard de l'agression russe contre l'Ukraine ne diffère pas de celle d'autres parties de la population ukrainienne. Plus de 1 000 Juifs ukrainiens participent à la guerre en tant que soldats. Beaucoup d'entre eux sont religieux, c'est pourquoi en juillet 2022, un grand rabbin des forces armées ukrainiennes, Hillel Cohen a été nommé. Le célèbre rabbin Asher Yosef Cherkassky, et son fils David servent dans des bataillons volontaires de défense territoriale. Les organisations communautaires juives fournissent une assistance à ceux qui en ont besoin (juifs et non-juifs), apportent des fournitures médicales aux hôpitaux militaires, etc.

De nombreux Juifs qui vivaient près de la ligne de front ou dans les territoires occupés ont été

contraints de partir. Certains d'entre eux ont été rapatriés en Israël. Dans le même temps, la plupart d'entre eux ont trouvé refuge dans les pays de l'Union européenne ou sont restés dans des régions ukrainiennes relativement sûres (notamment dans les régions de Lviv, Ivano-Frankivsk, Tchernivtsi et dans la Transcarpathie). Ainsi, le sort des Juifs ukrainiens pendant la guerre est à peu près le même que celui des autres Ukrainiens. Les missiles et les obus ne demandent pas à leurs victimes leur origine ethnique.

As-tu des informations sur la situation des communautés juives dans les territoires occupés par les Russes?

Malheureusement, non. Mes amis juifs et les Juifs que je connais personnellement ont quitté les territoires occupés. Il est préférable d'adresser cette question aux dirigeants de la communauté juive. Cependant, je suppose qu'il n'est pas prudent de partager de telles informations tant que ces territoires ne seront pas libérés.

8 OCTOBRE 2022

Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat.

UNE BRÈVE HISTOIRE DES PARTIS POLITIQUES JUIFS EN UKRAINE

SERHIY HIRIK

Les partis politiques juifs d'Ukraine étaient doctrinaires, idéologiques, fragmentés et ont été finalement écrasés. Mais ils ont laissé une marque indélébile dans l'histoire juive.

La notion de «parti politique» était mal adaptée à l'empire russe sous les Romanov. De tels partis

ne pouvaient pas véritablement exister que dans des régimes parlementaires constitutionnels. Mais cela n'a pas empêché les sujets de l'empire d'essayer d'en fonder, même s'ils devaient agir en secret.

Les premières organisations politiques juives sont apparues dans l'ouest de l'empire russe à une époque où les autres ethnies et les émigrés russes commençaient à former leurs propres partis. En

1881, l'organisation Hovevei Zion (Amants de Sion), un proto-parti sioniste, voit le jour. L'organisation rejoint les rangs du groupe non juif Narodnaia Volia (Volonté du peuple), fondé en 1879, et du groupe marxiste Osvobozhdenie Truda (Libération du travail), créé en 1883.

Mais les premiers «palestinophiles» présentaient une différence radicale avec les organisations non juives. Contrairement aux autres partis, ils ne cherchaient pas à changer le système des relations sociales et politiques dans l'empire. La vie des Juifs dans la diaspora ne les intéressait que parce qu'ils considéraient cela comme une anomalie. Ils voulaient ramener les Juifs en Palestine, les sauvant ainsi d'un environnement hostile. Il en allait de même pour des organisations protosionistes telles que Bilu (d'abord basée à Kharkiv, puis à Odessa) et le Comité d'Odessa.

Et la situation n'a pas changé après 1897, lorsque l'Organisation sioniste a été fondée lors du premier congrès sioniste à Bâle et que ses branches ont commencé à apparaître en Russie. Mais le fait même que ses dirigeants voulaient faire sortir un nombre important de Juifs de Russie avait une signification politique : la presse sioniste soulevait cependant des questions politiques brûlantes et les relations compliquées des militants sionistes avec les autorités impériales de Saint-Petersbourg faisaient de ces organisations des prototypes des futurs partis juifs.

Si les premières organisations sionistes sont basées dans les provinces ukrainiennes et polonaises, le centre de la politique juive antisioniste se trouve dans le nord-ouest : les actuels Bélarus et Lituanie. En 1897, un parti émerge à Vilno – l'actuelle Vilnius – qui deviendra le principal concurrent des sionistes : l'Union générale des travailleurs juifs, plus connue sous son nom yiddish, le Bund.

Au cours de ses premières années, le Bund n'était pas un parti au sens strict du terme. Il s'agissait plutôt d'une organisation faîtière regroupant les syndicats juifs des centres industriels régionaux. Mais lorsque les syndicats ont commencé à mettre en avant des slogans politiques en plus des slogans économiques, le Bund s'est transformé en un parti. En outre, il a influencé le processus de création du parti social-démocrate ouvrier russe (POSDR) un an plus tard et a formé une section juive autonome en son sein.

En tant qu'organisation, le Bund était novateur. Avant même d'être intégré par les sociaux-démocrates russes, le Bund avait testé tout l'arsenal des méthodes d'auto-organisation politique et économique : grèves, caisses mutuelles, boycott des employeurs déloyaux, perturbation du travail des travailleurs briseurs de grève.

Après avoir lancé ses activités parmi les plus grandes concentrations de travailleurs juifs – Vilno, Minsk, Bialystok et Varsovie – le Bund commence à créer ses organisations sur les terres ukrainiennes également. Cependant, il se heurte ici à l'opposition non seulement de la principale fraction du mouvement sioniste, mais aussi d'une autre organisation politique, à savoir le parti social-démocrate juif du travail, ou Poale Zion (Travailleurs de Sion). Ce parti a été fondé plusieurs années avant la révolution de 1905 dans la ville de Yekaterinoslav (aujourd'hui Dnipro) et visait à créer une synthèse du sionisme et du marxisme. Ses branches sont rapidement apparues dans d'autres villes ukrainiennes et polonaises.

Ces trois mouvements politiques étaient divisés dans leurs objectifs. Les sionistes aspiraient principalement à organiser l'exode du plus grand nombre possible de Juifs vers la Palestine. Leur idée la plus populaire à l'époque était de créer des colonies agricoles juives en Palestine et de préparer les Juifs à



s'y installer. Ils considéraient que l'amélioration du sort des Juifs de la diaspora n'était ni nécessaire, ni possible. Certains sionistes craignaient même que de telles améliorations ne fassent hésiter les pauvres Juifs à partir.

Mais les sionistes n'ont pas tous émigré. Bien qu'ils ne considèrent pas qu'il soit important de participer à la vie civique de l'empire, ils soutiennent le Parti démocratique constitutionnel lors des élections à la Douma d'État.

En revanche, les idéologues du Poale Zion considéraient l'émigration juive vers la Palestine comme une possibilité très lointaine. Ils pensaient que l'amélioration de la situation économique des Juifs défavorisés et la défense de leurs intérêts culturels devaient être des priorités immédiates. Par conséquent, une partie de Poale Zion soutient l'idée d'une autonomie nationale juive en diaspora. De plus, les sionistes de Poale Zion voient un avenir juif en Palestine différent de celui de la plupart des sionistes. Ils pensent que l'arrivée de Juifs en Palestine influencera la population arabe locale et développera un mouvement ouvrier au Moyen-Orient.

Dans leur propagande, les sionistes utilisent principalement l'hébreu et traitent le yiddish avec mépris comme un symbole d'exil. En revanche, les sionistes de Poale Zion considéraient le yiddish comme l'une des langues nationales juives, au même titre que l'hébreu. En fait, l'un des fondateurs de Poale Zion et son principal idéologue, Ber Borochov, est aujourd'hui encore plus connu comme linguiste et «père de la philologie yiddish» que comme leader politique.

Par définition, les bundistes ne soutenaient pas l'aliyah (émigration vers Israël), l'autonomie nationale dans la diaspora était donc au cœur de leur programme. Ils considéraient le yiddish comme la seule langue nationale des Juifs ashkénazes. Cependant, le

Bund était similaire au Poale Zion dans son soutien à une coopération étroite avec les partis non-juifs pour atteindre l'autonomie nationale juive non-territoriale.

Un quatrième mouvement politique – le Parti du peuple juif (Folkspartei) – avait une position similaire sur les questions nationales. Avec beaucoup moins de membres, il est créé par Simon Dubnow, l'un des historiens juifs les plus respectés de l'époque, et jouit d'une certaine popularité dans les provinces ukrainiennes. Parmi les aspects les plus remarquables de son programme figurait l'idée de créer une autonomie juive non territoriale au niveau mondial.

Chaim Zhitlowsky, le fondateur du Parti socialiste juif du travail (SERP), soutient également activement l'idée d'autonomie. Malgré la stature de Zhitlowsky en tant que penseur politique et partisan du yiddishisme, le parti politique qu'il a créé – principalement actif sur les terres ukrainiennes – n'a eu qu'une influence limitée. Il est cependant intéressant pour avoir tenté de combiner les idées apparemment contradictoires de l'autonomie juive, qui se concentrait sur la population juive urbaine, et du socialisme populaire centré sur les paysans des narodnik russes.

Toutefois, ce serait une erreur de se focaliser uniquement sur les partis politiques. Une organisation non partisane de la société civile, l'Union pour la réalisation des droits complets du peuple juif, a également eu une grande importance politique. L'organisation a rassemblé diverses forces : des sionistes, des partisans de l'autonomie (par exemple, Simon Dubnow), et même des assimilationnistes, qui pensaient que l'avenir des Juifs passait par le rejet de leur langue et de leur identité de groupe. Lors des premières élections à la Douma d'État de l'empire, l'Union soutient le Parti démocratique constitutionnel, qui réclame l'égalité totale pour les Juifs.

Le Bund et le Poale Zion, en revanche, boycottent le vote.

Les cercles politiques juifs sont restés aussi divisés jusqu'en 1917. La révolution oblige alors les Juifs à mettre en pratique les idées d'autonomie nationale. Sur le plan juridique, cet objectif est atteint tant en Ukraine qu'en Lituanie. Il est assez révélateur que les partisans les plus actifs de l'autonomie – en particulier le Folkspartei et le Bund – n'aient pratiquement pas participé à sa mise en œuvre en Ukraine. Cependant, ils ont activement participé aux discussions sur le projet de loi sur l'autonomie en Ukraine qui ont eu lieu en janvier 1918.

Les partis politiques juifs ont continué à jouer un rôle intéressant dans les premiers temps de l'Ukraine et de la Biélorussie soviétiques. Seules trois formations juives ont reçu un statut légal en Ukraine soviétique et en Biélorussie à l'époque – le Bund de gauche, le Parti socialiste juif unifié du travail (PSJU, qui se composait principalement d'anciens membres du SERP), et Poale Zion. Ces mouvements peuvent être considérés comme des manifestations du national-communisme juif, similaire au national-communisme ukrainien.

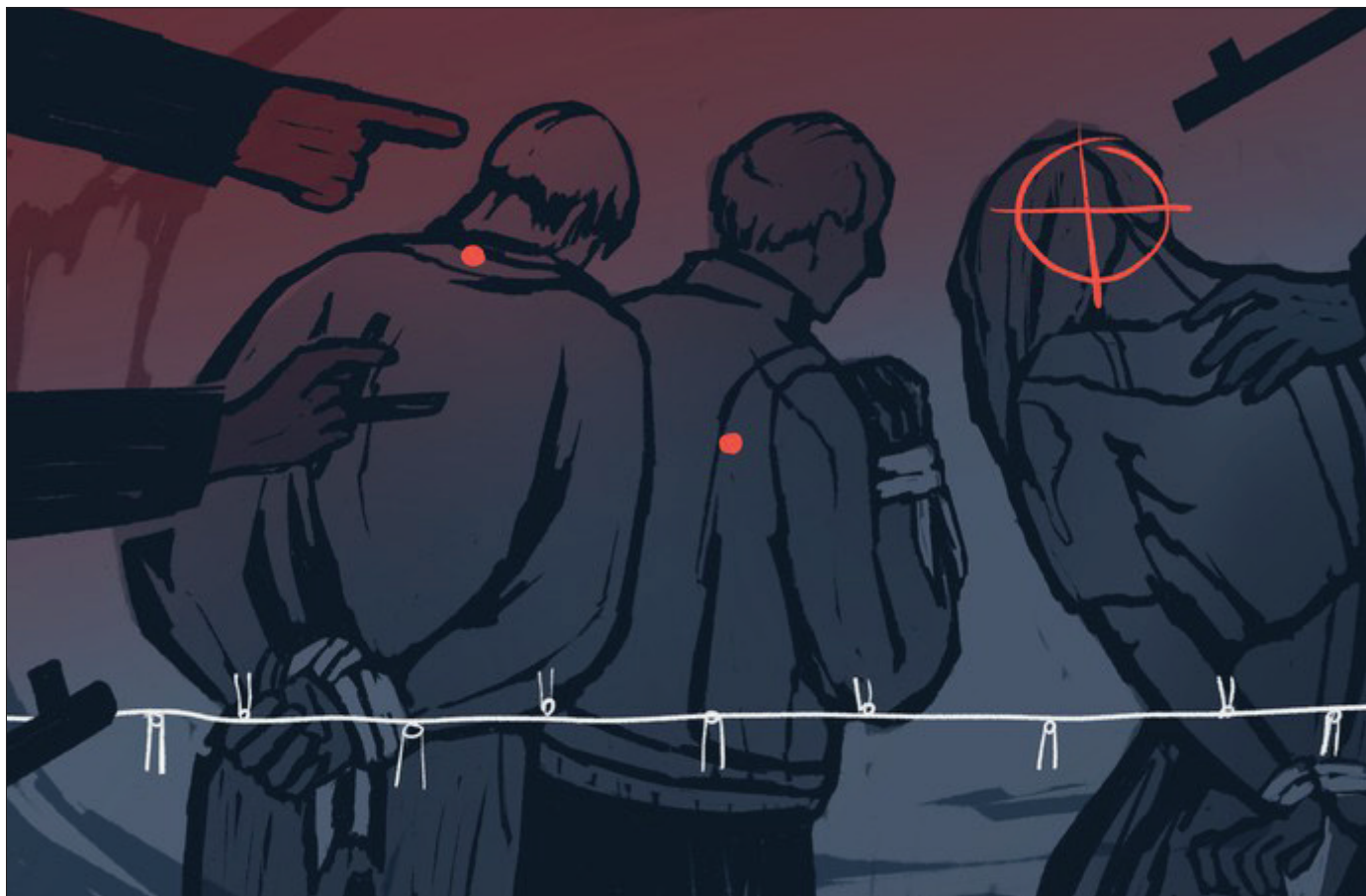


Et le destin des communistes nationaux juifs ressemble beaucoup à celui de leurs homologues ukrainiens. Le Bund fusionne avec l'UJSLP pour former le Farband communiste, avant d'être absorbé par les bolcheviks. L'ancien dirigeant du Bund en Ukraine soviétique, Moshe Rafes, devient un partisan de la ligne dure. L'aile gauche du Poale Zion se scinde en un Parti communiste juif plus radical – intégré par les bolcheviks en 1922-1923 – et un Parti communiste juif du travail plus orthodoxe. Ce dernier était destiné à devenir le dernier parti légal non bolchevique en Union soviétique. Il n'a été détruit qu'en 1928.

Tout au long du début du 20^e siècle, les partis politiques juifs en terre ukrainienne connaissent une stratification encore plus importante que les partis ukrainiens. Les clivages entre autonomistes, sionistes et assimilationnistes étaient plus importants que chez leurs voisins. Pourtant, les partis ont existé, ont fonctionné et ont même établi une coopération fructueuse avec des groupes politiques non juifs.

THE ODESSA REVIEW, N° 11, OCTOBRE-NOVEMBRE 2017

Traduction Patrick Le Tréhondat



PRISES DE POSITION

FÉMINISME: ENTRE PACIFISME ET GUERRE

OLEKSANDRA KANTSER¹

Le féminisme ukrainien n'est pas encore mort, ni sa force ni sa diversité: de nombreuses féministes ont quelque chose en commun, mais chacune a ses propres expériences et jugements propres. Par conséquent, il y a toujours eu des féministes dans notre pays – des femmes, des personnes non binaires et queer – qui ont soutenu l'armée ukrainienne de toutes les manières, sont allées défendre leur terre et ont défendu les droits des femmes dans l'armée «masculine».

Cela pourrait surprendre les militant·es d'Occident, qui pratiquent classiquement le pacifisme. En effet, la guerre, en tant qu'idée générale, ne peut pas apparaître comme une bonne solution. Alors l'idée de l'arrêter par tous les moyens peut sembler assez logique. Surtout quand la guerre n'est qu'un reportage rempli d'illustrations horribles de la misère humaine et de la mort qui s'estompe aussi vite qu'elle y apparaît.

Pourquoi les féministes ukrainiennes ont-elles «oublié» le pacifisme et continuent d'aller à l'armée et de tisser des filets de camouflage...?

LE RATIONALISME DU MARCHÉ NE GAGNERA (PAS)

La génération des années 1990 a été élevée avec les idées de la fin de l'histoire, qui reposent sur la croyance au désavantage économique de la guerre. Pourquoi se battre quand on peut échanger? Cette

génération a espéré jusqu'au dernier moment la victoire du rationalisme de marché, sinon de la paix, sinon au moins sur un «type moderne» de la guerre, des conflits hybrides ou gelés. Mais tout cela s'est avéré être une illusion.

La Russie est d'abord entrée dans le 20^e siècle sanglant avec ses lois et ses pratiques cannibales, puis a commencé à y entraîner l'Ukraine. Nous ne pouvons pas lui «pardonner» maintenant. Nous sentons maintenant à quel point notre monde peut être cynique et froid, ce qui signifie qu'il y a une prise de conscience de la responsabilité envers les autres.

Quelle est notre responsabilité? Les nouveaux messages pertinents portés par les féministes ukrainiennes permettront potentiellement à tous nos citoyen·nes, ainsi qu'aux habitant·es d'autres pays, de répondre à la situation de manière adéquate, pour se tenir du bon côté de l'histoire. Par exemple, il n'est pas très agréable aujourd'hui d'entendre des connaissances sans expérience de la guerre dire que la guerre russo-ukrainienne est «comme toutes les autres guerres». C'est une phrase générale qui permet aux gens d'intégrer cette nouvelle guerre européenne dans un schéma de pensée standard afin qu'ils ne s'inquiètent pas et ne réagissent d'aucune façon. Tout comme la plupart des gens ne réagissent pas aux guerres dans d'autres parties du monde.

Mais les femmes ukrainiennes ayant l'expérience de la guerre savent désormais à quel point il est important de faire attention aux nuances, à ce qui distingue chaque guerre des autres guerres, c'est une condition essentielle pour établir la justice. Les guerres ne commencent pas à un moment. Elles sont précédées par des siècles d'histoire, de fantasmes impérialistes et

1. Oleksandra Kantser est une féministe ukrainienne de l'Atelier féministe.

du désir d'inculquer ses valeurs et ses croyances. Des slogans comme «Paix et amitié des peuples frères» ne sont que des manipulations que la propagande russe a héritées de son prédécesseur soviétique.

QUI SE BAT ET POURQUOI?

L'agression de la Russie contre l'Ukraine se caractérise par une différence incroyable au niveau des ressources, de la motivation et de la militarisation des deux pays. La Fédération de Russie a la capacité de faire chanter l'Europe sur les questions pétrolières et gazières pendant des années, de payer de nombreux politiciens pour défendre ses intérêts dans le monde entier, d'influencer les élections dans d'autres pays. C'est une question de ressources. Et l'«amitié fraternelle» avec les pays de l'espace post-soviétique a rapidement pris la forme d'une dépendance économique et de ressources, qui a été volontiers soutenue par les politiciens «sur le terrain». Rappelez-vous comment le gaz était le sujet numéro un des blagues dans tous les quartiers: le soir et le matin.

Quant à la motivation, la Fédération de Russie n'a pas été en mesure d'expliquer clairement pendant tous ces mois quel est le but de l'«opération spéciale». Les propagandistes ont inventé de nouveaux contes de fées, répétant de vieilles formules sur les néonazis et les instructeurs homosexuels de l'OTAN. Il est évident que la Russie se militarise rapidement depuis longtemps, combattant périodiquement dans différentes parties du monde – en Tchétchénie, en Géorgie, en Ukraine, en Syrie, etc. La Russie n'a pas renoncé aux armes nucléaires, contrairement à l'Ukraine.

La motivation de la confrontation armée avec l'armée russe des défenseurs de l'Ukraine est plus compréhensible. C'est le désir de vivre sur sa terre en tant que peuple libre avec ses propres valeurs,

et de ne pas devenir un «sujet (non) officiel de la Fédération de Russie». Le militarisme n'est pas très moderne. La politique militariste «dévore» l'argent comme un trou noir. Cet argent, qui peut changer le pays, fournir des garanties sociales et des services de qualité, se transforme en missiles dont le but est de détruire et de semer la destruction.

Devant le risque persistant d'escalade de l'agression, l'Ukraine a augmenté ses budgets militaires et renforcé son armée. Mais elle n'a pas oublié les réformes, le développement, les garanties sociales. Parce que chaque décision de nos politiciens était suivie par la société civile: journalistes, ONG, personnalités culturelles. Les voix féministes étaient également fortes. Alors que la violence domestique était dépénalisée quelque part et qu'une interdiction de la «propagande gay» était introduite, nous avons exigé et mis en pratique des valeurs européennes d'égalité, de tolérance et de liberté. Quelque chose a réussi, quelque chose a provoqué une opposition, alimenté un débat public. Mais il était impossible d'imaginer des changements sociaux sans cela.

Ces processus ont eu lieu même dans l'armée, qui avait traditionnellement de nombreux préjugés sexistes. L'armée ukrainienne compte un pourcentage important de femmes, non seulement par rapport à l'espace post-soviétique, mais aussi au monde occidental. En 2021, la part des femmes dans les forces armées a atteint 15,6 %. Nous sommes convaincues qu'aujourd'hui encore plus de femmes défendent le pays dans l'armée. Et ça ne s'est pas passé comme facilement. Après 2014, les femmes ont pris les armes et ont commencé leur lutte: à la fois contre l'ennemi et contre les stéréotypes. Nous devons exiger des choses essentielles: des uniformes et des fournitures appropriés, des conditions de service, la lutte contre les violences sexistes, l'égalité de traitement.



Alors maintenant, il est tout à fait évident pour les Ukrainiens et les Ukrainiennes qui se battent : avec qui et pour quoi. Et c'est bien plus global que la préservation de la souveraineté ukrainienne, comme cela peut paraître à première vue. C'est une guerre au cœur de l'Europe. C'est la guerre au 21^e siècle. C'est une guerre contre l'autoritarisme, l'impérialisme, le conservatisme post-soviétique sclérosé, qui empiète sans relâche sur tout ce que ses griffes peuvent atteindre.

FÉMINISME, PACIFISME ET GUERRE

Chaque féministe se souvient de sa vie normale, conserve sa bienveillance et de son désir d'aider les femmes au-delà des frontières et des stéréotypes. Mais aujourd'hui, en plus de l'activisme dans un pays où se déroule une guerre à grande échelle, les féministes ukrainiennes sont également impliquées dans le discours international sur le féminisme et les conflits armés. Nous analysons la situation en Ukraine avec une lentille féministe, établissons des liens avec des militantes occidentales pour la lutte commune contre l'impérialisme et ses terribles conséquences.

En même temps, nous comprenons que nous construisons une solidarité internationale dans un environnement lié au contexte militaire ukrainien. Et ce sont les voix ukrainiennes qui doivent souligner ce contexte. Ce contexte touche à ce qui pourrait arriver si la communauté internationale ne se montrait pas solidaire pour soutenir la résistance ukrainienne. Il ne s'agit pas seulement de chars ou d'artillerie. Il s'agit des droits des personnes. À propos des valeurs. À propos de la menace quotidienne pour la vie de chaque femme ukrainienne.

Les féministes restent fondamentalement des féministes, des sujets politiques construisant la société de demain. Ce ne sont pas des gens désillusionnés

devenus cyniques, ayant abandonné leurs croyances au profit d'une position passive selon laquelle le monde sera toujours cruel et imparfait.

L'idée selon laquelle le monde sera toujours celui où la force brute l'emporte et la guerre est un phénomène naturel, car les pays auront toujours des différends territoriaux et idéologiques, ce dont les partisans des idéologies de droite aiment parler, est la rhétorique des impérialistes russes et de Poutine. Pour Poutine, il n'y a que des pays esclavagistes (États-Unis, Chine et Russie) et des pays esclavagisés (tout le reste). Le dictateur Poutine n'est pas très intéressé par certaines «nuances» des histoires nationales, des processus démocratiques ou des relations économiques, car pour lui, ce n'est pas sérieux. Les cas réels ne peuvent être résolus qu'avec les grands. Pour cette raison, ce Hitler des temps modernes veut mener des négociations avec l'Ukraine sous la forme d'une «répartition de l'influence mondiale» à l'ancienne en présence du président américain, comme si on était à l'époque de la guerre froide.

Ainsi, au sens de la science historique et de la science politique, le féminisme ukrainien invente aujourd'hui de nouvelles conceptions importantes pour l'avenir de l'Europe et du monde. Ce n'est pas une dégradation du féminisme, pas un renoncement au profit de quelque chose de conservateur et de patriarcal. C'est un développement, une métamorphose, une phase papillon.

PUBLIÉ PAR [L'ATELIER FÉMINISTE](#), 3 OCTOBRE 2022.

Traduction Léonie Davidovitch

LE LABOR PARTY ET L'UKRAINE

La conférence annuelle du Parti travailliste s'est ouverte le dimanche 25 septembre à Liverpool. Le National Union of Mineworkers [syndicat des mineurs], qui est affilié à Ukraine Solidarity Campaign, a soumis une motion sur l'Ukraine à la conférence du Parti travailliste. Elle définit une politique claire pour que le parti travailliste soutienne le peuple ukrainien et ce dont il a besoin pour gagner.

La motion NUM a été rédigée en consultation avec les syndicats et les socialistes démocratiques d'Ukraine. Dimanche, les délégués voteront pour décider des motions qui pourront être examinées lors de la conférence. Nous appelons tous les délégués à voter pour la motion NUM afin que la conférence puisse discuter de la solidarité dont le peuple ukrainien a besoin.



La conférence relève que:

l'invasion de l'Ukraine par la Russie a fait des dizaines de milliers de morts, neuf millions de personnes ont fui l'Ukraine et dix millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays, et les forces russes ont commis d'horribles crimes de guerre et violations des droits de l'homme.

La conférence considère que:

la guerre de la Russie, menée par une puissance qui a opprimé l'Ukraine pendant des siècles, est une agression impérialiste injustifiée et non provoquée.

Pour le bien de la démocratie et pour résister aux tendances autoritaires croissantes dans le monde, l'Ukraine doit gagner.

Les gouvernements occidentaux n'ont pas encore donné aux Ukrainiens des armes suffisantes pour libérer leur pays et ramener la paix en Ukraine.

La Conférence condamne tous ceux qui chercheraient à exploiter la crise du coût de la vie pour saper le soutien à l'Ukraine.

La conférence affirme:

déclarer sa solidarité avec le peuple ukrainien et son mouvement syndical qui résistent à l'invasion.

Les travaillistes feront campagne pour:

une Ukraine libre et unie, avec un accord de paix déterminé par le peuple ukrainien.

Une augmentation de l'aide militaire nécessaire pour permettre aux Ukrainiens de libérer leur pays, y compris des chars, des avions et de l'artillerie modernes.

La justice pour les victimes de crimes de guerre, y compris les prisonniers de guerre tués.

La levée des restrictions sur les réfugiés fuyant l'Ukraine.

Une reconstruction socialement progressiste dans laquelle les syndicats et la société civile sont dûment reconnus et peuvent participer démocratiquement.

Que le parti va aussi:

promouvoir les appels de fonds des syndicats ukrainiens pour l'aide humanitaire

Encourager les sections du parti travailliste à inviter des intervenants du mouvement syndical ukrainien.

Appeler à une journée nationale d'action, «Les travailleurs soutiennent l'Ukraine».

Traduction Patrick Le Tréhondat

DEUXIÈME CONVOI SYNDICAL EN UKRAINE

Un premier convoi syndical de solidarité avec les travailleurs et travailleuses d'Ukraine, organisé par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, avec des délégations du Brésil, de France, d'Italie, de Lituanie et de Pologne, a eu lieu du 29 avril au 2 mai. Le destinataire du matériel et de l'argent récoltés était le Syndicat indépendant des mineurs (qui réunit également les travailleurs de la sidérurgie et de l'industrie métallurgique) de la ville de Kryvyi Rih. L'organisation Sotsialnyi Rukh (Mouvement Social) nous a aidés à organiser le convoi et les rencontres sur place.

Selon les recommandations des membres de la résistance ouvrière de Kryvyi Rih, le convoi a donné la priorité à l'acheminement de produits de première nécessité pour les réfugié-es internes des zones occupées et de la ligne de front, tels que des aliments pour bébés, des plats préparés et de la nourriture de survie non périssable.

Un deuxième lot de marchandises était constitué d'équipements techniques nécessaires dans les zones de la ligne de front et les territoires libérés de l'occupation: groupes électrogènes diesel, batteries, batteries externes, batteries solaires, boîtes à outils, vêtements de travail, sacs de couchage, gants et autres articles indispensables en cas de situation critique de pénurie de nourriture, d'électricité ou de chauffage.

La décision d'envoyer le deuxième convoi du Réseau syndical international de solidarité et de luttes en Ukraine a été prise à la suite d'échanges avec des syndicalistes et des militants ukrainiens. Il s'agit de renforcer la résistance de la classe ouvrière contre l'invasion impérialiste russe et les réformes

antisyndicales et antisociales du gouvernement ukrainien pendant la guerre.

Beaucoup de choses ont été dites et écrites sur les changements apportés au droit du travail en Ukraine. Les principaux faits et menaces sont les suivants:

- des tentatives de dérégulation du travail avaient déjà été entreprises en 2019 et 2021, mais ont été reportées en raison de l'opposition des syndicats.

- Depuis mars 2022, elles ont réapparu à l'agenda du gouvernement, «justifiées» par la nécessité d'adopter des mesures spéciales en temps de guerre. La loi martiale rend difficile toute protestation et résistance aux nouvelles conditions.

- Le 23 mars, la loi scélérate 2136 a été votée au Parlement. Elle permet aux employeurs de licencier des travailleurs et d'étendre leur semaine de travail de 40 à 60 heures, sans aucune consultation des syndicats.

- En vertu du projet de loi 5371 (devenu la loi 2423), les travailleurs des entreprises de moins de 250 salariés – soit environ 70 % de la main-d'œuvre – pourraient perdre leurs garanties en matière de temps de travail et de protection contre les licenciements.

- En juillet, le Parlement a adopté une loi autorisant les employeurs à cesser de payer les travailleurs qui ont été enrôlés dans l'armée ou se sont portés volontaires.

- Le 6 août, le président Volodymyr Zelensky a signé une nouvelle loi autorisant les contrats «zéro heure», qui prive les travailleurs de la garantie d'un temps de travail minimum ou maximum et les expose encore davantage à la menace de ne pas pouvoir gagner leur vie, faute de travail suffisant.

Nous demandons le retrait des récentes modifications du droit du travail en Ukraine et le renforcement des droits et du pouvoir des travailleurs, car ils sont la colonne vertébrale de la guerre. C'est dans ce contexte alarmant que nous devons affirmer la solidarité mondiale de la classe ouvrière. Nos frères et sœurs d'Ukraine, malgré leurs ressources limitées, luttent pour maintenir la résistance à la fois à l'impérialisme russe et aux réformes antisociales du gouvernement ukrainien.

ORGANISATION LOGISTIQUE / SOLIDARITÉ FINANCIÈRE

Selon les rapports du syndicat indépendant des mineurs de la ville de Kryvyi Rikh, les besoins en équipements techniques et médicaux sont encore criants, la priorité sera donc donnée à l'acheminement de ce type de matériel lors du deuxième convoi syndical du RSISL.

Les achats et le transport sont coordonnés par le syndicat polonais Inicjatywa Pracownicza (Initiative des travailleurs).

En France, l'association Convoi syndical qui a participé à de nombreuses actions de solidarité héberge nos dons. Les syndicats, sections syndicales, syndicalistes, travailleurs et travailleuses peuvent : - faire un chèque à l'ordre de «Convoi syndical» et l'envoyer à Solidaires, 31 rue de la Grange-aux-Belles, 75010 Paris (en indiquant «convois syndicaux» sur l'enveloppe) ou - effectuer un virement sur le compte du Convoi syndical : FR12 2004 1000 0127 9649 6A02 006 - PSSTFRPPPAR. La Banque postale Centre financier Paris.

Les montants reçus seront communiqués, ainsi que l'ensemble des travaux réalisés par le deuxième convoi du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

« LES SYNDICATS ONT TOUJOURS ÉTÉ EN DEHORS DE LA POLITIQUE »

CHRISTIAN MAHIEUX

Dès le début de la guerre, la principale organisation syndicale russe, la FNPR, a choisi de soutenir le régime de Poutine. Nous savons que ce n'est pas le cas de tous les syndicalistes du pays, mais ce positionnement national pèse lourdement sur le travail syndical internationaliste vers la Russie. Nos camarades du SNAPAP/CGATA¹, viennent de dénoncer publiquement une manœuvre visant à renforcer le camp de l'alignement syndical sur le pouvoir russe.

Le Syndicat panrusse des fonctionnaires et personnel des services publics de la Fédération de Russie, membre de la FNPR, tente d'établir une coopération avec d'autres organisations dans le monde. Pas un mot sur la guerre, dans les trois pages qui se concluent par une invitation pour une rencontre «à Moscou avec les responsables du comité central du syndicat». La guerre en Ukraine, la «mobilisation partielle» et les révoltes qu'elle provoque en Russie? Pas un mot donc, mais comme le précise le syndicat membre de la FNPR qui appuie publiquement l'invasion des troupes russes «les syndicats ont toujours été en dehors de la politique». Une preuve supplémentaire? Le courrier n'était, en réalité, par destiné au SNAPAP/CGATA, mais à son clone² créé par le pouvoir algérien. Comme disent nos camarades d'Algérie, qui dès le déclenchement de la guerre ont signé un appel dénonçant l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, «les gouvernements dictateurs veulent créer ensemble leur syndicalisme international, à leur service». En dehors de la politique, bien sûr...

1. Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique, membre fondateur de la Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie.

2. La pratique du clonage est régulièrement employée par l'État algérien contre les syndicats indépendants. Elle consiste à créer des syndicats parallèles, reprenant nom et sigle, pour tromper les travailleurs et travailleuses. Pratique utilisée à côté de formes de répression plus classiques, telles que les licenciements, les emprisonnements, les pressions sur les institutions internationales pour qu'elles ne soutiennent pas les syndicats autonomes, etc. À ce propos, voir : <https://laboursolidarity.org/fr/afrique/n/2327/la-csi-arabe-exclut-le-syndicalisme-independant-au-benefice-du-quot-syndicalismequot-infeode-au-pouvoir>.



IL FAUT REVENIR À UNE LOGIQUE DE PAIX ET STOPPER LA RUSSIE DANS SON ESCALADE À LA GUERRE TOTALE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA CGT

Le 21 septembre 2022, le président russe Vladimir Poutine a ordonné une mobilisation prétendument partielle qui constitue une nouvelle étape tragique dans la guerre qu'il a lui-même décidé de déclencher en envahissant l'Ukraine le 24 février dernier.

Depuis 2014 et de façon démultipliée après février de cette année, les conséquences des visées impérialistes et guerrières russes ont provoqué : certainement plus de 100 000 morts civils et militaires, malgré le constant brouillard de guerre qui entoure ce conflit ;

Plus de 14 millions de personnes ont quitté leurs foyers dont 6 ont trouvé refuge à l'extérieur des frontières de l'Ukraine ce qui représente un chiffre supérieur aux populations déplacées après la Seconde Guerre mondiale.

Des milliards d'euros de dégâts sur les infrastructures et les zones d'habitation avec des dizaines de villes et villages quasiment rayés de la carte.

Plus d'un demi-million de citoyens russes ont aussi fui leur pays et plus de 18 000 autres ont été arrêtés dont près de 2 000 dans les manifestations d'hier. Ils attendent pour la plupart d'être jugés, encourant des peines pouvant aller jusqu'à quinze ans de prison pour avoir « exprimé un sentiment pacifiste ».

Au Bélarus, rappelons que toute la direction du syndicat indépendant BKDP est emprisonnée depuis le 19 avril et encoure de très lourdes peines pour les mêmes raisons. À la fin du mois de mars dernier, lors

d'un webinaire organisé par la CGT avec plus d'une vingtaine de syndicalistes ukrainiens, Alexandre Yaroshuk, le président du BKDP, était intervenu, porteur d'une courageuse et émouvante déclaration pacifiste. Depuis la mi-avril, nous sommes sans nouvelles de notre camarade Alexandre, qui était aussi présent aux congrès de Toulouse et Dijon. Rappelons que le Bélarus applique toujours la peine de mort et que nos camarades se trouvent sous l'accusation de haute trahison.

Les libertés publiques et politiques en Russie sont aujourd'hui inexistantes après avoir été sous attaques constantes tout au long des mandats du président Poutine.

Quant aux droits sociaux et syndicaux, ils se retrouvent suspendus partout dans cette zone du monde en raison de la loi martiale et du basculement vers l'économie de guerre.

L'instrumentalisation de cette guerre par les gouvernements occidentaux, États-Unis en tête, pour renforcer les budgets d'armements, la militarisation et l'extension de l'OTAN, en lieu et place des investissements vitaux dans la transition sociale et environnementale.

Enfin, l'ensemble de la planète se retrouve prise en otage sur les plans économique (avec le retour d'une forte inflation et les incertitudes sur l'accès aux matières premières et à l'énergie), écologique (avec le risque nucléaire tant civil que militaire) et humanitaire (avec les difficultés d'approvisionnement notamment en denrées agricoles).

Dans un tel contexte, la CGT réitère son soutien et sa solidarité au peuple ukrainien qui résiste à l'impérialisme russe. Elle se tient aussi aux côtés des citoyens russes qui, avec courage, tentent de s'opposer et de manifester contre la guerre et qui rappellent ces paroles de Lénine : «La classe ouvrière, face à une guerre réactionnaire et impérialiste conduite par son gouvernement, ne peut souhaiter d'autre issue que la défaite de son gouvernement.»

Les troupes russes doivent quitter le territoire ukrainien signé et la paix doit être rétablie dans la région. La CGT rappelle «qu'une paix universelle et durable n'est envisageable que sur la base de la justice sociale» [OIT, principe fondateur, 1919].

Paix en Ukraine, libertés en Russie et au Bélarus!

MONTREUIL, LE 22 SEPTEMBRE 2022



DES PAROLES EN L'AIR QUI RETOMBENT EN POISONS SUR CERTAINES TERRES

BERNARD DRÉANO¹

Bamako (Mali), le 13 mai 2022, de jeunes manifestants brandissent le drapeau russe. Ils soutiennent la junte militaire au pouvoir dirigée par le colonel Assimi Goïta, lequel a officialisé la présence active dans le pays de la société militaire privée russe Wagner et la coopération avec la Fédération de Russie. Le groupe Wagner, propriété de l'oligarque russe Evgueni Prigojine, unité corsaire de Vladimir Poutine, s'est déjà illustré sur divers théâtres d'opérations, de la Syrie à la Lybie et notamment en République centrafricaine, où ils ont massacré, violé et surtout pillé, tristes activités largement documentées par les organisations non gouvernementales et par le Groupe de travail des experts indépendants du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, se rendant coupable «des violations systématiques et graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment des détentions arbitraires, des actes de torture, des disparitions forcées et des exécutions sommaires, un phénomène qui se poursuit sans relâche et en toute impunité». Ils vont maintenant s'illustrer au Mali, sans arrêter la progression en tache d'huile des djihadistes qu'ils sont censés combattre.

Loin de Bamako ou de la Centre-Afrique, le 22 septembre à New York, Sergueï Lavrov a prononcé un

discours devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie depuis bientôt dix-neuf ans, y explique doctement que c'est son pays qui défend la Charte des Nations unies, qui se bat pour «le droit à la vie, la liberté d'expression et de conscience» et doit faire face une «opération militaire de Kiev, un État totalitaire» qui développe «la théorie et le pratique du nazisme». Que le massacre (perpétré par les forces russes) de Boutcha est une «mise en scène» pour bloquer un «processus de négociation» et que dans les villes (bombardées pourtant systématiquement par l'artillerie des agresseurs russes), «les forces ukrainiennes et bataillons nazis» utilisent des «boucliers humains» – là, il a copié sur son collègue israélien, qui utilise le même argument chaque fois que Tsahal bombarde les «terroristes» à Gaza. Bien sûr, cette logorrhée ne convainc personne, même pas les États indulgents vis-à-vis de la Russie. Mais Lavrov parle bien au-delà de l'enceinte onusienne, il s'adresse à diverses composantes de l'opinion mondiale, y compris ces jeunes de Bamako...

Le pensum lavrovien est un préliminaire, il va être suivi par le discours solennel de Vladimir Poutine le 1^{er} octobre, pour célébrer le «retour» dans la «mère patrie» des oblasts de Kherson, Zaporijjia, Donetsk et Louhansk, «conforme» à «l'article 1 de la Charte des Nations unies, qui énonce directement le principe de l'égalité des droits et de l'autodétermination des peuples», nous a expliqué l'inénarrable Vladimir, après une agression et une annexion qui sont explicitement contraires à la dite charte, et ont

1. Bernard Dréano est membre du centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale Cedetim et de l'Assemblée européenne des citoyens AE-HCA/France. Il est également membre du Réseau français de solidarité avec l'Ukraine et du RESU.

été condamnés ou critiqués comme telles par presque tous les États du monde.

Mais notre néotsar justifie sa politique puisqu'il s'agit de reconquérir la *Novorossiia* (Nouvelle Russie) où « Catherine la Grande et Grigory Potemkin ont fondé de nouvelles villes » – dont, remarquons le – Marioupol, que les forces poutiniennes viennent de détruire. Remarquons aussi que la population d'origine tatare et plus généralement musulmane de ces régions a été très largement « éradiquée » par les politiques tsaristes et staliniens.

Il développe surtout un thème que son fidèle Lavrov n'avait qu'esquissé. Si la guerre a été « déclenchée, nous dit-il, par le régime de Kyiv en 2014 », elle est d'abord le fait de l'« Occident ». Cet Occident « prêt à franchir toutes les limites pour préserver le système néocolonial qui lui permet de vivre aux crochets du monde, de le piller grâce à la domination du dollar et de la technologie, de percevoir un véritable tribut de l'humanité, d'extraire sa principale source de prospérité imméritée, la rente versée à l'hégémon ». Dit par un autre que le sinistre potentat du Kremlin en cours d'« opération spéciale » impérialiste en Ukraine, cela mériterait évidemment discussion. Le système néolibéral, d'origine occidentale, domine effectivement le monde – et à ce système d'ailleurs l'oligarchie russe a pleinement participé. Bien entendu, les politiques des États-Unis, et certaines puissances dites occidentales de moindre importance militaires – dont la France – ont toujours des attitudes hégémoniques, voire néocoloniales, plus ou moins affirmées dans plusieurs régions du monde, qui se heurtent parfois aux intérêts et aux activités d'autres puissances capitalistes (Chine, Inde, Turquie... et Russie) partenaires ou/et adversaires. Mais là n'est pas le sujet. Vladimir veut s'affirmer comme un héritier :



Notre pays a pris la tête du mouvement anticolonial, qui a ouvert à de nombreux peuples du monde entier la possibilité de progresser, de réduire la pauvreté et les inégalités, de vaincre la faim et la maladie.

Il parle évidemment de l'URSS, qu'il s'abstient de nommer, car il critique par ailleurs avec virulence ses fondateurs, à commencer par Lénine, pour avoir reconnu les droits des peuples au sein même de l'Union soviétique naissante et tenté une politique de décolonisation interne – qui sera pervertie puis liquidée par Staline. Quant à la tête (soviétique) du mouvement anticolonial, il y aurait beaucoup à dire, car, comme le soulignait Che Guevara dans son célèbre discours d'Alger de février 1965, les pays socialistes de l'époque et notamment l'URSS, avaient des rapports de domination vis-à-vis des pays du tiers-monde.

Doctement, après s'être réjoui de ses annexions, même si elles sont loin de se concrétiser sur le terrain, Vladimir Vladimirovitch, qui aimerait bien régner sur « toutes les Russies », s'adresse au monde et à « son » peuple. Car les Occidentaux « n'ont que faire du droit naturel de milliards de personnes, la majorité de l'humanité, à la liberté et à la justice, du droit de déterminer leur propre avenir. Ils sont déjà passés à la négation radicale des valeurs morales, religieuses et familiales ». Et, précise-t-il à l'attention de tous les citoyens de Russie :

Voulons-nous avoir ici, dans notre pays, en Russie, « le parent numéro un, le parent numéro deux et le parent numéro trois » (ils ont complètement perdu la tête !) au lieu de la mère et du père ? Voulons-nous que nos écoles imposent à nos enfants, dès leurs premiers jours d'école, des perversions qui mènent à la dégradation et à l'extinction ? Voulons-nous leur enfoncer dans le crâne l'idée que certains

autres genres existent à côté des femmes et des hommes et leur proposer des opérations de réassignation sexuelle? Est-ce cela que nous voulons pour notre pays et nos enfants? Tout cela est inacceptable pour nous. Nous avons un autre avenir à nous. La vérité est avec nous, et derrière nous, il y a la Russie!

Ces paroles n'ont guère d'effets pour la plupart d'entre nous. Mais elles sont relayées systématiquement par des trolls sur les réseaux sociaux et donnent à certains l'impression que l'impérialisme russe est un «acteur du bien» face à des populations dont la société a été déstructurée par la gestion néolibérale globalisée du monde, par la faillite d'élites corrompues qui participent à ce système, par la négation permanente des communs, par l'humiliation constante (toutes choses d'ailleurs qui concernent aussi bien des Russes eux-mêmes), des populations qui trouvent refuge dans des idéologies obscurantistes de diverses colorations nationalistes, religieuses, complotistes ou autres et imaginent le néotsar noir en chevalier blanc.

Tandis que l'on est informé d'exactions du groupe Wagner au Mali, et que l'efficacité, déjà médiocre, de cette troupe est diminuée par la nécessité d'envoyer les meilleurs éléments en Ukraine, Evgueni Prigojine lui-même fait de la retape dans les prisons russes pour les remplacer...

1^{er} octobre 2022, Ouagadougou (Burkina Faso), alors que le capitaine Ibrahim Traoré a renversé le lieutenant-colonel Damiba accusé d'être incapable de lutter contre les djihadistes, des jeunes ont attaqué l'ambassade de France en brandissant des drapeaux russes.

10 OCTOBRE 2022



Le Réseau français de solidarité avec la résistance ukrainienne (membre du RESU/ ENSU) a publié une brochure qui revient sur les raisons de son soutien et qui essaye de répondre aux critiques et aux débats qui existent dans une partie de la gauche. Cette brochure se veut un outil de discussion et d'action pour celles et ceux qui soutiennent la résistance ukrainienne et pour tout le mouvement de solidarité.

Disponible en téléchargement libre et en brochure imprimée auprès des organisations du Réseau (prix de soutien: 2 euros).

Téléchargement:

www.syllepse.net/syllepse_images/ukraine-brochure-.pdf

Contact:

ukrainesolidaritefrance@gmail.com

TROP, C'EST TROP: LE « DIPLO », L'UKRAINE ET LE CAMPISME

DOMINIQUE VIDAL¹

Dominique Vidal réagit sur l'éditorial du *Monde diplomatique* daté septembre² ainsi que sur l'article de Pierre Rimbart dans l'édition d'octobre³.

LES SILENCES CHOQUANTS DU «DIPLO»

Depuis quelques années, *Le Monde diplomatique* manifeste parfois une certaine complaisance vis-à-vis de la Russie de Vladimir Poutine. Comme si le mensuel retombait dans un «campisme» typique des années 1950.



Sauf que la guerre froide est terminée depuis trente ans : le monde d'aujourd'hui voit s'affronter plusieurs impérialismes – l'américain, le plus puissant, mais aussi le russe, le chinois, sans oublier les puissances régionales telles qu'Israël, la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Inde, etc. Il serait absurde de prendre parti pour l'un contre les autres...

C'est ce qui choque à la lecture de l'article de Serge Halimi et Pierre Rimbart, publié en dernière page du numéro de septembre sous le titre «Voluptueux bourrage de crâne». Il s'agit d'un pamphlet contre la seule propagande ukrainienne et son relais par

les médias occidentaux, et notamment français. En revanche, les auteurs ne consacrent, sous leur propre plume, pas une ligne, pas un mot de ce brûlot à Poutine, à sa décision d'envahir la Russie, aux crimes de guerre et contre l'humanité que son armée y commet en série, ni à... sa propagande.

Bref, la critique – évidemment légitime – du biais des médias sert contraste avec le silence – non moins évidemment illégitime – sur la politique belliciste de Moscou.

Mes deux confrères accrochent ironiquement leur texte : «Le président Volodymyr Zelensky, interrogent-ils, est-il aussi rédacteur en chef des médias occidentaux?» Arrivé à la fin de leur article, que mes amis pourront lire ci-dessous, on serait plutôt tenté, quitte à user du même humour qu'eux, de se demander : «Le président Vladimir Poutine est-il aussi directeur du *Monde diplomatique*?»

Trêve de plaisanterie. Cet étrange article incite à poser à nouveau une question de fond : oui ou non, les crimes de guerre et contre l'humanité doivent-ils être dénoncés, quels qu'en soient les auteurs ? À moins que Serge Halimi et Pierre Rimbart pensent que les civils bombardés, les innocents torturés, les prisonniers castrés au couteau et les femmes violées par des groupes de soldats ivres – autant d'horreurs dénoncées par les organisations internationales, y compris Amnesty qu'ils citent quand ça leur convient – relèvent de la propagande ? L'adjectif «voluptueux» est en tout cas malvenu...

POST FACEBOOK, 17 SEPTEMBRE 2022

1. Journaliste, spécialiste des relations internationales et notamment du Proche-Orient, ancien rédacteur en chef adjoint du *Monde diplomatique*, il a également été directeur international du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ). Avec l'aimable autorisation de l'auteur.

2. www.monde-diplomatique.fr/2022/09/DELANOE/65082.

3. www.monde-diplomatique.fr/2022/10/RIMBERT/65197.

PIERRE RIMBERT, L'UKRAINE ET LE « CAMPISME »

DOMINIQUE VIDAL

Rien ne saurait justifier la guerre de conquête de Vladimir Poutine et la barbarie dont font preuve l'armée russe et ses mercenaires

« *Bis repetita non placent* ». Pierre Rimbart persiste et signe. Sous le titre « L'Ukraine et ses faux amis », il déroule à la « une » du *Monde diplomatique* d'octobre l'histoire des tentatives américaines et européennes, depuis la disparition de l'URSS et l'indépendance de l'Ukraine, pour faire basculer ce pays du côté occidental.

L'originalité de la démarche ne tient pas à ce rappel de faits, d'ailleurs bien connus des lecteurs du « Diplo » et plus généralement de quiconque s'intéresse depuis longtemps au sujet. Non : elle réside dans l'impasse totale que l'auteur fait sur un acteur majeur de toute cette histoire. Incroyable : à aucun moment, en effet, Pierre Rimbart n'évoque la Russie, ses dirigeants et leur rôle dans l'escalade en cours – le nom de Poutine n'y figure même pas !

Bien sûr, on se serait attendu à ce qu'un article placé en première page du *Diplo* rappelle que c'est Vladimir Poutine qui a décidé d'envahir l'Ukraine – et non Zelensky qui a agressé la Russie sur ordre des États-Unis, comme on pourrait le croire en lisant ce texte. Condamner cette aventure contraire au droit international, criminelle pour l'Ukraine et suicidaire pour la Russie était une condition sine qua non de crédibilité minimale.

Mais le caractère absurde de la réécriture rimbartienne de l'histoire va bien au-delà : elle ignore

l'existence même de la Russie et de son rôle actif dans cette crise comme dans les précédentes.

Car la carrière de l'ex-espion, devenu président à la faveur du naufrage politique et personnel de Boris Eltsine, est jalonnée de guerres sanglantes : second bain de sang en Tchétchénie (1999-2000), agression contre la Géorgie au nom des minorités russes d'Abkhazie et d'Ossétie (2008), appui aux russophones du Donbass et annexion de la Crimée (2014), sauvetage du régime de Bachar Al-Assad (depuis 2015) et enfin invasion de l'Ukraine (2022)...

Poutine applique donc la maxime de Clausewitz : « La guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens. » Mais il la durcit : pour lui, c'est quasiment le seul moyen. Quitte à recourir à une barbarie peu commune : le siècle de conflit entre juifs et Arabes en Palestine, par exemple, a été le théâtre de nombre d'horreurs, mais je ne connais aucun cas de Palestinien castré au couteau ni de Palestinienne violée par des groupes de jeunes soldats ivres...

Cela va sans dire, mais visiblement mieux en le disant : l'oubli par l'Occident de la promesse faite à Gorbatchev lors de l'unification allemande, l'élargissement de l'OTAN à l'est, les grandes manœuvres autour de l'Ukraine ne sauraient justifier la folle aventure déclenchée par le Kremlin le 22 février 2022 et relancée ces derniers jours, pas plus – évidemment – que la cruauté systémique de l'armée russe et de ses mercenaires.

Au-delà du détail, c'est sur la caractéristique fondamentale de l'époque que Pierre Rimbart s'aveugle. Trente ans après la fin de la guerre froide, il n'y a plus un seul impérialisme, mais plusieurs. Et si l'américain reste le plus puissant et le plus menaçant à

l'échelle de la planète, d'autres se montrent redoutables dans telle ou telle région: c'est tout autant le cas de l'impérialisme russe que de l'impérialisme chinois. Sans oublier les puissances régionales qui s'allient à l'un ou à l'autre, comme Israël, la Turquie, l'Iran ou l'Arabie saoudite...

Quand bien même on considérerait la Russie comme «le véritable ami de l'Ukraine» – ce que sous-entend Rimbart –, force est de constater, après sept mois de cette guerre réactionnaire, que Vladimir Poutine a largement ravagé le pays et massacré son peuple. Mais qu'il a aussi marqué contre son propre camp: raclée militaire, catastrophe économique, isolement grandissant (et désormais jusque parmi les alliés présumés de Moscou), effondrement de l'image de la Russie... Et ce que le Kremlin prétendait combattre – le basculement de l'Ukraine à l'Ouest – s'est accéléré. Pis: l'Europe «s'otanise» à grande vitesse, même les États traditionnellement neutres – Suède et



Finlande – recherchant désormais à se protéger sous le «parapluie» américain...

Bref, le «campisme» d'autrefois n'a plus aucun sens. Miser sur les uns contre l'autre est absurde. Lénine, en son temps, l'a montré, dans une situation internationale à certains égards comparable: le monde est à nouveau la proie de «contradictions interimpérialistes» dans lesquelles le mouvement progressiste n'a rien à faire, sinon de combattre tous les impérialismes qui, tous, menacent les peuples, leur liberté et leur avenir.

Il faut de singulières œillères idéologiques pour croire qu'on pourrait combattre pour les droits humains aux côtés d'un Poutine, d'un Xi Jinping, d'un Assad ou d'un Erdogan – pour ne rien dire de Lapid. Telle ne peut pas être la «ligne» du *Monde diplomatique*: son histoire et ses engagements de toujours méritent mieux.

TEXTE PUBLIÉ SUR LE BLOG QUE TIENT DOMINIQUE VIDAL DANS MEDIAPART, 28 SEPTEMBRE 2022

LES RROMS CHOISISSENT DE RESTER EN UKRAINE

JULIAN KONDUR¹

Témoignage de Julian Kondur militant de la communauté rom d'Ukraine, qui explique comment celle-ci vit après l'invasion par la Russie, pourquoi les personnes déplacées choisissent de rentrer chez elles et explique comment la discrimination à l'égard des minorités ethniques et nationales fait le jeu de

la propagande russe².

En prévision de la guerre à grande échelle, j'ai quitté le bureau, avant de tout vérifier et de le fermer. Je suis sorti en prévision de ce qui n'était pas encore clair et je suis rentré chez moi. Le lendemain matin, je me suis réveillé à cause d'explosions et d'appels provenant de toute la famille. Au cours des heures qui ont suivi, nous avons fait nos bagages,

1. Coordinateur de l'organisation internationale Roma Women's Fund Chirikli.

2. Voir également le dossier «Les Rroms d'Ukraine» dans le volume 9 de *Soutien à l'Ukraine résistante*.

quitté la maison et n'y sommes pas retournés pendant plus d'un mois. Pendant la première semaine, nous n'étions pas loin de Kyiv, puis nous sommes partis pour l'ouest de l'Ukraine. Après notre départ, nous avons d'abord réfléchi à ce que nous allions faire ensuite en tant qu'organisation, si nous étions capables de faire quelque chose. La première semaine, peut-être, nous n'avons mené aucune activité, nous avons essayé de nous organiser.

Puis est venue la compréhension que nous pouvions agir. Grâce à nos partenaires et amis, déjà à l'ouest de l'Ukraine, nous avons commencé à organiser l'aide humanitaire. À Tchernivtsi, par exemple, il a été créé un petit entrepôt où a été acheté et entreposé de la nourriture qui a été envoyée pour soutenir les familles locales de migrants. Il n'y avait pas que des familles rroms, mais aussi, par exemple, des personnes de la communauté grecque, ainsi que du Donbass. Presque chaque jour, il y avait quelque chose de nouveau. De nombreux partenaires d'Europe, des amis ont proposé de l'aide, nous ne pouvions pas refuser, car il y avait une demande pour cette aide.

Nous avons également fourni un soutien financier direct aux personnes évacuées des territoires temporairement occupés ou des zones d'hostilités. Au début, c'était un soutien d'information actif: on essayait de trouver des moyens sûrs de partir, on donnait des informations objectives sur le passage de la frontière. Des familles accompagnées, pour la plupart des familles nombreuses, ont connu un difficile parcours, lorsqu'elles ont été contraintes de quitter leur foyer et de partir pour une autre vie. Chaque jour, il y avait aussi une initiative pour des déjeuners chauds, que nous avons organisés avec la communauté Hare Krishna, pour laquelle nous sommes très reconnaissants – ils nourrissent les gens tous

les jours. Chaque jour, cela représente environ 1000 repas seulement à Kharkiv. À Odessa aussi, tous les jours, mais à une échelle un peu plus petite. Dans la région de Tchernihiv, la distribution est également plus petite, mais, il s'agit là d'une initiative extrêmement importante. Toujours à Kyiv, dans le centre-ville, à différents endroits, 500 repas sont distribués ou même plus presque tous les jours.

Dans le domaine de l'action humanitaire il y a donc les repas chauds – ils sont fournis non seulement aux Rroms, mais à tous ceux qui en ont besoin. Des kits alimentaires et d'hygiène sont aussi envoyés aux communautés.

Nous essayons d'établir des contacts avec des représentants locaux de la communauté rrom, nous convenons de l'organisation de groupes de bénévoles. Habituellement, quelqu'un de notre équipe accompagne ces cargaisons et organise la distribution. Nous le faisons soit dans des zones d'implantation, soit en collaboration avec des centres et des services sociaux. La plupart des bénéficiaires de cette aide humanitaire sont des femmes et des enfants. Il y a beaucoup moins d'hommes. Si nous parlons de la quantité d'aide qui a été fournie depuis le début d'une guerre à grande échelle, cela a touché plus de 20 000 personnes en général. Ce sont ceux qui ont reçu soit un repas chaud, soit une assistance informationnelle, des conseils ou un abri temporaire avec notre aide. Ce sont aussi des personnes que nous avons aidées à évacuer, environ 600 familles qui ont quitté les régions de l'Est. Il s'agissait soit de l'organisation de bus, soit d'une aide financière directe pour couvrir les frais de carburant, payer les transporteurs.

Nous essayons constamment d'évaluer la situation concernant la situation des Rroms, et selon nos dernières recherches, nous avons vu que 75 % des Rroms ont été déplacés selon ceux que nous avons

interrogés, et c'est plus d'un millier de personnes, veulent toujours rester chez elles.

Environ 100 000 Roms au total, selon nos estimations, ont été contraints de quitter leur foyer. Environ 50 000 personnes sont parties à l'étranger, mais au cours des derniers mois, nous avons constaté une tendance au retour. Les gens rentrent parce qu'ils ne trouvent pas d'abri adéquat dans les pays d'Europe de l'Est et font face à des préjugés. Prenons, par exemple, la région de Kharkiv. Presque toutes les familles roms ont quitté la ville de Merefá, dans la région de Karkiv. Nous savons que, malheureusement, beaucoup de Roms ont quitté le Donbass, mais la plupart des familles sont restées dans la région de Louhansk. Beaucoup de gens ont également quitté Kherson – les hommes sont restés à la maison et les femmes sont parties avec les enfants. En général, tous ceux qui ont eu l'occasion de partir ont essayé de le faire.



LES PERSONNES SANS PASSEPORT

Le problème du manque de papiers chez les Roms est très aigu. Nous avons déjà mentionné qu'environ 30 000 Roms vivent en Ukraine sans papiers, en situation d'apatridie possible. Maintenant, cela a eu un grand impact sur la capacité de se déplacer et de recevoir une aide humanitaire. Nous avons enregistré de nombreux cas où des personnes, en raison de problèmes de documents, ont rencontré des difficultés pour se déplacer même à l'intérieur du pays, notamment en raison des contrôles supplémentaires.

La question du franchissement de la frontière était également assez compliquée : par exemple, il y avait une situation ambiguë quant à savoir s'il était possible de partir sans passeport ou non. Maintenant, nous savons que sur le territoire de la Pologne, il y a aussi des gens qui sont partis sans papiers. Parmi

eux se trouvent des Roms. Bien sûr, la procédure de sortie elle-même était compliquée et de nombreuses personnes étaient refusées si elles n'avaient pas de passeport. Il y avait différentes pratiques à différents points de contrôle. À certains moments, une personne sans papiers pouvait partir, à d'autres non. De telles pratiques, malheureusement, se sont produites, et cette dichotomie n'a pas contribué à un franchissement facile des frontières.

DISCRIMINATION

Bien sûr, parmi ceux qui sont partis à l'étranger, il y en a qui ont subi des préjugés en tant que Roms, alors les Ukrainiens n'en subissaient pas. Cela était particulièrement vrai pour les personnes qui se trouvaient sur le territoire de la République tchèque et de la Hongrie – dire que les dirigeants de ces pays ont une attitude peu tolérante envers les Roms est un euphémisme. Il y a eu des cas où même des femmes avec des enfants ont simplement été hébergées temporairement dans des prisons – oui dans des locaux qui servaient auparavant à garder des personnes purgeant des peines. Ces femmes sont ensuite retournées en Ukraine, car elles ne pouvaient tout simplement pas tolérer un tel traitement. Il est difficile pour les migrants d'accepter cette situation – beaucoup de nos partenaires roms des pays voisins nous disent que l'attitude envers les Roms locaux est différente de celle qui existe envers les migrants venant d'Ukraine. Parce que ce stéréotype discriminant contre les Roms existe de toute façon, et peut-être qu'ils s'y sont habitués. Et puis les gens n'ont parfois aucune connaissance de la situation des Roms en Ukraine.

L'une des initiatives que nous avons développées est un guide pour les institutions travaillant avec les personnes déplacées, les demandeurs d'asile, y

compris les Rroms. Nous avons donné des informations générales sur la situation des Rroms, sur leurs caractéristiques linguistiques et culturelles. Nous avons reçu beaucoup de commentaires positifs indiquant que ces informations étaient utiles. Ce guide a été traduit en cinq langues : français, tchèque, allemand, anglais et hongrois. Comme nous l'ont dit ceux qui l'ont déjà utilisé, de tels matériaux sont utiles. Pendant tout ce temps, pendant lequel nous avons eu une guerre à grande échelle, nous avons été confrontés à certains cas graves des préjugés contre les Rroms en Ukraine. Par exemple, en mars 2022, il y a le cas où des filles rroms ont été publiquement persécutées pour un vol présumé. Cela a été fait par des personnes représentant une organisation avec un lourd passé de persécution de personnes précisément sur une base ethnique, à savoir des Rroms, ce qui est vraiment problématique. Les médias de propagande russes ont immédiatement repris ces informations et les ont utilisées dans un contexte très déformé – comme si les Ukrainiens se moquaient des russophones : regardez, les nazis ukrainiens se sont moqués des Rroms, qui n'ont touché personne. Nos forces de l'ordre réagissent dans de tels cas mais cet exemple est illustrant : pendant cette période, nous avons commencé à communiquer davantage et à échanger des informations sur les différents incidents qui se produisent. Notre objectif est de fournir des informations objectives sur ces incidents pour qu'ils deviennent publics. Il est très difficile de garder le contact avec les victimes et les témoins, car les gens ne croient pas qu'en parlant de tels cas, on puisse changer quelque chose.

COMBATTANTS

De nombreux Rroms combattent désormais dans les forces armées ukrainiennes et dans d'autres

formations militaires. Pour être honnête, nous-mêmes ne nous attendions même pas à ce qu'il y ait beaucoup de volontaires qui partiraient pour défendre le pays. La situation dans laquelle se trouvent les familles des personnes qui défendent le pays est également très importante. Ces deux problématiques sont liées : on essaie d'accompagner les épouses de militaires avec des colis alimentaires ou via un réseau de médiateurs rroms. Il s'agit également d'une assistance pour l'obtention de documents personnels, de consultations, etc., et en menant un travail bien coordonné avec les centres d'assistance gratuite, qui apportent également une assistance juridique aux familles déplacées.

Les Rroms dans les forces armées ukrainiennes sont aujourd'hui l'occasion pour nous de montrer notre solidarité avec l'ensemble de la société et de montrer qui sont les vrais patriotes. Depuis le début de la guerre en 2014 et jusqu'au 24 février de cette année, le concept de « patriotisme » a été maintes fois discuté. Malheureusement, au cours de ces dernières huit années, certains groupes de la société ont, dans une certaine mesure, monopolisé le récit du patriotisme. Aujourd'hui, nous voyons des Rroms, des Arméniens, des Tatars de Crimée, des Juifs et d'autres nationalités défendre notre pays. Cela montre vraiment le contexte réel de la guerre. C'est une résistance, une volonté de se protéger. Et les Rroms, comme toutes les personnes actives et bienveillantes de notre pays, contribuent à la préservation de notre intégrité.

PUBLIÉ PAR [HB LIFE](#), 8 SEPTEMBRE 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat

DROITS SOCIAUX ET SYNDICAUX AU BÉLARUS, EN RUSSIE ET EN UKRAINE FACE À LA GUERRE

ESPACE INTERNATIONAL DE LA CGT

Depuis le 24 février dernier, tout le continent européen vit au diapason de la guerre d'agression lancée par Vladimir Poutine contre l'Ukraine, avec la complicité active du régime d'Alexandre Loukachenko. On voit ainsi s'affronter trois pays, autrefois les plus riches de l'URSS, qu'ils ont pris l'initiative de dissoudre en décembre 1991 avec les accords de Belovej.

Comment a-t-on laissé advenir ce malheur indicible? Le martyr des civils ukrainiens, tués, torturés, violés, estropiés, la destruction des infrastructures vitales du pays et de ses immenses complexes industriels, le vol des richesses de l'Ukraine, qu'il s'agisse de son blé ou de ses centrales nucléaires sous occupation; mais aussi la fuite en avant autodestructrice de la Russie qui consent, immobile, au sacrifice de ses enfants au Moloch de la guerre et laisse ses dirigeants, aussi vils que médiocres, abaisser le rideau de fer.

Et pourtant, comme le proclamait publiquement dès le 24 février le BKDP, la centrale syndicale indépendante biélorusse:

Il n'y a aucune nation dans le monde qui veut la guerre. Les peuples russe, ukrainien et biélorusse ne font pas exception. Peu de personnes dans le monde ont subi des pertes aussi terribles, sacrifié dans leur histoire la vie de dizaines de millions de leurs citoyens, comme ces trois peuples proches les uns des autres. Et le fait que le gouvernement russe ait déclenché une guerre contre l'Ukraine

aujourd'hui ne peut être compris, justifié ou pardonné. Le fait que l'agresseur ait envahi l'Ukraine depuis le territoire du Bélarus avec le consentement des autorités biélorusses ne peut être ni justifié ni pardonné.

LE DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE AU BÉLARUS

Mi-avril, les autorités biélorusses mettaient sous les verrous la direction de ce syndicat et entamaient dans la foulée la liquidation officielle de ses organisations membres en les déclarant extrémistes, menaçant ainsi de potentielles poursuites leurs adhérents ordinaires¹. Alexandre Loukachenko semble ainsi parachever son rêve de toujours d'anéantir tout mouvement syndical indépendant au Bélarus. Jusqu'à présent, ces velléités ont pu être contrées par la solidarité syndicale internationale et le recours aux mécanismes de suivi de l'état des libertés syndicales par l'OIT. Le dictateur biélorusse a pourtant d'emblée donné une couleur antisyndicale à son long règne en écrasant, dès 1995, la grande grève des travailleuses et travailleurs du métro de Minsk. Au fil de ses oukases, il a rapidement installé dans le pays un système de relations de travail coercitif. La main-d'œuvre biélorusse, massivement salariée par le biais de CDD d'un an, peut subir le licenciement ou l'ajustement salarial à tout moment, mais ne peut pas mettre fin à son contrat

1. Voir les CP de la CGT du 20 avril 2022, www.cgt.fr/comm-de-presse/la-cgt-exige-la-liberation-immediate-dalexandre-yaroshuk et du 3 juin/202, www.cgt.fr/comm-de-presse/paix-en-ukraine-libertes-au-belarus-et-en-russie



avant terme. En cas de chômage, les Biélorusses doivent s'acquitter au plein tarif des services publics subventionnés par l'État pour faire pardonner leur «parasitisme social».

Pourtant, ces travailleuses et travailleurs, sensés obéir au doigt et à l'œil tant à l'oligarchie d'État qu'à la conjoncture économique, ont fait trembler le régime, en se mettant en grève générale lors de la révolution de 2020. Et si la force brute de la police et l'iniquité des juges ont remis le couvercle sur la marmite sociale, la résistance biélorusse est loin d'être morte.

UNION SACRÉE OU RÉSISTANCE PASSIVE EN RUSSIE

La guerre polarise le paysage syndical en Russie, où la principale centrale, la FNPR, soutient activement l'«opération spéciale», appelle Poutine à «ne pas reculer¹» et place sous le signe du Z les traditionnels rassemblements du 1^{er} Mai. Suspendue de la CSI, elle voit dans la guerre et le régime des sanctions économiques une opportunité unique de développement autonome de la Russie. La FNPR, qui joue la carte de la plus grande organisation de masse du pays, se retrouve ainsi à l'unisson avec le patronat² et le gouvernement russe qui fait pour le moment la sourde oreille à ses appels à la cogestion.

1. Adresse du conseil général de la FNPR au président de la Fédération de Russie Vladimir Vladimirovitch Poutine, publiée le 20 avril 2022 (<https://fnpr.ru/documents/dokumenty-federatsii-obrashchenie-generalnogo-soveta-federatsii-nezavisim//ykh-profsoyuzov-rossii-k-prezidentu-rossiyskoy-f.html>)

2. Pour bien sentir l'air du temps, voir ce clip tourné à l'initiative du patron de Simaland, une entreprise russe de distribution située à Ekaterinbourg, dans l'Oural. Près de 5 000 salariés du groupe, soit un tiers de ses effectifs, ont participé à ce tournage (www.youtube.com/watch?v=yNBC8wdSLU0).

Quant à la KTR, deuxième organisation syndicale du pays, son conseil exécutif a adopté le 25 février une déclaration antiguerre, rappelant son engagement internationaliste et pacifiste³. Avant que le Parlement russe ne renforce la législation répressive contre l'activisme antimilitariste, ce dernier a souvent pris la forme de pétition par corps de métiers. Signalons ainsi la pétition des enseignants⁴ qui a réuni plus de 5 000 signatures en une semaine, avant d'être suspendue par ses initiateurs pour ne pas exposer les signataires aux risques de persécutions judiciaires. Depuis le début de la guerre, les autorités russes ont multiplié les actions visant à mettre le système éducatif sous la coupe de l'idéologie patriotique et impérialiste. La capacité de résistance des professeurs et des maîtres d'école devient désormais centrale pour préserver les chances de la jeune génération russe d'acquérir l'esprit critique dont elle aura besoin pour rebâtir un jour son pays.

L'ÉTAT RUSSE FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE

Pour faire face à la crise économique qui a déjà durement touché le secteur des transports ou la construction automobile, le gouvernement russe a activé les filets collectifs de sécurité comme le chômage partiel ou les allocations familiales, mettant sous son contrôle immédiat la gestion des minimas sociaux et des fonds de sécurité sociale. Notons que les allocations familiales constituent l'un des principaux pivots de transferts sociaux en Russie et, conjuguées à la rareté de l'emploi salarié, elles font peser sur les femmes une énorme pression

3. Voir <http://ktr.su/en/content/news/detail.php?ID=7384> (déclaration en anglais).

4. «Enseignants contre la guerre», www.facebook.com/groups/teachnotwar/.

reproductive. Pour financer ces «largesses», la Russie vient de dénoncer de façon unilatérale l'accord sur les retraites, conclu en 1992 entre les anciennes républiques de l'URSS. Ainsi, à rebours du discours officiel embué de nostalgie, le pouvoir russe casse ostensiblement l'outil de solidarité intergénérationnelle et interétatique qui était d'autant plus indispensable que l'économie du pays fait abondamment appel à la main-d'œuvre migrante issue de ces pays. Par ailleurs, début août est entrée en vigueur la loi autorisant toute entreprise qui exécuterait des commandes militaires à déroger aux dispositifs du Code du travail.

La consensualité apparente de la société russe est néanmoins trompeuse. La conflictualité de travail y est d'autant plus présente que l'effectivité du droit d'association, de grève et de négociation collective est très contrariée¹ par la législation adoptée au début des années 2000. L'État russe continue de se porter garant de l'ordre économique néolibéral à l'intérieur du pays. Les gages qu'il a donnés en mars aux patrons de l'économie numérique locale ne se sont-ils pas traduits en avril par la répression de la grève des livreurs, protestant contre la tyrannie des plateformes qui font des coupes nettes dans leurs salaires²? Cet alliage de la répression, du paternalisme et du dirigisme suffira-t-il pour contenir le mécontentement politique et social larvé?



L'ENGAGEMENT DES SYNDICATS UKRAINIENS

Les travailleuses et travailleurs de l'Ukraine et leurs syndicats sont confrontés à une situation de guerre et d'occupation depuis huit ans. Le 24 février, la guerre a changé d'échelle, faisant planer une menace pour la survie de la nation ukrainienne. Des dizaines de milliers de syndicalistes sont partis se battre au front ou se sont engagés dans la défense territoriale. Les deux principaux syndicats du pays, la FPU et la KVPU, contribuent activement à l'effort de défense nationale et sont très impliqués dans l'aide aux déplacés intérieurs. Compte tenu de l'ampleur de l'agression russe, la solidarité syndicale internationale s'est rapidement avérée nécessaire pour faire face à l'afflux de réfugiés. Elle s'organise via différents réseaux syndicaux et notamment ceux de la CES et de la CSI. En France, l'aide syndicale à l'Ukraine est coordonnée au sein de l'intersyndicale qui réunit huit organisations (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, FSU, Solidaires). Les syndicalistes français se sont ainsi rendus fin juin à Oujgorod, en Ukraine, dans le cadre d'un premier convoi syndical humanitaire³.

Les organisations syndicales ukrainiennes se voient contraintes d'employer une partie de leur énergie pour combattre le relativisme et le campisme qui se manifestent au sein du syndicalisme international. Ainsi doivent-elles rappeler «[qu'elles soutiennent] sans hésitation l'appel à un cessez-le-feu, s'il est accompagné par un appel au retrait des troupes

1. Voir le rapport du Center for Social and Labour Rights à Moscou, «Liberté d'association en Russie», juin 2022 (<http://trudprava.ru/news/unionnews/2327> et <https://www.facebook.com/CSLRights>).

2. Voir la déclaration commune de la CGT et de la CGT Transport du 25 mai 2022 <https://www.cgt.fr/comm-de-presse/liberte-pour-kirill-ukraintsev>

3. «Les syndicats français s'unissent pour aider les Ukrainiens», *Les Echos*, 21 avril 2022 (www.lesechos.fr/economie-france/social/les-syndicats-francais-sunissent-pour-aider-les-ukrainiens-1401657) et «Convoi solidaire part pour Ukraine», 27 juin 2022 (www.cgt.fr/actualites/europe/solidarite/convoi-solidaire-part-pour-ukraine).

(13) Loi sur l'organisation des relations de travail durant l'état de guerre, <https://itd.rada.gov.ua/billInfo/Bills/Card/39225>.

russe de tous les territoires occupés de l'Ukraine, à la restauration de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et à la traduction en justice de tous les responsables de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide». Dans leur courrier commun adressé le 10 mai dernier à tous les membres de la CSI, elles soulignent que «l'agresseur-occupant et le pays touché, le violeur et sa victime ne peuvent être mis sur le même plan», avant d'affirmer l'évidence qui échappe étrangement à certains : «Si l'Ukraine baisse les armes, il n'y aura plus d'Ukraine et il n'y aura pas de paix en Europe et dans le monde entier ; si la Russie baisse les armes, il n'y aura plus de guerre.»

ATTQUES CONTRE LE DROIT DU TRAVAIL EN UKRAINE

Mais les syndicats d'Ukraine doivent également tenir le front de la politique intérieure, où les nuages ne cessent de s'accumuler. Une première tentative de la présidence Zelensky de défaire le droit du travail et les libertés syndicales a été lancée en décembre 2019. Le Code du travail devait alors disparaître au profit d'un nouveau texte très allégé. Tenant en 99 articles seulement, sensés incarnés la frugalité et le dépouillement de la pensée ultralibérale, ce Code indigent conduisait l'Ukraine à dénoncer 37 conventions de l'OIT, dont 6 fondamentales sur les 71 ratifiées. Cette attaque frontale s'est enlisée dès le printemps 2020, contrée par la mobilisation des travailleuses et travailleurs et l'action coordonnée de la FPU et de la KVPU, ainsi que par la solidarité du mouvement syndical international et européen qui a envoyé une mission conjointe de la CSI et de la CES à Kyiv¹. Face à ce premier échec, le pouvoir a introduit une nuée

de projets de lois toxiques qui détricotent les garanties individuelles et collectives des travailleurs. Cette réforme rampante continue à être mise en œuvre dans des conditions très défavorables à l'action syndicale, car l'état de guerre interdit² de recourir à toute protestation dans la rue ou dans l'entreprise. Ainsi, depuis la mi-mars, le Parlement ukrainien examine et vote des lois qui laissent les mains de plus en plus libres aux employeurs. Les difficultés économiques que les oligarques ukrainiens rencontrent face à la guerre³ sont ainsi reportées sur les épaules des travailleuses et des travailleurs. Une de ces propositions de loi, enregistrée au Parlement en avril 2021 et dénoncée par la CSI et la CES⁴, focalise l'inquiétude des syndicats. Signé par le président Zelensky le 17 août 2022, ce texte prive de la protection du Code du travail 70 % de la main-d'œuvre ukrainienne. La commission de la Rada, chargée de suivre l'intégration de l'Ukraine à l'UE, a pourtant jugé que ce projet de loi «affaiblit le niveau de protection du travail, réduit la portée des droits du travail et des garanties sociales des employés par rapport à la législation nationale actuelle, ce qui contredit les obligations de l'Ukraine conformément à l'accord d'association, et ne respecte pas le droit de l'[UE]⁵». Les syndicats ukrainiens, soutenus par

2. Loi sur l'organisation des relations de travail durant l'état de guerre, <https://itd.rada.gov.ua/billInfo/Bills/Card/39225>.

3. Selon l'OIT, l'économie ukrainienne a perdu 5 millions d'emplois (www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/new/WCMS_844633/lang--fr/index.htm) et la Banque mondiale estime que le PIB ukrainien se contractera de 45 % en 2022 (www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/04/10/russian-invasion-to-shrink-ukraine-economy-by-45-percent-this-year).

4. Voir la lettre de la CSI et de la CES au président Volodymyr Zelensky (http://pmguinfo.dp.ua/images/photo-news/09_2021/original_lista.pdf).

5. Proposition de loi n° 5371 relative à la régulation des relations de travail dans les PME (http://w1.c1.rada.gov.ua/pls/zweb2/webproc4_1?pf3511=71653).

1. La CGT a envoyé à la FPU et la KVPU le 10 janvier 2020 une lettre de la solidarité signée par son secrétaire général.

la CSI et la CES, ont annoncé leur intention de contester cette loi devant la Cour constitutionnelle d'Ukraine, l'OIT et d'autres instances internationales et européennes¹.

Ravagée par la guerre, l'Ukraine a les yeux tournés vers l'avenir. À chaque bombardement, à chaque tir d'artillerie, elle pleure ses morts, mais jure de se relever et de se reconstruire. Mais cette promesse ne sera jamais atteinte sans la justice sociale.

Le 3 septembre 2020, les mineurs de l'usine de KZRK de Kryvyi Rih refusaient de remonter à la surface de la terre, entamant une grève souterraine de quarante-quatre jours pour exiger la hausse des salaires, la juste reconnaissance de la pénibilité de leurs métiers et la liberté de défendre leurs droits sociaux. La lutte fut victorieuse. Furieux de devoir céder devant les grévistes, le patronat les a poursuivis devant les tribunaux. Début mai 2022, la Cour suprême de l'Ukraine a enfin donné raison aux syndicats, considérant que l'action de protestation était parfaitement légale². Cette belle victoire sur le front social en appelle d'autres sur tous les terrains.



ANNEXE

En Ukraine, comme en Russie ou au Bélarus, les droits sociaux et syndicaux se retrouvent aussi parmi les victimes de guerre.

Tandis qu'en Russie des voix officielles s'élèvent pour demander que la population carcérale soient employée dans l'économie et le complexe militaro-industriel ou pour asséner que durant la

deuxième guerre mondiale «personne ne demandait de salaires³», les syndicalistes ukrainiens doivent faire face à des réformes ultra-libérales qui placent trois quart de la main-d'œuvre ukrainienne en dehors des dispositions du Code du travail.

Mais alors que les syndicats russes sont réduits au silence ou compromis dans leur soutien au régime de Poutine, qu'au Bélarus les autorités liquident les syndicats indépendants et incarcèrent leurs dirigeants⁴; nous publions ci-dessous la déclaration de nos camarades de la FPU rendue publique le 19 août dernier suite à la promulgation par le président Zelensky de la loi n° 5371⁵ qui confirme leur volonté de combattre la casse des droits sociaux et syndicaux en Ukraine.

Le même jour la CSI et la CES envoyaient une lettre conjointe à Charles Michel et à Ursula von der Leyen en soulignant que la promulgation de la loi n° 5371 «a fait monter d'un cran les attaques persistantes contre les syndicats d'Ukraine, inspirées par les oligarques qui se tiennent derrière le parti qui dirige le pays et qui se fichent des intérêts des gens. Non seulement ils poussent pour l'adoption d'une législation antisociale, mais ils orchestrent des campagnes de diffamation, détournent des moyens d'investigation pour attaquer les leaders syndicaux, interfèrent dans les affaires internes des syndicats, tentent de faire saisir leur propriété qui est aujourd'hui utilisée pour abriter des milliers de déplacés intérieurs...

1. Voir la déclaration de la FPU du 19 août 2022 jointe en Annexe à la présente note.

2. Voir la déclaration de la KVPU: https://kvpu.org.ua/uk/news/6/5235-protest-kryvorizkykh-hirnykiv-buv-pravo-mirnym?fbclid=IwAR3RTK82tHPD4FsCTkLYHqbO99S_Ht9HEBeJeiHoe3KzXiqvVXdB-j5NYUA.

3. <https://meduza.io/news/2022/06/23/v-velikuyu-otechestvennuyu-voynu-nikto-ne-sprashival-pro-zarplatu-gendirektor-uralskogo-zavoda-ob-yasnil-zaderzhku-vyplat-rabochim-spetsoperatsiy> (en russe).

4. Nous sommes toujours sans nouvelles directes d'Alexandre Yaroshuk et de ses camarades incarcérés depuis le 19 avril 2022.

5. La CGT a alerté sur la dangerosité de cette loi, voir notre CP du 11 juillet 2022, www.cgt.fr/comm-de-presse/non-la-casse-du-code-du-travail-en-ukraine.

L'Union européenne ne peut pas rester muette face à ces actions et nous attendons une condamnation claire et sans équivoque de ces actes incessants et contraires aux valeurs et aux principes de l'UE».

DÉCLARATION DE LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS D'UKRAINE (FPU)¹

Le 17 août 2022, le président ukrainien Volodymyr Zelensky, au lieu d'y apposer son veto, comme attendu par les travailleurs, a signé la tristement célèbre loi ukrainienne «sur les modifications de certains actes législatifs visant à simplifier la réglementation des relations de travail dans les petites et moyennes entreprises», votée par le parlement le 19 juillet. Cette loi introduit des formes extrêmes de libéralisation des relations de travail et prive les travailleurs des entreprises ukrainiennes de moins de 250 employés de l'un de leurs droits fondamentaux – le droit à la protection du travail et à la négociation collective.

Pendant plus de quinze mois, la FPU, en solidarité avec d'autres syndicats et avec le soutien du syndicalisme international, s'est activement opposée à l'adoption en période de guerre du projet de loi anti-travailleur n° 5371. Nous sommes reconnaissants à tous les syndicalistes ukrainiens, à la CSI et à la CES, aux centrales syndicales nationales, aux syndicats mondiaux (global unions), aux organisations syndicales de différents niveaux, ainsi qu'aux syndicalistes des dizaines de pays qui ont rejoint la campagne internationale initiée par la FPU sur le site LabourStart en signant la pétition demandant le veto présidentiel sur cette odieuse loi.

1. Traduction de l'Espace international. L'original en ukrainien, www.fpsu.org.ua/259-sljajder-izbrannykh-novostej/22983-z-a-ya-v-a-federatsiji-profspilok-ukrajini.html.

Les syndicats restent sur la ligne de lutte contre l'injustice dans le domaine du travail et continuent à avertir les autorités que cette loi viole de manière flagrante non seulement les conventions fondamentales de l'OIT, mais également l'accord d'association de l'Ukraine avec l'UE, l'accord sur libre-échange entre l'Ukraine et le Canada, l'Accord de coopération politique, de libre-échange et de partenariat stratégique entre l'Ukraine et la Grande-Bretagne, la Charte sociale européenne, et que de telles violations auront des conséquences.

Il convient de rappeler que le Parlement européen, dans sa résolution du 11 février 2021 concernant la mise en œuvre de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne, a appelé le gouvernement ukrainien à «accorder la priorité à la mise en œuvre des normes internationales du travail ainsi que de la législation et des pratiques de l'Union dans les domaines de la politique sociale, de l'emploi et du travail, des règlements en matière de convention collective, de dialogue social, d'égalité entre les hommes et les femmes ainsi que des réformes de la législation sur le travail afin de garantir que les intérêts des partenaires sociaux soient pris en considération et que les droits des employés soient protégés conformément aux dispositions de l'accord d'association».

Les parlementaires européens ont fait remarquer au gouvernement ukrainien que «les efforts déployés pour améliorer le climat des affaires afin d'attirer les investissements directs et de promouvoir la croissance économique ne doivent pas nuire aux droits des travailleurs ni à leurs conditions de travail» (§ 110).

La FPU et les syndicats ukrainiens soulignent qu'ils poursuivront la lutte pour les droits des travailleurs. Cependant, compte tenu de l'introduction de la loi martiale suite à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, les syndicats ne peuvent

pas manifester dans la rue et recourir à la grève. Par conséquent, nous contesterons la loi devant la Cour constitutionnelle d'Ukraine, l'Organisation internationale du travail et d'autres instances internationales et européennes.

Nous nous opposerons également vigoureusement à des dizaines d'autres lois antisociales et antisyndicales que les lobbyistes du gouvernement tentent de faire adopter au Parlement.

Les syndicats lancent un appel aux employeurs, aux entreprises socialement responsables de s'abstenir d'appliquer les termes de cette loi, afin de ne pas perdre le personnel nécessaire à la reconstruction de l'Ukraine.

Nous soulignons que personne ne peut obliger un salarié à signer un contrat de travail conclu sous pression – il est nul et non avenu. Contactez le syndicat pour obtenir des conseils sur vos droits. Si vous êtes demandeur d'emploi et qu'on vous propose un contrat avec des conditions défavorisées, rappelez-vous que le contrat ne peut pas déroger aux normes définies par la loi et la convention collective.

Contactez les syndicats pour vous protéger!

En cette période difficile, notre objectif n'est pas de bloquer le processus législatif ou de rechercher la confrontation avec les autorités publiques et les employeurs concernant la réforme de la législation du travail. Notre objectif est de rechercher un consensus à travers la préparation et l'adoption du nouveau Code du travail de l'Ukraine, l'adoption de décisions économiquement justifiées et socialement équilibrées dans le domaine du travail, de la protection des droits des travailleurs et des syndicats.

19 AOÛT 2022



LA KHARKIV PRIDE

DÉCLARATION DE LA KHARKIV PRIDE

La Kharkiv Pride n'est pas un jour férié et ne l'a jamais été. La marche est un événement touchant aux droits humains et un instrument important pour montrer que nous voulons l'égalité des droits. Et nous y parviendrons. L'Ukraine a choisi une voie démocratique de développement. Dans le questionnaire d'obtention du statut de candidat à l'adhésion à l'UE, il y a des questions distinctes : assurer l'égalité des personnes LGBTQI+ avec les hétérosexuels par l'État. En particulier, une législation contre la discrimination devrait être élaborée et adoptée. Par

conséquent, notre lutte pour l'égalité des droits nous rapproche de l'adhésion à l'UE. Nous ne voulons pas de droits «spéciaux». Nous voulons le respect et la protection au niveau législatif. La communauté LGBTQI+ contribue à l'avenir de l'Ukraine libre : la défend, se porte volontaire et aide à rapprocher notre victoire. Par conséquent, nous devrions avoir les mêmes droits que les autres citoyens. L'accès à ces droits est actuellement limité. La marche permet à la communauté LGBTQI+ de s'exprimer et de s'exprimer sur la discrimination à laquelle elle est confrontée. La pratique mondiale montre que grâce aux marches, le pourcentage de la population qui a une attitude positive envers la communauté augmente. La pratique ukrainienne le prouve également : depuis 2016, lorsque la première Pride ouverte à tous a eu lieu à Kyiv, le pourcentage de la communauté tolérante envers les LGBTQI+ est passé de 3,3 % à 38,2 %. Nous en concluons que les fiertés changent les attitudes des gens, ce qui affecte la rapidité de la législation antidiscrimination. La fierté nous rapproche de l'UE. Historiquement, Kharkiv a lutté contre les récits et la propagande russes. Et l'homophobie fait partie de cette idéologie russe. Alors, rejetons les stéréotypes et les inégalités et allons à la victoire.

Contre le racisme, la discrimination et l'oppression.

Kharkiv, vous méritez d'être le centre de l'Europe et une ville à suivre !

Vous méritez d'être libres. Nous le méritons.

14 SEPTEMBRE 2022



«UNI·ES COMME JAMAIS» LA KHARKIV PRIDE DANS LE MÉTRO

POLINA VERNYHOR¹

Le 25 septembre, Kharkiv a accueilli la LGBT Pride pour la quatrième fois. Cette année, la Kharkiv Pride était spéciale car la ville est frappée quotidiennement par des missiles russes. Cela a affecté les conditions de l'événement et le nombre de participant·es.

La fin de l'été et le début de l'automne sont la période où les LGBT prides sont organisées dans différentes parties de l'Ukraine depuis plusieurs années consécutives. Cependant, cette année, tout est différent. En raison de la guerre, la plupart des organisations LGBT ont refusé d'organiser les traditionnelles marches pour l'égalité.

Les organisateur·trices de la Kharkiv Pride ont également douté pendant longtemps de la possibilité d'organiser l'événement en toute sécurité. Mais au début du mois de septembre, les réseaux sociaux des organisateur·trices sont devenus clairs : la Kharkiv Pride va avoir lieu. Le public a pris cette nouvelle de manière ambiguë : beaucoup se sont demandé s'il était normal d'organiser une Gay Pride pendant la guerre, quelqu'un a écrit qu'il était dangereux d'organiser de grands événements en temps de guerre. Cependant, les organisateur·trices ont des réponses à la fois au premier et au second argument. Mais nous en reparlerons plus tard.

DANS LES CONDITIONS DE LA GUERRE

La Kharkiv Pride est le plus grand événement LGBT de l'est de l'Ukraine. Cette année, la marche s'est déroulée sous le slogan «Unis comme jamais auparavant». Les organisateur·trices affirment que l'idée principale de l'action n'a pas changé : elle est toujours conçue pour mettre l'accent sur la liberté, l'égalité et le respect de la diversité. Cependant, cette fois-ci, il est plus important que jamais de montrer au monde entier en quoi la démocratie ukrainienne diffère du régime totalitaire de la Fédération de Russie.

Aujourd'hui, des milliers de personnes LGBT défendent l'Ukraine sur les fronts militaires et de l'information, en se portant volontaires, en sauvant des vies, en collectant des fonds pour acheter des armes, en faisant venir de l'aide humanitaire de l'étranger, etc. En raison des bombardements constants, de nombreuses personnes ont dû quitter Kharkiv. Il n'est donc pas surprenant que la guerre ait affecté le nombre de participant·es.

L'année dernière, plus de 3 000 personnes ont assisté à la Kharkiv Pride, et cette année, il y avait environ 25 participant·es. Cependant, les personnes qui sont venues à la LGBT Pride admettent qu'elles attendaient l'événement depuis une année entière et sont heureuses que, malgré la guerre, les organisateur·trices aient décidé de le tenir.

«Je participe à la Pride de cette année non seulement pour moi, mais aussi pour ceux et celles qui ne peuvent pas se joindre à nous – pour les victimes et les personnes évacuées, pour nos militaires. La Pride d'aujourd'hui n'est pas une célébration de la fierté,

1. Journaliste à Zaborona.

c'est un moyen de montrer que nous existons en tant que partie de la société et que nous devons être entendus-es. Actuellement, la communauté LGBT n'est pratiquement pas représentée politiquement, que ce soit au Parlement ou sur le terrain. De ce fait, nous n'avons aucun outil pour influencer les décisions qui sont prises. Grâce à des formes de protestation telles que la marche et les spectacles qui ont eu lieu à Kharkiv pendant la semaine de la fierté, nous voulons toucher les autorités et la société», explique Yelyzaveta Kruk, participante à la Kharkiv Pride à Zaborona.

Les performances dont parle Yelyzaveta sont les actions qui ont été organisées par l'Association des femmes de Kharkiv Sphere au cours de la semaine dernière. Le 17 septembre, dans le centre de Kharkiv, des militant-es ont accroché des banderoles en soutien à l'EuroPride en Serbie, que le président du pays, Aleksandar Vucic, a tenté d'interdire.

Le 21 septembre, au cours de la semaine de la fierté à Kharkiv, toutes les personnes LGBT qui sont mortes à cause de la guerre ont été honorées. Deux jours plus tard, une voiture décorée d'attributs de mariage arc-en-ciel et de l'inscription «Égalité face au mariage» a circulé dans les rues de la ville. Avec cet événement, les organisateur-trices voulaient souligner que toutes les personnes, quels que soient leur sexe, leur genre et leur orientation, ont le droit de se marier, mais qu'actuellement, les couples LGBT ukrainiens sont privés de cette possibilité.

«Je comprends que nous ne pourrions pas changer la Constitution demain, et que l'égalité face au mariage n'arrivera pas le mois prochain, mais notre fierté est davantage liée au fait que les droits de la communauté LGBT sont toujours d'actualité. Pendant la guerre, nous n'avons pas disparu et nous avons toujours des besoins, y compris ceux liés à

la guerre – par exemple, aller chercher le corps d'un-e partenaire décédé-e ou simplement lui rendre visite à l'hôpital», explique Yelyzaveta.

DANGER

La Russie lance des dizaines de missiles sur Kharkiv chaque jour. Selon le chef du bureau du procureur régional de Kharkiv, Oleksandr Filchakov, au début du mois d'août, plus de 1000 civils ont été tués par des bombardements dans la ville et la région. En raison de la guerre à grande échelle, la plupart des citoyen·nes ont quitté Kharkiv. La Pride de cette année est donc très différente des précédentes, tant par le nombre de personnes que par son format. Les participant-es ont commencé à se rassembler à la station de métro Kyivska vers midi. Il était nécessaire de s'inscrire à l'événement via un formulaire Google spécial. La veille de la marche, un briefing sur la sécurité a été organisé avec tous ceux et celles qui ont rempli le formulaire.

«Maintenant, tou·tes celles et ceux qui sont à Kharkiv sont en danger, non pas à cause des menaces de l'extrême droite et des conservateurs, non pas à cause de la situation de la criminalité, mais à cause des attaques de missiles de la Fédération de Russie. C'est pourquoi nous avons choisi le métro, car ni la police ni les autorités de la ville ne peuvent nous protéger de cette plus grande menace. C'est la seule façon de nous protéger. Le métro a également été choisi parce qu'il n'est plus seulement un moyen de transport. Des concerts et des expositions y ont été organisés, des personnes y ont vécu pendant le bombardement de Kharkiv. C'est pourquoi ce lieu est symbolique pour nous», explique à Zaborona Anna Sharigina, coorganisatrice de la Kharkiv Pride.

Personne n'a bloqué le trafic du métro – tout le monde pouvait entrer. Les participant-es sont entré-es



dans les wagons avec des affiches et des symboles arc-en-ciel. La plupart d'entre eux et elles portaient des chemises brodées. Les passager·es du métro ont réagi différemment: certain·es ont été surpris·e, d'autres ont souri et ont salué l'action. À un moment donné, un musicien de rue avec une guitare est entré dans la voiture et a commencé à chanter *Warriors of Light* du groupe biélorusse Lyapis Trubetskoy.

Des agents des forces de l'ordre ont également voyagé dans le métro avec les participant·es de la Kharkiv Pride. Ils étaient à peu près aussi nombreux que les participants à l'action.

La Kharkiv Pride a emprunté trois lignes de métro. Les participant·es sont sorti·es à la

station Place-de-la-Constitution, ont scandé «Gloire à l'Ukraine» et se sont dispersé·es.

Les organisateur·trices de la Kharkiv Pride estiment que les droits humains sont toujours d'actualité, surtout en temps de guerre. En particulier, l'égalité au niveau législatif permettra à de nombreux couples LGBT de bénéficier des droits habituels dont jouissent les couples hétéros: récupérez le corps de votre partenaire à la morgue et enterrez-le; prendre des décisions importantes pour votre partenaire s'il est inconscient·e; s'occuper de l'enfant d'une compagne, si elle est partie au front, ainsi que pour s'occuper des enfants d'un proche décédé ou blessé.

En outre, dans le cadre de la Kharkiv Pride, avec le fonds de soutien «Kharkiv with You», ils et elles collectent des fonds pour les besoins des femmes militaires servant dans la région de Kharkiv. La Fondation s'occupe d'environ 200 femmes qui défendent actuellement l'Ukraine dans les forces armées ukrainiennes. L'objectif est de récolter 100 000 hryvnias pour elles.

PUBLIÉ PAR [ZABORONA](#), 26 SEPTEMBRE 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat





BOÎTE ALERTES



UNE CHANSON DU GROUPE CIOS

Dans la suite de la publication de l'interview dans *Soutien à l'Ukraine résistante* n° 11, le groupe punk ukrainien Cios nous a envoyé une de leurs dernières chansons à l'occasion de la sortie de son nouvel album.

Миллионы

Стоят безлюдные цеха, пылятся инструмент
Сидит без дела инженер, зато в почете мент
Ломбарды, банки магазины везде и повсеместно
Мы не делаем давно ничего полезного

Больной чтобы не сдохнуть вынужден пахать
С животом идет мыть пол будущая мать
Студенты местятся в квартирах по 10 человек
Секты, войны, нищета и это 21 век

Снова на обломках проданной страны
Сотни гениальных людей тут не нужны
Тысячи рабочих рук пришлось сложить
Миллионы безработных пытаются прожить

Кандидат наук не может оплатить счета
Механик без машины, строитель без жилья
Тебе с твоим дипломом ничто не светит больше
Чем в земле копать или класть плитку в Польше
Снова на обломках проданной страны
Сотни гениальных людей тут не нужны
Тысячи рабочих рук пришлось сложить
Миллионы безработных пытаются прожить

Des millions

Des ateliers sont déserts, des outils prennent la
poussière
Un ingénieur est inactif, mais un flic est tenu en
haute estime
Prêteurs sur gages, banques, magasins partout et
partout
Nous n'avons rien fait d'utile depuis longtemps

Le patient, pour ne pas mourir, est obligé de labourer
Avec son ventre gonflé, la future maman va laver
le sol
Les étudiants sont logés dans des appartements de
dix personnes
Sectes, guerres, pauvreté et c'est le 21^e siècle

De nouveau sur les ruines d'un pays vendu
Des centaines de personnes brillantes ne sont pas
nécessaires ici
Des milliers de mains de travail ont dû se fermer
Des millions de chômeurs tentent de vivre

L'étudiant ne peut pas payer les factures
Mécanicien sans voiture, constructeur sans maison
Plus rien ne brille pour toi avec ton diplôme
Creuser le sol ou poser des carreaux en Pologne
De nouveau sur les ruines d'un pays vendu
Des centaines de personnes brillantes ne sont pas
nécessaires ici
Des milliers de mains de travail ont dû se fermer
Des millions de chômeurs essayent de vivre.

6 OCTOBRE 2022



Valeria Roubina, *Don't look* («Ne regarde pas»), juin 2022.
<http://crownproject.art/>



Valeria Roubina, sans titre, Luhansk, août 2022.
<http://crownproject.art/>

Katya Gritseva.







Katya Gritseva.



Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne) et M Éditeur (Montréal), les revues *New*



Politics (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes: «Crosse en l'air».